

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

DES DIFFÉRENTES PHASES
DE
L'OCCUPATION FRANÇAISE
A MADAGASCAR

AVEC UNE INTRODUCTION
SUR LA COLONISATION FRANÇAISE EN GÉNÉRAL

THÈSE
pour le Doctorat (Sciences politiques et économiques)

PAR
R. DE COMTE

JUGE SUPPLÉANT AU TRIBUNAL CIVIL DE CASTELNAUDARY



MONTPELLIER
IMPRIMERIE COOPÉRATIVE OUVRIÈRE

14, Avenue de Toulouse et Rue Dom-Vaissette

1908

DES DIFFÉRENTES PHASES
DE L'OCCUPATION FRANÇAISE A MADAGASCAR

AVEC UNE INTRODUCTION
SUR LA COLONISATION FRANÇAISE EN GÉNÉRAL

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

DES DIFFÉRENTES PHASES
DE
L'OCCUPATION FRANÇAISE
A MADAGASCAR

AVEC UNE INTRODUCTION
SUR LA COLONISATION FRANÇAISE EN GÉNÉRAL

THÈSE

pour le Doctorat (Sciences politiques et économiques)

PAR

R. DE COMTE

JUGE SUPPLÉANT AU TRIBUNAL CIVIL DE CASTELNAUDARY



MONTPELLIER

IMPRIMERIE COOPÉRATIVE OUVRIÈRE

14, Avenue de Toulouse et Rue Dom-Vaissette

—
1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. VIGIÉ, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

BRÉMOND, Assesseur, professeur de Droit administratif.

GLAIZE, professeur de Procédure civile, chargé des cours de Voies d'exécution et de Législation financière.

LABORDE, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Économie industrielles.

CHARMONT, professeur de Droit civil.

CHAUSSE, professeur de Droit romain.

VALÉRY, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

DECLAREUIL, professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.

MARGAT, professeur de Droit civil.

PERREAU, professeur de Droit civil approfondi.

MOYE, professeur de Droit international public.

RIST, professeur d'Économie politique.

BARTHÉLEMY, agrégé, chargé de cours de Droit constitutionnel.

ANTONELLI, chargé de cours d'Économie politique.

LABORDERIE-BOULOU, chargé du cours d'Histoire du Droit (licence) et de l'Histoire du Droit privé français (doctorat).

ROCHETTE, secrétaire.

MEMBRES DU JURY

MM. MOYE, *Président*.

VALÉRY,	} <i>Assesseurs.</i>
BARTHÉLEMY,	

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- ANDRÉ (Ed.-E.). — De la condition de l'esclave dans la société malgache avant l'occupation française et de l'abolition de l'esclavage (Thèse 1899).
- BEAUJEU (DE). — Madagascar, 1884.
- CLERQ (DE). — Recueil des traités de la France.
- CAROL (Jean). — Chez les Hovas. Au pays rouge.
- DESPAGNETS. — Essai sur les protectorats.
— Diplomatie de la 3^e République et droit des gens.
- DUBOIS (Marcel). — Systèmes coloniaux et peuples colonisateurs, 1895.
- DESCHAMPS (Léon). — Histoire de la question coloniale en France, 1891.
- DISLÈRE. — Traité de la législation coloniale (3^e édition, 1906).
- DARCY (Jean). — France et Angleterre. Cent ans de rivalités coloniales.
- FLACOURT (DE). — Histoire de la grande Isle de Madagascar, 1671.
- GIDE (Charles). — A quoi servent les colonies ? (Revue de géographie, 1886).

- GONNARD. — L'émigration européenne au XIX^e siècle, 1906.
- GRANDIDIER. — Histoire de la géographie de Madagascar, 1892.
- Bibliographie de Madagascar.
- GAUTIER (E.-P.). — Essai de géographie physique (Madagascar, 1902).
- GIRAULT. — Principes de colonisation et de législation coloniale.
- HUMBERT (G.). — Madagascar.
- JACQUIER (Léonce). — La main-d'œuvre locale à Madagascar (Thèse 1904).
- LANESSAN (DE). — Principes de colonisation, 1897.
- LAPALUD. — L'administrateur colonial à Madagascar. Ses attributions (1903).
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — De la colonisation chez les peuples modernes (5^e éd., 1902).
- LYAUTEY (Colonel). — Dans le sud de Madagascar, 1902.
- MALETET. — Etienne de Flacourt (Thèse 1898).
- MARTINEAU. — Madagascar.
- PAULIAT. — Madagascar, 1884.
- La Politique Coloniale sous l'ancien régime, 1887.
- Madagascar sous Louis XIV, 1886.
- PIOLET (J.-B.). — La France hors de France, 1900.
- Douze leçons à la Sorbonne sur Madagascar, 1898.
- PRÉVOST-PARADOL. — La France Nouvelle.
Relation de l'établissement de la Compagnie française pour le commerce des Indes Orientales, dédiée au roi.
- ROUX (Jules). — Essai sur le régime et la réglementation du travail indigène à Madagascar (Thèse 1903).
- SAUSSERE (DE). — Psychologie de la colonisation française.

TANTET (Victor). — Survivance de l'esprit français aux colonies perdues, 1900.

VIGNON (Louis). — L'expansion de la France, 1891.

YOU (André). — Madagascar, 1905.

Cours de Doctorat de M. Moye, 1905-1906.

Revue Périodiques

Revue générale de droit international public.

Revue politique et parlementaire, 1905-1906-1907-1908.

Revue des Deux Mondes, 1900-1907.

Revue de Paris (novembre 1895).

Revue de Madagascar (mai-juin 1899).

Revue Bleue (février 1900).

Revue encyclopédique, Larousse (mars 1900).

Le Correspondant, 1900-1907.

Bulletin de l'Exposition universelle, 1900 (Exposition de Madagascar).

Annales de l'École libre des sciences politiques.

Questions diplomatiques et coloniales (anciennement Revue diplomatique et coloniale).

Livre Jaune. Affaires de Madagascar, 1885-1896.

La Quinzaine coloniale.

Journaux

Le Temps, 1907-1908.

Le Journal, 1907-1908.

Journal officiel de la République française, 1895-1905.

L'Humanité (Suite d'articles de M. Rouanet en 1905).

Journal officiel de Madagascar, 1896, 1900-1901.

Le Petit Courrier (Journal hebdomadaire (Tananarive)).

L'Economiste français, 1886.

La Dépêche coloniale.

PREMIÈRE PARTIE

INTRODUCTION

SUR LA

COLONISATION FRANÇAISE EN GÉNÉRAL

CONSIDÉRATIONS HISTORIQUES

SUR LA COLONISATION FRANÇAISE

- I. — Des origines à 1815.
- II. — De 1815 à 1870.
- III. — De 1870 à nos jours.
- IV. — Des caractères de la Colonisation française aux
début du xx^e siècle.

DES DIFFÉRENTES PHASES
DE L'OCCUPATION FRANÇAISE A MADAGASCAR

PREMIÈRE PARTIE

INTRODUCTION SUR LA COLONISATION
FRANÇAISE EN GÉNÉRAL

Considérations historiques sur la Colonisation
française

I. — *Des origines à 1815*

La nation française n'appartient pas à une race colonisatrice. Telle est l'assertion répétée à l'envi, tant à la tribune que par la presse depuis de longues années déjà. L'assentiment que cette opinion a universellement rencontré et qu'elle trouve encore chez certains, quoique atténuée, il est vrai de le dire, dans une large mesure, a fait

que la question de colonies et de politique coloniale n'a jamais été examinée avec le soin qu'elle mérite, jusqu'à une époque tout à fait contemporaine.

Il est incontestable que depuis la Révolution les Français n'ont pas fait preuve d'une grande tendance à sortir de leur pays et à émigrer. Mais s'il y aurait, sans conteste, audace à nier ce fait, il serait juste de rechercher les motifs de cet abandon complet de nos idées colonisatrices, de se demander s'il ne provient pas de quelque cause spéciale d'ordre tout à fait temporaire. Cette cause connue, peut-être y aurait-il un moyen pour détruire le mal à sa source, pour rendre à la France le rôle de nation civilisatrice qu'elle semble avoir perdu de vue.

Par le fait seul, en effet, que nous ne colonisons plus comme avant la Révolution, beaucoup ne semblent admettre l'existence de notre pays que depuis 1789, et partant de là reconnaître notre incapacité absolue en matière de colonisation.

Cette assertion est d'autant plus curieuse qu'une longue suite d'années atteste le contraire, que de tout temps, bien avant les peuples célèbres par leurs navigateurs et explorateurs, tels que les Espagnols, les Portugais, les Hollandais, le Français a aimé les aventures lointaines, a su s'expatrier. Non content de découvrir des pays nouveaux et d'y faire du commerce seulement, il

s'y est installé de façon définitive, y a fait souche.

Cette tendance se dessina dans les premiers temps de l'histoire du pays qui plus tard formera notre France, et en sus de l'Europe, où de bonne heure ils avaient étendu leur domination, les Gaulois s'étaient installés en Asie-Mineure et en Syrie.

Une cohorte de ce peuple aventureux à la solde de Rome et amenée en expédition contre les Perses fut frappée d'étonnement en parcourant d'immenses régions où elle retrouvait les idiomes et les mœurs de la terre natale. Depuis quand ces Gaulois venus des rives de la Loire, du Rhin, du Rhône et de la Seine étaient-ils fixés dans ces régions lointaines ? Ils ne le savaient point.

Puis vint le grand mouvement des Croisades, et cette ruée d'une partie de l'Occident sous la conduite de la France vers l'Orient infidèle cachait, sous des aspects de guerre sainte, des buts plus pratiques et moins désintéressés. Ce qui vient à l'appui de cette assertion, c'est la façon dont les Croisés s'établirent dans les pays envahis.

Les châteaux-forts, les imposantes ruines qui parsèment ces régions indiquent bien que c'était à titre permanent qu'ils entendaient y établir leur domination.

En même temps que s'opéraient ces conquêtes dans le Levant, des Français ayant à leur tête Henri de Bourgogne fondaient le royaume de

Portugal, d'autres s'emparaient du midi de l'Italie et de la Sicile, et d'autres avaient auparavant, sous la conduite du futur Guillaume le Conquérant, traversé la Manche, et, écrasant les Anglo-Saxons à Hastings, s'étaient partagé l'Angleterre.

Au point de vue strictement colonial, en dehors des expéditions opérées en Europe, certains, et à juste titre du reste, ont assigné au règne de Charles V la gloire d'avoir vu naître les premiers de ceux qui par la suite ont porté l'esprit français dans tant de régions diverses. M. Duval, dans un de ses ouvrages (1), dépeint bien le courant d'idées qui anime alors les Français. « Entraînés par cet amour du lointain et de l'inconnu qui est le signe de la vocation des peuples voyageurs, des marins dieppois armèrent en 1364 deux navires de 100 tonneaux chacun qui firent voile vers les Canaries déjà découvertes, arrivèrent à Noël au cap Vert, mouillèrent dans une baie qu'ils appelèrent « Baie de France », parcoururent la côte de Sierra Leone, s'arrêtèrent dans un lieu qu'ils nommèrent « Petit-Dieppe », échangèrent avec les naturels contre leurs propres marchandises de l'or, de l'ivoire, du poivre dont ils tirèrent grand profit à leur retour en Normandie. »

(1) Jules DUVAL. — Les colonies et la politique coloniale de la France.

Durant le règne de Charles V, s'il y eut de nombreuses expéditions lointaines et de fréquentes relations commerciales spécialement avec l'Afrique, on ne vit par contre aucun établissement stable et de caractère permanent se former. Autre chose est avoir des attaches momentanées pour cause de négoce avec un pays, autre chose est le coloniser. Ce dernier mot, en effet, implique un établissement définitif et sans esprit de retour dans une contrée soit vacante, soit de population insuffisante.

Le xv^e siècle vit se produire un fait tout à fait à l'appui de l'opinion que nous voulons soutenir ici : à savoir que dans un pays aussi colonisateur soit-il, il peut se faire que sous l'influence de causes de diverses natures cet esprit d'émigration et d'aventures subisse un temps d'arrêt plus ou moins long. Pour notre pays, ce temps d'arrêt durera près de deux siècles et le xvii^e siècle verra une brillante éclosion d'expansion à l'extérieur.

De grands événements de notre histoire, tels que la guerre de Cent Ans, les guerres d'Italie et enfin les guerres de Religion occupèrent tour à tour les esprits, et les cantonnant soit en Europe, soit dans l'intérieur même de la Métropole, les empêchèrent de songer à des expéditions lointaines. Au contraire de l'Angleterre qui doit à ses luttes religieuses un des grands mouvements qui l'ont placée au premier rang des puissances colo-

nisatrices, la France n'en retira aucun avantage semblable.

Durant le règne de François I^{er}, quelques navigateurs furent patronnés par la Couronne, et c'est ainsi que le Florentin Verazzani s'établit au nom de la France à Terre-Neuve et qu'un marin de Saint-Malo, Jacques Cartier, visita de nouveau cette île, et remontant le Saint-Laurent prit possession des deux rives de ce fleuve. Dès ce jour le Canada devint terre française.

Coligny avait, il est vrai de le dire, rêvé de créer au delà des mers une France nouvelle formée de huguenots, et dans ce but fait visiter la Guyane, le Brésil et la Floride. L'opposition de la Couronne, l'éloignement de la noblesse calviniste pour l'émigration, firent échouer ce projet.

La paix et la prospérité du règne d'Henri IV donnèrent une vive impulsion à la navigation lointaine, et de nombreuses Compagnies, telles que celles du Canada et de l'Acadie, de Sumatra, de Java et des Moluques, se créèrent dès 1599. Ces entreprises purement privées eurent un tel succès et produisirent de si bons résultats pour le négoce que quand le xvii^e siècle s'ouvrit, la France dépassait de beaucoup l'Angleterre et la Hollande dans la voie des établissements lointains. Henri IV, voulant jeter les vraies bases de la colonisation française, envoya une expédition en Guyane et s'occupa d'organiser le commerce de l'Hindous-

tan. Par Lettres patentes du 1^{er} juin 1604, une Compagnie des Indes fut créée sous les auspices de la royauté : elle ne semble pas avoir eu du succès. En Amérique, une entreprise du même genre, fondée dans les mêmes conditions, réussit mieux malgré les déboires du début, et en 1604 le sieur de Monts fonda une petite colonie dans l'île Sainte-Croix, puis au Port-Royal et sur la côte de l'Acadie. En 1608, enfin, un gentilhomme de Saintonge, l'illustre Champlain, sut voir clair dans ces idées colonisatrices un peu disparates jusque-là, et, par ses encouragements à la fois au commerce et à l'agriculture, créa la colonie du Canada. La mort de Henri IV plongea dans l'abandon ces essais heureux de colonisation, et il fallut les deux grands ministres du xvi^e siècle, Richelieu et Colbert, pour élever à son apogée la puissance coloniale de la France. Les efforts de ces deux hommes d'Etat tendirent vers la création de puissantes Compagnies privées pour égaler les succès qu'avaient obtenu les Hollandais, grâce à ce système. Malheureusement les droits exorbitants et régaliens attribués à ces Compagnies écartèrent les émigrants et empêchèrent le développement normal de leurs entreprises. De plus, à l'instar de ce qui s'était passé dans les colonies espagnoles et portugaises, on fut trop tenté de voir presque uniquement dans ces acquisitions lointaines l'occasion de répandre les doctrines du

christianisme. Le même esprit de religiosité fit écarter des Antilles les réfugiés protestants qui par supplique avaient demandé au Pouvoir royal l'accès de la Nouvelle-France.

Les *Lettres de Création* qui constituent en faveur de Richelieu la charge de *Grand-Maitre et Surintendant de la Marine et de la Navigation* et qui prévoient la formation des premières Compagnies de commerce contiennent en entier le futur programme colonial de la France. Les colonies sont définies par leur raison d'être, qui est purement mercantile et entièrement subordonnée aux bien et profit de la Métropole. Tant que durera l'ancien régime et pendant une partie du XIX^e siècle, on continuera à ne point leur en attribuer d'autre ; comme conséquences naturelles, régimes commerciaux et administratifs spéciaux. Le Cardinal imprimera une vive impulsion aux affaires maritimes et coloniales, et c'est à lui qu'en 1642 on doit l'essai de colonisation de Madagascar. Sous réserves de certains pouvoirs laissés à la Couronne, les Compagnies se forment avec des droits quasi souverains et la propriété d'immenses territoires. L'Etat soumet les gouverneurs et les magistrats nommés par ces Sociétés à un gouverneur général et à des magistrats supérieurs qui ne relèvent que de lui ; grâce à ce contrôle et à cette surveillance constante, il peut sans effort prendre la place des

Compagnies, continuer leur œuvre, lorsqu'elles disparaissent.

Colbert donne une nouvelle vitalité à l'œuvre de son illustre devancier, et aux *Colonies de culture* fondées tout d'abord s'ajouteront les *Colonies de commerce*, simples comptoirs établis sur les côtes d'Afrique et d'Asie pour trafiquer avec l'intérieur. L'œuvre coloniale du grand ministre se fit remarquer par la création et le développement d'un grand nombre d'établissements en Guyane, aux Antilles, au Canada, au Sénégal, dans l'Océan Indien. Les colonies n'ont d'autre but que d'approvisionner la métropole ou d'écouler ses produits : telle est la conception coloniale admise à cette époque-là et à tel point qu'un dogme économique consacré par les actes officiels en découlera. Pas de commerce avec les étrangers, rien qu'avec la mère patrie, dont elles dépendent étroitement et à laquelle tous leurs produits sont dus, voilà le sort fait aux colonies sous le régime de l'*Exclusif*. Du xvii^e siècle à la fin du xviii^e, règlements, lettres patentes, arrêts du Conseil, consacrent ce système. Un arrêt du Conseil en date du 30 août 1784 le modifie tant soit peu et crée l'*Exclusif mitigé*. Mais le principe mercantile reste et des survivances décèlent dans les ministères de Charles X la confiance qu'il inspirait aux hommes de gouvernement.

Les brillants résultats coloniaux obtenus par

ces grands ministres ne devaient point nous profiter, et après avoir atteint son apogée la puissance d'expansion lointaine de la France va décliner rapidement. De 1688 à 1815, les grandes guerres entre la France et l'Angleterre nous font perdre petit à petit de notre prestige, et, sauf en 1717 où sous l'influence de Law le Gouvernement sembla se ressaisir, cette période fut une succession d'échecs. L'agio qui suivit la création de la Banque et de la fameuse Compagnie créée pour l'exploitation de la vallée du Mississipi eut pour résultat certain, en dehors des exagérations mensongères ou erronées répandues à profusion, de ranimer le goût colonial et de montrer surtout la puissance du crédit. La guerre de la Succession d'Angleterre ou de la Ligue d'Augsbourg aboutit au désastre naval de la Hougue, glas funèbre pour notre marine.

Le traité d'Utrecht (11 avril 1713), qui mit fin à la guerre de la Succession d'Espagne, démembra notre empire colonial, et si le roi de France conserve en plus de conquêtes européennes les Antilles, Bourbon, Cayenne et le Sénégal, il doit céder Terre-Neuve et la baie d'Hudson, c'est-à-dire la source d'une partie de nos richesses coloniales (la pêche et les pelleteries), l'Acadie, donner à l'Angleterre le monopole de la traite des nègres sur la côte d'Afrique, démolir les fortifications de Dunkerque et en combler le port.

La maîtrise de la mer est de ce jour donnée à l'Angleterre. La guerre de la Succession d'Autriche aboutit à un maintien des conquêtes faites par ce pays en Amérique et aux Indes. Le traité de Paris est, entre toutes ces successives abdications de notre puissance coloniale, la plus désastreuse. Pour s'être désintéressé au cours de la guerre de Sept Ans de nos colonies laissées sans hommes et sans argent, le Gouvernement français a assumé alors la responsabilité de la ruine d'une partie du patrimoine national. Avant que les Anglais songassent à occuper le Canada, Louis XV était décidé à le leur abandonner. En 1734, M. de Beauharnais avertit son gouvernement qu'il était nécessaire de fortifier Québec, clef du pays et à la merci d'un coup de main ; le roi lui répondit : « On ne pourra pas le fortifier assez pour le rendre imprenable, il est donc inutile d'y rien faire. » A un autre gouverneur réclamant des soldats, le ministre répond : « Si nous vous donnions un régiment, vous ne pourriez pas le nourrir, et d'ailleurs l'Angleterre en ferait passer deux. Il y aurait toujours la même disproportion. » Par le traité de Paris, l'Angleterre acquiert le Canada avec 60.000 Français, l'Acadie, l'île du cap Breton, Grenade et les Grenadilles, Saint-Vincent, la Dominique, Tabago, le Sénégal, Minorque, et, non comme accessoires mais bien comme principal, l'Inde, le joyau à juste titre de nos colonies. Plus heureuse

lors de la guerre d'indépendance des États-Unis auxquels elle prête son appui, la France, par le Traité de Versailles (3 septembre 1783), obtient Chandernagor, Pondichéry, Karikal, Mahé, Yanaon, Surate aux Indes; Tabago, Sainte-Lucie, aux Antilles, Saint-Pierre et Miquelon, le droit de pêche à Terre-Neuve. Le Sénégal et Gorée en Afrique. De plus, l'article relatif à Dunkerque et inséré dans le traité d'Utrecht est effacé.

Vint la Révolution qui manqua de hardiesse en matière commerciale, mais voulut faire profiter les indigènes soumis à la France des réformes sociales accomplies dans la Métropole. Malgré les réclamations des colons, leurs sinistres prédictions confirmées par des soulèvements et des pillages, l'esclavage fut supprimé et la prospérité des colonies sérieusement compromise.

Bonaparte au pouvoir, la Constitution de l'an VIII et la loi du 30 floréal an X replacèrent nos possessions lointaines sous le joug de l'exécutif et l'esclavage et la traite furent rétablis. L'Empereur réorganisa la législation coloniale, sépara les pouvoirs et les attributions, et sut adapter à un but spécial le Droit civil. Ses colonies, la France devait encore les perdre, et en 1814, lors de la signature du traité de Paris, elle ne possède plus que Saint-Pierre et Miquelon, la Guadeloupe et ses dépendances, la Martinique, la Guyane, le

Sénégal, la Réunion et les cinq comptoirs de l'Inde.

II. — *De 1815 à 1870*

Par l'article 3 du traité du 30 mai 1814, l'Angleterre restitue à la France tous les établissements qu'elle possédait, au 1^{er} janvier 1782, dans les mers et sur les continents de l'Afrique, de l'Amérique et de l'Asie. Le domaine recouvré était presque le même. Sauf l'île de France, le pays retrouvait, comme on le disait alors, ses « dépendances essentielles ». Bourbon, la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane méritaient seules le nom de colonies parmi les possessions qui nous étaient rendues, les autres ne constituaient que de simples comptoirs. L'article 12 du traité nous interdisait de fortifier nos établissements de l'Inde, et le 13^e reconnaissait nos droits de pêche sur la côte de Terre-Neuve. L'Angleterre, tout en rendant à la France ses possessions d'outre-mer, exigeait de nous l'abolition de la traite, sûr moyen de voir se reproduire les graves événements passés et de ruiner nos colons.

La Restauration trouva ces embryons de colonies dans un déplorable état, et l'article 73 de la

Charte porta : « Les colonies seront régies par des lois et règlements particuliers. » Dans certaines, sous l'influence du baron Malouet (1), le premier ministre de la Marine, chargé du reste des colonies, les institutions antérieures à 1789 furent rétablies. La vieille politique coloniale réapparut, et avec elle les impôts d'entrée et de sortie, l'interdiction d'accès de certains ports pour les étrangers, à part quelques-uns très peu nombreux du reste. Nous ne pouvons que nous rallier à ce que disait Rossi, le 24 juin 1843, dans son rapport à la Chambre des Pairs sur le projet de la loi des sucres : « Pénétrons-nous des circonstances où se trouvait placé le Gouvernement à cette époque, et reconnaissons avec loyauté qu'il ne pouvait ni songer à l'abandon des colonies que les traités venaient de donner à la France, ni leur appliquer de prime abord un autre système que l'ancien régime colonial. »

De grandes réformes réparatrices furent néanmoins effectuées et tout un système approprié au bien-être des colons fut établi. La vie économique des colonies bénéficia de l'enregistrement, de la conservation des hypothèques, du régime monétaire, du système métrique.

Les Cent Jours vinrent modifier l'œuvre de la

(1) Paul LAVAGNE. — Début de l'expansion coloniale de la France (*Annales des sciences politiques*, 15 mars 1907).

Restauration en matière coloniale, et Napoléon, durant son court règne, désireux de détacher l'Angleterre de la coalition européenne, par décret du 29 mars 1815, supprima la traite. En même temps qu'il réalisait les vœux de son ennemie, qui ne lui en sut gré, du reste, une fois de plus en France l'intérêt colonial, considéré comme secondaire sans doute, était sacrifié à l'intérêt général. De retour en France, Louis XVIII dut recommencer l'œuvre interrompue et s'occuper surtout de combler les vides causés par l'abolition de la traite, en recrutant le personnel nécessaire à l'exploitation. La main-d'œuvre nègre faisant défaut, on songea aux Chinois, aux Indiens, aux Canadiens, aux soldats, aux déportés. Aucun de ces différents projets n'aboutit. Les colons déjà établis dans certaines régions ne se souciaient guère de la venue de nouveaux travailleurs.

Le Gouvernement fit des essais de colonisation dans des pays neufs non exploités ; son choix se porta sur Madagascar, la Guyane et le Sénégal, malgré les déboires que Choiseul avait essuyés dans ces deux derniers pays. A peu près dans tous les cas l'échec fut complet, en grande raison parce que les éléments importés dans ces régions, les émigrants, étaient mauvais.

Les traités de 1814 et 1815 nous avaient laissé quelques ports à Madagascar et des commissions d'exploration tentèrent la colonisation de l'île

Sainte-Marie et de Titingue. L'insalubrité du climat et l'hostilité des Hovas poussés par l'Angleterre, fit abandonner la grande Ile. Au Sénégal, le Gouvernement, abusé par de faux rapports, espéra pouvoir établir des factoreries et créer des plantations que des nègres engagés librement auraient cultivées. On se rendit compte du chemin que pouvait faire la pénétration pacifique dans la colonie, et de la réussite future des plantations de cotonnier, mais il fallut abandonner l'œuvre. A la Guyane, quoiqu'on pût attendre beaucoup des productions naturelles indigènes et de la culture de l'indigo en particulier, l'acclimatation, soit de travailleurs Asiatiques, soit d'Européens, ne donna guère de bons résultats.

La Restauration pressentit l'importance du rôle que jouerait plus tard l'Extrême-Orient dans l'évolution économique et industrielle de l'Europe, et, pour permettre à la France de s'y créer des débouchés commerciaux, elle envoya des vaisseaux à seule fin de faire connaître nos couleurs et de recueillir des informations utiles. Le Gouvernement ayant appris que deux Français occupaient de hautes situations à la Cour d'Annam, le duc de Richelieu fit venir l'un d'eux en France, le combla d'honneurs et le nomma consul à Hué ; des officiers furent offerts, on espérait que leur présence à la Cour pourrait développer encore notre influence.

Si tous les ministères ne comprirent pas de la

même façon la politique d'expansion, et si M. de Villèle ne l'envisagea qu'au point de vue commercial, M. de Polignac, lui, vit un rôle social plus élevé à jouer. Il obtient du Pape la création de la mission d'Océanie, sûr moyen d'étendre l'influence et la langue françaises au détriment de la politique anglaise, et plus tard, à l'annonce des succès remportés par une petite expédition envoyée à Madagascar, il jugeait que les renforts demandés n'étaient point suffisants et les doubla.

La grande œuvre de colonisation et qui par ses caractères spéciaux sort de la moyenne des expéditions de ce genre, fut la conquête de l'Algérie, résultat d'une pure circonstance fortuite qui fit que, plus par difficulté de nous en éloigner que par besoin d'y rester, nous nous vîmes obligés de planter notre drapeau sur ce sol. L'insulte que nous avait faite en 1827 le Dey d'Alger et l'aggression commise contre le navire portant notre parlementaire deux ans plus tard méritaient châtement.

Le cabinet Polignac n'hésita pas longuement, et, malgré les intimidations de l'Angleterre qui prétendait voir dans les mesures prises par la France un *casus belli*, le 7 février 1830 une expédition fut décidée et le 5 juillet Alger était prise. En décidant que la France l'occuperait, les membres du Gouvernement rendirent à notre pays son rôle colonisateur. Fait sans analogue dans l'histoire moderne, nous avons dû nous établir dans un pays

cultivé et à civilisation avancée, nous implanter dans une contrée déjà suffisamment peuplée et hostile à nos mœurs, alors que jusque-là l'objet des convoitises européennes à l'extérieur n'avait porté que sur des régions insuffisamment peuplées et à civilisation inférieure.

Sous la monarchie de Juillet on constate, de 1840 à 1844, un certain réveil de l'esprit colonial chez nos hommes d'État. Le gouvernement et l'organisation judiciaire de l'Inde, du Sénégal, de St-Pierre-et-Miquelon sont remaniés. Les établissements français du canal de Mozambique prennent place parmi nos colonies, et l'amiral Dupetit-Thouars occupe ou soumet à notre protectorat certaines îles du Pacifique. Les îles Marquises furent annexées à cette époque, et Tahiti et l'archipel de Tuamota placés sous notre influence.

Le Second Empire, beaucoup plus préoccupé de politique européenne, laissa les questions coloniales en partie de côté. Mais de grands faits d'expansion se sont accomplis néanmoins, de 1853 à 1863. Le 24 septembre 1853, la France prit possession de la Nouvelle-Calédonie, et de 1854 à 1865 le général Faidherbe établit notre influence sur le Sénégal et de façon définitive. Les tentatives malheureuses de la Restauration, mal appropriées à ces régions, avaient coûté de grosses sommes, et tous les efforts devaient tendre, et c'est ce qui a été fait depuis, à assurer la tranquillité et la

sécurité du pays. Il était difficile de nous assimiler les indigènes ; le général Faidherbe essaya, avec succès du reste, de les rapprocher de la France par l'éducation, les idées, le travail et la législation. En 1857, un arrêté fixa les conditions dans lesquelles pourraient s'ouvrir des écoles, et un enseignement destiné aux fils de chefs et d'interprètes fut créé en 1863.

Une législation appropriée aux mœurs du pays, en introduisant des éléments indigènes dans certains tribunaux, rendit plus facile la répression de certains crimes et délits, et la création d'un service d'état civil sous la direction d'un magistrat indigène constitua la famille d'une façon stable. Des décrets, dont le plus important est celui du 24 décembre 1864, organisèrent le commerce.

En 1862, la France occupa Obok, la main-mise sur cette région de la mer Rouge semblait destinée à amorcer notre pénétration, à contre-balancer les influences anglaise ou italienne en Abyssinie et au Choa.

De toutes les expéditions, la plus belle par ses résultats, quoiqu'ils soient encore de nos jours bien discutés, fut celle qui eut pour objet l'Indo-Chine. De 1885 à août 1863, l'amiral Rigaud de Genouilly s'emparara de Tourane, de Saïgon, et la France obtint le protectorat du Cambodge.

Le Second Empire s'occupa beaucoup de la colonisation au moyen des condamnés, et toute

une série de lois et de décrets réglèrent la matière. Le principe de déportation qui vint transformer en ouvriers productifs des criminels, fut longuement discuté, et il est certain qu'on n'a point agi avec le même esprit de suite que l'Angleterre en Australie. Le 20 février 1852, le Gouvernement offrit la transportation à la Guyane comme une faveur aux forçats ; en 1854, cette mesure d'exception devint la loi commune, et en 1860 un décret impérial leur octroya des concessions de terres (1).

III. — *De 1870 à nos jours*

Après les désastres de 1870-71, la France, pré-occupée surtout de la réorganisation de nos forces navales et militaires, désireuse de se mettre à l'abri d'une nouvelle attaque de la part de ses victorieux voisins de la frontière de l'Est, concentra tous ses efforts sur la politique intérieure. On comprend que ses pensées portant vers ce but unique, elle se soit désintéressée des questions

(1) A citer deux sénatus-consulte fondamentaux sur la législation coloniale, celui du 3 mai 1854 et celui du 4 juillet 1866.

coloniales. Mais ce qui s'explique moins, c'est que la paix en partie assurée, à l'abri d'un immédiat danger, elle se soit en quelque sorte enlisée et n'ait pas songé plus tôt à affirmer l'existence de sa puissance par la création de colonies au delà des mers. L'opinion française, il est vrai de le dire, fut peu poussée par le Gouvernement, et il semble que jamais le mot de Franklin n'eût pu mieux s'employer pour définir les idées courantes à cette époque dans notre pays : « Si la France et l'Angleterre, disait-il, jouaient leurs colonies aux dés, le gain serait pour le perdant. »

Toutefois, la conquête de la Tunisie fut le premier signe de réveil de notre pays, et le traité du Bardo, qui pose le germe de notre domination française sur ce pays, ratifia notre installation préparée depuis des siècles. La France, au cours du ^{xvii}^e et du ^{xviii}^e siècle, avait eu fréquemment à intervenir soit devant Tunis, soit devant Bizerte et Sousse. Le ^{xix}^e siècle voit à son début un traité, celui du 23 février 1862, qui consacre notre suprématie. « La nation française, y est-il dit, sera maintenue dans la jouissance des privilèges et exemptions dont elle jouissait avant la guerre, et comme étant la plus distinguée et la plus utile des autres nations établies à Tunis, elle sera aussi la plus favorisée. » La prise de possession de la Tunisie par la France était prévue, et les rapports de notre Gouvernement avec le Bey,

la protection qui lui fut offerte à l'occasion de plusieurs événements, les concessions enfin accordées à des Français en matière de chemins de fer par exemple, firent que le traité du 12 mai 1881, complété par le traité de la Marsa du 8 juin 1883, fut facilement admis par les puissances européennes sauf par l'Italie.

En 1884, l'idée coloniale trouve au sein du Parlement des défenseurs et des détracteurs, aussi ardents aussi peu décidés à transiger les uns que les autres, et si les idées des premiers ont fini par triompher, ce n'est que grâce à leur ténacité et grâce aussi à la propagande active faite par certains groupes d'hommes éminents.

Monseigneur Freppel, lors d'une interpellation au sujet du Tonkin, défendit vivement le projet d'expédition et dans une phrase mémorable justifiée par l'éternel argument si souvent répété à la tribune, « le danger que représentait pour la trouée des Vosges les campagnes coloniales », démontra l'inanité et la faiblesse de cette opinion.

« C'est à qui repoussera, dit-il, le plus vivement ce qu'on est convenu d'appeler la politique coloniale, sous ce prétexte assurément spécieux mais non justifié en l'espèce de la défense nationale (1)...

(1) *Journal officiel*. Chambre des Députés, 22 décembre 1885.

Est-ce que vous ne voyez pas que le mouvement de l'humanité ne peut pas rester ainsi resserré, concentré dans ce coin de la Terre. »

Cette opinion hardie, bien faite pour réveiller l'esprit colonial de notre Parlement, pouvait se rapprocher de celle de Prévost-Paradol, qui dit : « Ou la France comptera dans le monde comme la Belgique ou la Suisse comptent dans l'Europe, ou elle sera une grande puissance coloniale. »

Malgré ces défenseurs acharnés de la politique d'expansion pour le plus grand bien de la puissance de notre pays tant au point de vue militaire que commercial, ces opinions hostiles à la colonisation ressortaient encore au Parlement dix ans après, lors d'une discussion provoquée par Madagascar. M. Denécheau : « Ma pensée néglige Madagascar pour s'arrêter uniquement et obstinément sur les Vosges et sur les Alpes. »

M. Etienne lui démontra que la politique coloniale qu'il soutenait était motivée non par le simple plaisir de trouver au dehors de vaines satisfactions d'amour-propre (1), mais parce qu'une évolution s'est produite dans le monde, qui com-

(1) *Journal Officiel*. Chambre des Députés, 22 novembre 1894. — Débats, sessions ordinaires.

Même opinion chez DE SAUSSURE. — Psychologie de la colonisation française.

mande impérieusement de constituer des réserves économiques destinées à assurer l'avenir.

L'expédition du Tonkin montra, plus que tout autre événement de ce genre, les rivalités des deux partis hostiles au sein des Parlements, et ces divergences d'opinion eurent pour résultat la durée beaucoup plus longue des opérations militaires, et en conséquence des pertes d'hommes et d'argent plus considérables. Le but désiré fut malgré tout atteint, et en réponse à certaines attaques que le cabinet Ferry, ou pour s'exprimer plus exactement Jules Ferry, eut à repousser, nous ne pouvons mieux faire que relater un passage du savant économiste M. Gide : « Il est de mode dans un certain parti de dire que cette agitation est toute factice et qu'elle est due uniquement à l'influence de certains hommes politiques. En Allemagne on dit : c'est Bismarck ! comme en France : c'est Ferry ! C'est voir les choses par leurs petits côtés, cette agitation est plus profonde qu'on ne le pense. Le vent qui souffle à travers l'Europe n'a pas été déchaîné par la main d'un homme si grand soit-il, il présente tous les caractères auxquels on reconnaît les forces de la nature, il est spontané et irrésistible ; comme elles, il emporte à la fois et les hommes d'Etat qui s'efforcent de leur tenir tête et ceux qui se flattent de le diriger. M. Gladstone était arrivé au pouvoir avec la ferme intention de réagir contre la politique d'expansion de

Lord Beasconfield, mais la fortune, par une de ces ironies qui lui sont familières, l'a contraint à faire de la politique coloniale autant et plus que son prédécesseur ; il a eu beau se défendre et crier miséricorde, il a fallu qu'il annexât des centaines de lieues de côtes et d'immenses territoires. Le cabinet Ferry est tombé en France sur une question coloniale, le cabinet Brisson a dû la continuer (1). »

Et enfin, entre tant d'autres, nous ne pouvons que citer M. Leroy-Beaulieu (2), qui, dans son remarquable ouvrage auquel nous ferons souvent appel, exprime la même idée et prétend :

« Il n'est pas naturel ni juste que les civilisés occidentaux s'entassent indéfiniment et étouffent dans des espaces restreints qui furent leur première demeure, qu'ils y accumulent des merveilles des sciences, des arts, de la civilisation, et qu'ils laissent la moitié peut-être du monde à de petits groupes d'hommes ignorants et impuissants, vrais enfants débiles clairsemés sur des superficies incommensurables, ou bien à des populations décrépites sans énergie, sans direction, vrais vieillards incapables de tout. »

(1) Par suite d'une omission nous regrettons de ne pouvoir citer la référence de cette opinion de M. GIDE.

(2) PAUL LEROY-BEAULIEU. — De la colonisation chez les peuples modernes.

Sous l'influence donc de quelques éminents personnages, malgré l'évidente hostilité de certains partis et l'éloignement de l'esprit national pour la colonisation, depuis 1870 la France s'est ressaisie, et ces 37 années ont vu s'accroître de notable façon notre domaine. Les faits dominants sont l'acquisition de la Tunisie en 1881, du Tonkin en 1884, de Madagascar en 1895, l'établissement enfin de notre influence dans l'Afrique du Nord.

L'étude des questions coloniales a été encouragée par des Sociétés, telles la Société de géographie datant de 1821, la Société de géographie commerciale fondée en 1876, et l'Alliance française fondée en 1896. Notre Exposition de 1889 avec une importante section coloniale éveilla la curiosité générale, et des Comités ayant pour mission de mettre à la disposition, soit des capitalistes, soit des travailleurs, tous les renseignements nécessaires sur les différentes régions où s'exerce notre influence, se sont créés pour favoriser l'émigration. Il y a surtout un Comité de l'Afrique française très influent et celui de Madagascar (1) trop peu consulté, qui est en mesure de documenter utilement sur toutes questions intéressant la grande Ile.

Le fait qui prouva bien que la France tenait

(1) Comité de Madagascar créé en 1895.

à prendre à nouveau son rang parmi les nations coloniales fut la création du ministère des Colonies en 1894, et de ses annexes telles que l'Office colonial au Palais Royal et le Jardin colonial de Vincennes. Actuellement la France est, de toutes les puissances européennes, celle qui possède après l'Angleterre la plus grosse part du continent africain, à peu près le quart, soit en pleine propriété, soit en zones d'influence. Si quelques difficultés résultant d'incursions souvent involontaires de la part des nationaux de puissances européennes se sont produites aux frontières de ces régions parfois mal délimitées, des ententes internationales et des missions ont toujours évité de plus graves conflits.

En Extrême-Orient la conquête du Tonkin, sujet de maintes discussions au sein de notre Parlement, et effectuée malgré de grosses difficultés, a établi notre prépondérance sur un vaste territoire aux ressources à peine connues encore, et le traité du 17 juin 1884 avec le roi de Cambodge, modifié tout récemment, permet à la France d'exercer toutes les réformes, soit administratives, soit judiciaires, commerciales et financières qu'elle jugera nécessaires.

Après avoir été longuement en désaccord, par une série de traités dont le plus important est celui du 23 mars 1907, les Gouvernements français et siamois ont aplani pour l'avenir toutes causes de

conflits. En Océanie enfin, la déclaration du 29 juin et la loi du 30 décembre 1880 ont changé en annexion le protectorat de Tahiti.

IV. --- *Des caractères de la colonisation française
aux débuts du xx^e siècle.*

Ce qui caractérise, peut-on dire, la colonisation française au xix^e siècle, c'est depuis 1815 une marche progressive vers une augmentation de notre empire colonial sans qu'aucun insuccès militaire sérieux soit venu l'entraver.

La question qui s'est posée souvent a été de savoir si les entreprises coloniales auxquelles la France s'est passionnément adonnée dans ces dernières années devaient être encouragées ou au contraire restreintes. Dans une certaine opinion, toute entreprise coloniale quelle qu'elle soit est contraire au droit, injuste et néfaste. Cette doctrine part de cette idée que quand bien même un pays retirerait de la colonisation tous les avantages vantés par les partisans de cette politique, la colonisation est en soi un acte injuste et illégitime. En effet, dit-on, si tous les hommes sont égaux entre eux, cette vérité s'applique également aux races. Les races que l'on nomme races inférieures

peuvent protester contre les nations civilisées qui au nom du progrès viennent troubler leur repos et occuper les territoires qu'elles occupent elles-mêmes depuis une époque lointaine.

Chaque fois, dit-on, qu'une race peu avancée entre en contact forcé avec des civilisés bouleversant leurs habitudes et leurs conceptions de l'existence, elle ne tarde pas à être décimée et à disparaître. Cette opinion peut être, du reste, justifiée par les procédés de colonisation dont usa maintes fois l'Angleterre, procédés qui consistent à faire place nette d'aborigènes pour s'installer à leur place. Cette façon d'agir n'a jamais été imitée par la France, qui cherche souvent même d'une manière trop absolue à s'assimiler les éléments indigènes. Enfin, dit-on, le Gouvernement de la République se met en contradiction avec ses principes en entreprenant une guerre de conquêtes, car avec la colonisation se développent à la fois et les abus de pouvoir des blancs et le mépris des indigènes.

En septembre 1900, le Comité général du Parti socialiste a traité les expéditions coloniales d'actes de brigandage capitaliste et affirmé que le Parti socialiste a le devoir de combattre le capitalisme sous cette forme, comme sous toutes les autres. Cette guerre, en effet, pour les membres de ce Parti, ne doit profiter qu'aux riches industriels et

commerçants, et non à la classe ouvrière (1).

Si nous avons émis l'opinion du parti anticolonial, auquel pour notre part nous ne saurions nous ranger, nous trouvons facilement, parmi nos économistes et nos hommes d'Etat, des défenseurs hardis du principe colonial, et leur influence chaque jour se fait sentir plus grande (2). De Jhe-

(1) Paul LAPIE. — La Justice par l'Etat, p. 140-148.

Discours de M. Frédéric Passy. Chambre des Députés, 22 décembre 1885.

Campagne de M. Rouanet, dans l'*Humanité*, 1905.

(2) *Revue politique et parlementaire*, 19 janvier 1908 : Apologie de la colonisation. La pénétration pacifique. (Un colonial.) Non, le mouvement colonial n'est pas une aventure louche qui a dépendu des combinaisons d'une poignée de particuliers. Il est le résultat de l'instinct primordial qui pousse l'homme à rechercher le bien-être. Et si la colonisation est un brigandage, comme notre civilisation pour se maintenir au point où elle est parvenue a besoin de plusieurs milliards de produits coloniaux, tous les civilisés indistinctement sont associés à ce crime.

Plus loin :

Si on pense que l'homme n'est pas uniquement en ce monde pour s'y abandonner à sa fantaisie, et si l'on croit que sa mission est de travailler de toutes ses forces à cette œuvre proprement humaine qu'on appelle la civilisation, on aperçoit l'homme non plus comme un être isolé, mais comme le membre d'une équipe dont tous les ouvriers sont solidaires.

La colonisation, loin d'apparaître comme un brigandage,

ring (1) le premier a déclaré que tout peuple n'existe pas seulement pour lui-même, mais aussi pour les autres, et que tous les autres peuples ont le droit d'être en relations avec lui. La loi de la division du travail règle aussi la vie des nations. Tout sol ne produit pas tout, tout peuple ne peut pas tout. C'est par une aide et une expansion réciproques que se trouve balancée chez les peuples l'imperfection de chacun d'eux en particulier. La perfection n'éclate que dans l'ensemble, dans la communauté. L'échange des productions matérielles et intellectuelles est la forme au moyen de laquelle s'aplanissent les inégalités géographiques, naturelles et intellectuelles de l'avoir des peuples.

Grâce à cet échange, la parcimonie de la nature est vaincue et l'idée de la Justice absolue se réalise dans l'histoire universelle.

Laissons le Droit international proclamer que tout peuple a pour lui seul ce qu'il possède et ce qu'il produit. Cela est aussi contraire au principe de solidarité que lorsqu'on l'affirme pour l'individu. Lorsqu'un peuple se montre incapable d'utiliser les richesses du sol que la nature lui a départi, il doit céder la place à un autre. Un

se présente comme une des conditions essentielles du progrès.

(1) Esprit du Droit romain, t. I, introduction, p. 6 à 8.

peuple qui systématiquement repousse l'idée de contact avec une civilisation étrangère perd le droit d'exister indépendant. Le monde, la société, ont droit à sa chute. Ce principe, poussé à l'extrême, jugé à la lettre même, autoriserait la main-mise brutale, mais ramené à de justes proportions; démontre la vérité de la loi générale des êtres vivants. L'extinction des races inférieures opérée par étapes et leur écrasement final par les races plus fortes est une conséquence forcée du progrès, et même une de ses plus indispensables conditions. Là où quelques milliers d'individus végétaient misérables, des millions d'Européens vivent dans l'abondance. L'Australie est un vivant exemple de ce fait très fréquent. D'ailleurs, il y a des pays comme l'Afrique et l'Asie où la race indigène ne décroît pas sous la domination européenne. L'idée de justice assure aux populations une existence stable, à l'abri de vexations de toutes sortes. Des coutumes barbares et cruelles disparaissent, et il est à croire que le Dahomey, sans la France, serait encore sous le régime de ces immenses tueries qui, jointes aux maladies qu'on ne savait soigner, décimaient le pays.

La colonisation n'est pas illégitime, elle est utile à la métropole et à l'humanité en général. Elle procure aux peuples qui ont su étendre au loin leur puissance, un supplément de bien-être et, chose plus importante, crée de vastes débou-

chés pour le commerce et l'industrie (1). Les matières premières sont offertes à meilleur compte, et en cas de guerre avec une puissance coloniale les ressources fournies par elle disparaîtraient. Par elle-même la colonisation a des avantages, et M. Gide a écrit : « Il faut coloniser, parce que la colonisation est au nombre de ces devoirs qui incombent aux grandes nations et auxquelles elles ne peuvent se soustraire sans encourir une véritable déchéance morale. » L'expansion coloniale, en engendrant une double émigration des hommes et des capitaux, produit les résultats les plus avantageux pour la métropole. L'émigration humaine doit empêcher l'avilissement des salaires et permettre à des volontés fermes de se faire au delà des mers la situation que les difficultés de la vie leur créent dans leur propre pays.

L'émigration des capitaux, loin d'être un mal, augmente les revenus, de nouveaux débouchés sont ouverts à notre industrie, et de la sorte si le bien-être des possédants s'en trouve accru, l'ouvrier verra le paupérisme diminuer d'autant (2).

(1) Paul LEROY-BEAULIEU. — De la Colonisation chez les peuples modernes, t. II, p. 523, 5^e édition.

(2) Opinions énoncées par :

REINSCH. — Colonial Government, 1902.

JEANS. — La Suprématie de l'Angleterre. Chapitre 19, p. 339 et suiv.

Au point de vue politique, les entreprises coloniales sont une condition de paix, le besoin d'expansion que ressent chaque pays s'exerçant ainsi sans péril pour ses voisins. Et les résultats heureux de la politique de colonisation se sont fait sentir surtout dans les rapports franco-allemands. L'expansion des deux peuples rivaux leur a permis non seulement d'éloigner leurs pensées de la frontière, mais encore d'échanger des vues et d'opérer entre eux des rapprochements sur le terrain commercial et économique. La politique européenne avait divisé et divise encore ces deux puissances, la politique mondiale peut faire d'elles des voisines paisibles et parfois même les collaboratrices d'une même œuvre.

Par la suite on se rendra compte que certains faits commis par des peuples barbares nécessitent de la part des nations civilisées une entente commune, une action menée de concert, et dans bien des cas on en arrivera à éviter par des accords les conséquences fâcheuses des rivalités coloniales.

Des tentatives de rapprochement sur ce terrain colonial et économique ont été tentées et renouvelées plusieurs fois, et en mars 1907 un député

GONNARD. — L'Emigration européenne au XIX^e siècle, 1906.

PÈRE PIOLET. — La France hors de France, 1900.

français, M. Lucien Hubert, faisait à Berlin, sous les auspices de la « Société coloniale », une conférence sur l'œuvre coloniale de la France, et le président, le duc de Mecklembourg, dit dans son discours de présentation : « Nous pourrions espérer, d'après les expériences que nous avons faites tout récemment chez nous sur la force unifiante de l'idée coloniale dans la politique intérieure, qu'une entente et une collaboration sur le terrain colonial pourraient amener un rapprochement aussi heureux entre notre pays et la France. »

Condition de paix, au point de vue de ces deux notions rivales, l'idée coloniale en fut une évidemment, et en Allemagne un parti nombreux, par sa politique d'expansion et de commerce extérieur, a heureusement contre-balancé le parti chauvin de la guerre et souvent évité les conflits à la frontière. Les membres de ce parti veulent créer un terrain « neutre en soi », le terrain colonial, comme disait la *Frankfurter Zeitung*, sur lequel se prépareront les améliorations progressives des rapports officiels.

Actuellement chacune des grandes puissances sera retenue si l'envie lui prenait d'attaquer pour des motifs futiles une de ses voisines, car victorieuse ses colonies auraient souffert durant la guerre, et vaincue elles seraient le gage de son vainqueur. Dans son rapport au Congrès socialiste international d'Amsterdam (août 1904), M.

Van Kol déclarait que les colonies sont nécessaires aux prolétaires aussi bien qu'aux capitalistes, et le Congrès s'est approprié cette opinion.

M. Baudin, tout récemment, ne disait-il pas que l'impérialisme moderne est un agent très puissant de la paix du monde. « Les empires de France et d'Angleterre ont accompli leur expansion, ils ont atteint le but proposé, ils ont besoin de repos et de temps pour développer et consolider ce qu'ils ont acquis. » Ils ont donc un intérêt égal à éliminer de leur avenir les causes de conflit (1).

En généralisant, et c'est toujours M. Baudin qui s'exprime ainsi, on peut dire que l'impérialisme a été et demeure une raison de paix. D'abord, selon la vue exacte de Bismarck et de Ferry, la France, en dirigeant son activité vers la mer, a détourné ses regards des champs encore tout chauds de la furieuse guerre. Puis, par la possession nouvelle d'immenses territoires et la tutelle de 47 millions de sujets et protégés coloniaux, elle a trouvé des devoirs capables de l'absorber tout entière.

Et l'impérialisme, entendu dans le sens d'amour de son pays natal, agrandi par de nouvelles possessions, s'allie à la forme démocratique des sociétés occidentales ; il est empreint d'humana-

(1) *Le Journal*, 30 novembre 1907 : « La conférence de Lord Amphill », par Pierre Baudin.

nisme et s'efforce de justifier ses conquêtes souvent violentes et ses usurpations d'autorité, en gouvernant les peuples soumis mieux qu'il ne pourraient le faire eux-mêmes et les faisant bénéficier des avantages dont nous bénéficions dans leurs pays.

Et pour définir cette forme d'idée nouvelle propre à certains pays qu'on a désignée sous le nom d'impérialisme, nous ne saurions mieux faire que citer un écrivain qui, dans un remarquable ouvrage tout récent, a défendu hardiment la thèse coloniale et partant civilisatrice. M. Paul Adam, dans *Les Impérialismes et la Morale des Peuples* : « Ainsi l'Europe restituera, même elle légitimera ses actes de guerre commis, afin de protéger les explorateurs curieux de savoir, les marchands soucieux d'acquérir les dons naturels pour les utiliser en vue de produire davantage au bénéfice de leur intérêt qui toujours élargi devient celui de milliers de travailleurs rémunérés en plus grand nombre à la suite de besognes indéfiniment multipliées. La cupidité de quelques-uns nécessite le meilleur sort des foules. Au Laos on découvre une liane dont la gomme fournit un caoutchouc excellent. Afin de le recueillir, des milliers de misérables actuellement dévorés par la fièvre et la famine vont recevoir un salaire qui sera pour eux la richesse inespérée. On ne mourra plus faute d'une poignée de riz, car les besoins de ce

nouveau commerce obligeront les ingénieurs à tracer les voies des chariots et des wagons, à draguer les fleuves et les affluents désormais navigables par lesquels les navires colporteront les graines comestibles. D'autre part, en France, les administrateurs d'usines à caoutchouc gageront des ouvriers qui peut-être à cette heure subissent le chômage. On enrôlera les apprentis inoccupés maintenant et qui rapporteront dans leur famille un peu plus d'argent, un peu plus d'aise, donc un peu plus de loisir pour penser, préparer l'affranchissement du prolétariat, l'égalité entre le capital-travail et le capital-argent associés. »

Et plus loin : « Ils se trompent lourdement les comités socialistes qui contraignent leurs mandataires à refuser les subsides aux entreprises coloniales. On repousse ainsi l'une des chances les meilleures de voir augmenter avec les salaires le nombre des ouvriers industriels, par conséquent le nombre des travailleurs militants. »

M. Augagneur, appelé à exposer sa politique dans l'île de Madagascar, a nettement défini quelle devait être vis-à-vis du colonisateur, et en l'occurrence du Français, la situation de l'indigène. Quelques passages importants de son discours en font foi (1) : « Nous arrivons à cette constata-

(1) Discours de M. Augagneur à Lyon, 24 novembre 1907.

tion douloureuse pour l'humanité, que dans tous les pays où l'influence européenne a pénétré, elle n'a pu y vivre, elle n'a pu s'implanter qu'en exterminant les peuplades avec lesquelles elle se trouvait en conflit. Cela n'est pas une politique républicaine ; il ne faut à aucun prix que l'arrivée des races supérieures dans des milieux moins civilisés soit un glas annonçant la fin de la race vers laquelle on arrive. Il faut que de partout la possession de ces terres nouvelles soit un avantage pour ceux qui les conquièrent et un bénéfice pour ceux qui sont conquis. »

Et plus loin : « Ce qu'on peut appeler la politique coloniale de la France est compatible avec la nécessité de réserver nos forces pour veiller sur nos frontières. »

Enfin, cette dernière opinion résumant bien quel est le sens dans lequel doit être envisagée la politique coloniale en France : « De même que je répondrai à ceux qui ne voulaient pas de politique coloniale pour des raisons de patriotisme, je dirai aux autres qu'il ne faut pas être humanitaires, mais se contenter d'être humains. »

Dès 1868, Prévost-Paradol (1) signalait l'im-

(1) PRÉVOST-PARADOL. — *La France Nouvelle*, 1868.

VICTOR TANTET. — *Survivance de l'esprit français aux colonies perdues*, 1900.

portance de la colonisation pour notre pays. Il l'a présentée comme devant constituer un remède pour nos crises économiques, comme destinée à former à cette école d'action, les cadres de notre défense nationale, comme indispensable aussi pour permettre à la France de recruter parmi les indigènes les compléments d'effectifs indispensables pour replacer notre armée sur un pied d'égalité avec les armées rivales. Et à ce dernier point de vue nous voyons un sérieux projet mis à l'étude de nos jours pour augmenter, grâce aux contingents algériens, nos forces militaires.

M. Messimy, rapporteur du budget de la guerre, a pris l'initiative, en décembre 1907, de poser devant le Gouvernement la question du recrutement régulier des indigènes algériens pour compenser les vides formés dans les rangs de notre armée, par l'application de la loi de 2 ans. Actuellement nous envoyons chaque année 13.000 recrues en Algérie. Si on conservait ces hommes sur le territoire de la métropole, ce déficit serait comblé pour une part déjà suffisante. Comment remplacer ce contingent blanc sur notre colonie ? Par l'incorporation d'indigènes algériens, qui dans un certain nombre d'années nous fourniraient des réserves importantes évaluées à 120.000 hommes qui viendraient en cas de danger augmenter notre armée. Ce raisonnement, de prime abord, si on ne considère que les chiffres, est des plus séduisants,

mais l'application de ce principe ne va pas sans soulever de violentes polémiques qui sont justifiées par des craintes sérieuses.

La colonie algérienne s'est émue et invoque des raisons qui sont basées sur la connaissance qu'elle possède de l'esprit indigène, les colons s'épouvantent à l'idée que le soin de garder leurs familles et leurs biens serait confié à des soldats appartenant à la race contre laquelle ils auraient à se défendre en cas d'insurrection, et dont ils occupent les terres à titre de conquérants.

L'argument invoqué par les partisans de ce projet est que la Tunisie fournit 7.500 hommes, et ne compte que 1.800.000 habitants, et le territoire algérien comptant près de 4.000.000 de musulmans ne fournit que 19.000 soldats, mais il est facile de répondre qu'en Tunisie, le régime de la loi beycale instituant les appels de contingent date de 1860, avant le protectorat, et qu'en Algérie nous n'usons que d'engagements. Les Tunisiens sont accoutumés à l'impôt du sang, les Algériens ne se rangent sous notre drapeau qu'en vertu d'un engagement qui leur donne des avantages.

La situation du reste du colon français en Algérie semble rendre ce projet encore plus difficile à réaliser dans la pratique. A l'inverse des autres colonies où les intérêts du négoce ou de l'industrie concentrent les Européens dans les villes faciles à surveiller, l'Afrique a vu se répan-

dre des colons sur toute l'étendue de son territoire, et enhardis par cette sécurité trompeuse existant grâce à la présence de nos forces militaires, beaucoup se sont isolés dans la campagne. Par suite de cet éparpillement, les résultats d'une insurrection seraient incalculables et le retrait de nos troupes métropolitaines serait peut-être l'origine de désastres.

Même étant admis que ces craintes fussent vaines et injustifiées (la bravoure de nos contingents même irréguliers indigènes dans nos récents combats sont peut-être de nature à le démontrer), ne peut-on craindre que le recrutement n'amène dans les mœurs des indigènes des changements fâcheux et ne crée cette plaie inhérente à notre état social des déracinés. De plus, les prétentions indigènes n'augmenteront-elles pas avec cette charge nouvelle que nous imposerons à la population et ne nous créeront-elles pas des obligations. Incontestablement il semble que l'incorporation légèrement augmentée de soldats indigènes, tant par la qualité que par le choix éclairé qu'on pourra faire, satisfaira aux besoins de notre armée indigène et retardera ce projet gros de dangers et d'inquiétudes.

Comme conclusion il apparaît comme certain aujourd'hui que notre pays doit avoir une politique coloniale. Tout en nous montrant bienveillants dans nos rapports avec les indigènes, nous ne

devons laisser aucune attaque impunie et ne pas oublier que nous constituons une minorité dans les pays sur lesquels s'étend notre domination. Toutefois ce qu'il convient de noter, c'est qu'en raison de l'importance et de l'étendue de notre empire, notre œuvre colonisatrice est loin d'être arrivée à son ultime degré de perfection. Bien des travaux pénibles et bien des efforts persévérants devront être accomplis avant de tirer de nos colonies toutes les ressources que nous sommes en droit d'en attendre. On nous a accusé, à juste titre, de manque d'esprit de suite en cette matière, et l'histoire est là pour nous prouver la justesse de cette appréciation, quelle que soit la souffrance que notre amour-propre puisse en subir. Point de plan défini d'avance, budgets coloniaux établis parfois à la légère, des gouverneurs installés appelés à d'autres postes avant l'achèvement de leur œuvre, du reste abandonnée et reprise sur d'autres bases par leurs successeurs, voilà le bilan, semble-t-il, de notre politique coloniale.

Un mouvement semble réagir contre ces tendances fâcheuses, et ces derniers temps un contrôle sérieux, des missions avec des buts nettement définis, ont permis de découvrir des abus d'une part, des ressources inconnues jusqu'alors d'autre part, et un essor nouveau et à tendances plus pratiques semble prendre naissance pour le plus grand bien de la France.

En conclusion, nous pouvons affirmer hautement que la France a toujours été et n'a jamais cessé d'être une nation colonisatrice, et avec M. Duval (1) nous pouvons dire qu'il est inexact de nier ce caractère héréditairement légué à notre pays par ses ancêtres : Basques, Gaulois, Normands ou Phocéens.

Dans sa dernière séance où elle a distribué ses prix de vertu (2), l'Académie Française a justement donné deux de ses récompenses à d'ardents apôtres et défenseurs de la colonisation française, MM. Salone et Ferry. Le rapporteur M. Gaston Boissier, secrétaire perpétuel de l'Académie, au sujet du premier de ces auteurs, s'exprime ainsi : « Les Français sont-ils un peuple colonisateur ? On le nie ordinairement, et pour le nier on s'appuie sur l'Histoire qui semble bien, en effet, nous être contraire. Mais voici un livre remarquable où la question est reprise, et où l'Histoire interrogée avec plus de soin et d'impartialité semble nous fournir une solution différente. M. Salone étudie la colonisation de la Nouvelle-Orléans, et il y trouve des raisons pour répondre à ceux qui voudraient prouver que nous ne fonderons jamais de colonies durables.

(1) Jules DUVAL. — Histoire de l'émigration, 1862.

(2) Académie Française. Prix de vertu. Discours du rapporteur M. Gaston BOISSIER, 22 novembre 1907.

» Les Anglo-Saxons, nous dit M. Salone, excellent dans l'art de la réclame ; aussi bien que leurs marchandises, ils savent faire valoir leurs hommes. Ils sont parvenus à imposer au monde une admiration qui ne rencontre pas de contradicteurs pour les vertus publiques et privées des puritains débarqués du *May-Flower*, qui ont mérité à leurs compatriotes l'empire de l'Amérique du Nord.

» Il se demande si ces *Fathers Pilgrims* tant célébrés n'ont pas accaparé une gloire, qu'en bonne justice, ils devraient partager avec les compagnons de Champlain et de Maisonneuve, et si même une comparaison entre les uns et les autres, poussée un peu loin, ne tournerait pas à l'avantage des pères de la nation canadienne. »

Le second des auteurs, nous dit toujours M. Boissier, à propos de l'Afrique centrale française, nous montre que les moyens de colonisation française employés de nos jours sont les mêmes que ceux préconisés par Champlain dans la Nouvelle-France. Il voulait qu'on traitât les indigènes avec douceur, qu'on essayât de s'en faire des amis, de les civiliser, « estimant qu'ils ne sont point tant sauvages, qu'avec le temps ils ne puissent être rendus polis », et même allant jusqu'à espérer qu'avec la connaissance de la langue française, « ils concevront un cœur et un courage français. » Ces procédés sont toujours en vigueur, et c'est

notre honneur d'appliquer partout cette politique humaine, qui est aussi une politique sage. .

« A côté des profits matériels, il y a aussi les profits moraux. Si dans l'état actuel des choses, il n'est pas possible qu'il se décide, sur quelque point du globe que ce soit, une affaire de quelque importance, sans que nous soyons admis à donner notre avis, n'est-ce pas à notre empire colonial que nous le devons? Ayant partout des intérêts, partout nous devons être consultés. Est-ce là une simple satisfaction d'amour-propre? Bien aveugle qui n'y verrait pas autre chose. Les grandes nations ont une mission évidente à remplir, qui est de faire triompher dans le monde leur manière propre d'entendre le droit et la justice. En dernière analyse, la raison d'être de la France est de manifester le génie français. Et si, malgré ses malheurs, elle continue à être un élément indispensable dans le concert des puissances, si elle n'est pas déchue de son rôle historique, si elle reste une grande nation, c'est parce que, au moment où, par suite de la conquête du globe par la race blanche, la politique internationale prenait un caractère mondial, elle est devenue elle-même par la constitution de son empire colonial une puissance mondiale (1). »

(1) Revue politique et parlementaire, 10 janvier 1905. Apologie de la colonisation. La pénétration pacifique. (Un colonial.) Article déjà cité.

D'après les opinions des anticoloniaux, la colonisation n'est qu'une œuvre de brigandage et se caractérisant par ses abus et ses violences ; mais parce que ces fautes ont été parfois commises il ne faut point rejeter l'œuvre en entier et il faut se rappeler que la colonisation est le plus puissant des moyens pour la diffusion de la civilisation sur le globe.

La France, au lendemain de ses revers, s'est trouvée en face d'une œuvre considérable à accomplir, et la période nécessaire et inhérente à ce mode d'opérations, c'est-à-dire celle des sacrifices sans bénéfices, a été pour certains fort longue, d'où le nombre d'adversaires acharnés de l'idée coloniale. Maintenant, à jeter un coup d'œil en arrière, on est étonné et heureux de voir ce qui est fait, de l'avenir plein d'espoir qui s'ouvre pour la France extérieure. En moins d'un demi-siècle, les pays que nous avons occupés ont été soumis, administrés, et certains dotés de tous les progrès industriels et agricoles de la métropole : chemins de fer, routes, ports, lignes télégraphiques et téléphoniques ont été créés de toutes parts, et des territoires vastes comme plusieurs fois notre France maintenus au moyen de quelques administrateurs et soldats.

L'activité française s'est réveillée, les capitaux commencent à s'expatrier pour l'exploitation de de nos richesses coloniales, et on peut affirmer maintenant, preuves en main, que le mot de Jules

Ferry qui lui a valu tant de railleries : « Les colonies sont un placement de père de famille », est l'exacte vérité. Considéré au point de vue purement économique, notre empire colonial est une affaire magnifique.

Ces quelques pages d'introduction à notre étude sur l'occupation française à Madagascar m'ont paru nécessaires pour suivre de près les mêmes errements, les mêmes fautes et aussi les progrès réalisés qui, pour cette colonie aussi bien que pour tant d'autres, ont accompagné l'évolution de notre définitive main-mise.

La France, avons-nous soutenu et à juste titre, — les exemples abondent dans notre histoire, — a toujours été une puissance coloniale et civilisatrice.

Son influence souveraine se fait sentir encore et plus vivace que jamais dans les pays qui jadis lui appartenaient, comme le Canada, qui se prépare à fêter la mémoire de Montcalm, le héros qui lutta pour une cause belle, mais vaine.

Quelques lignes de M. Gaston Deschamps (1), exprimant bien les sentiments de fierté qu'éprouvent les Canadiens lorsqu'ils songent à leur première patrie, sont nécessaires pour rappeler que la

(1) *Le Temps*, 5 janvier 1908.

France, si elle n'a point su garder ses colonies, a su leur donner des sentiments français :

« L'Amérique du Nord elle-même a été tout d'abord colonisée, défrichée, peuplée par des nations de langue latine. C'est sur l'ordre du sire de Chabot, gentilhomme poitevin et grand amiral de la marine française, qu'un capitaine breton, Jacques Cartier, partit de Saint-Malo, fit voile vers le Labrador, s'engagea, malgré les flèches des Iroquois, dans l'embouchure du fleuve Saint-Laurent et découvrit les terres qui depuis se sont appelées la Nouvelle-France. Un Picard le suivit bientôt : François de la Roque, sieur de Roberval. Un peu plus tard, en cette France d'outre-mer, on vit débarquer ce capitaine Jehan de Saintonge que notre Rabelais surnommait « le traverseur des voies périlleuses », et aussi Marc Lescarbot et Samuel Champlain, et Daulac, et La Tour, et Charnisay, et Frontenac, et Montcalm, et tant d'autres, qui ont péri en pleine gloire, ou qui sont morts obscurément à la peine, en des parages inconnus. C'est un officier français, M. de Maisonneuve, qui a fondé Montréal. J'ai vu sa statue debout, dans cette ville, devant l'église Notre-Dame, que les gens de là-bas appellent encore, avec l'accent d'autrefois, la *parouësse*. Ce sont des Français qui ont fondé, chez les Hurons, toutes les villes du Canada : Québec, Trois-Rivières, Sorel, Joliette... »

« J'ai entendu M. Laurier, le premier ministre actuel du Canada, dire avec un savoureux accent de terroir : Moi, je suis de l'Angoumois ! » M. de Celles, bibliothécaire du Parlement canadien, m'a montré, sur le registre des familles françaises établies dans la Nouvelle-France, la mention de « Pierre Deschamps, laboureur » qui vint là-bas, au xvii^e siècle, du fond de son Poitou natal... Beaucoup de Français ont encore des parents à la Nouvelle-Orléans, dans le quartier Saint-Charles.

» Notre illustre compatriote Cavelier de la Salle, qui explora la Meschacebé, M. de Bienville, qui fut gouverneur de la Louisiane, l'intrépide chevalier de Kerlérec, dernier défenseur de cette conquête, reconnaîtraient encore la sonorité de la langue française à Beaumont, à Bâton-Rouge, et plus loin, sous l'ombrage des magnolias et des micocouliers qui avoisinent le lac Pontchartrain... Bref, puisque nous sommes entre Latins, nous pouvons bien citer ce vers de Virgile :

Quæ regio in terris nostri non plena laboris ?

» Si nous voulons conserver l'estime des peuples puissants et audacieux qui communient dans le langage anglo-saxon, nous devons faire en sorte que rien dans nos droits ne soit prescrit, que rien dans nos traditions ne soit périmé, et qu'enfin aucune parcelle de notre glorieux héritage ne

tombe en déshérence. La civilisation a besoin de nous : elle le prouve chaque jour par la persistance de ses appels réitérés. Ayons conscience de notre dignité, nous qui sommes les héritiers directs d'une culture incomparable, et nous continuerons de faire l'œuvre essentielle que l'on attend de notre bonne volonté. »

DEUXIÈME PARTIE

DES DIFFÉRENTES PHASES

DE

L'OCCUPATION FRANÇAISE A MADAGASCAR

CHAPITRE I. — Description géographique de l'île de Madagascar.

Populations qui l'habitent.

CHAPITRE II. — De la découverte de Madagascar et des tentatives de colonisation faites par les Français avant la conquête.

1^{re} Période. — Des origines à 1811.

2^e — De 1811 à 1883.

CHAPITRE III. — La conquête de Madagascar par la France.

1^o Campagne de 1883 à 1885.

2^o Le Protectorat.

3^o La campagne de 1895.

La conquête.

DEUXIÈME PARTIE

DES DIFFÉRENTES PHASES DE L'OCCUPATION FRANÇAISE A MADAGASCAR

CHAPITRE I

Description géographique de l'île de Madagascar.
Populations qui l'habitent.

I. — *Description géographique*

L'île de Madagascar est la troisième des grandes îles du globe. Sa superficie est de 580,000 kilomètres carrés, c'est-à-dire à peu près celle de la France, de la Belgique et de la Hollande réunies. Située dans l'hémisphère austral, elle mesure 1.590 kilomètres de longueur sur 450 environ (575 maxima) de largeur. Admirablement située

sur la route du Cap aux Indes, elle est en communication directe avec les ports des possessions Sud-Africaines, Beira, Lourenço-Marquès, Durban et à proximité des Mascareignes à l'est. Les origines de la grande Ile sont assez obscures. Pour certains géologues, malgré sa proximité de l'Afrique, Madagascar ne doit pas être considérée comme appartenant à cette partie du monde ; d'après eux, elle ne serait que le débris d'un grand continent disparu, l'Atlantide de l'Océan Indien qui, à l'époque secondaire, se serait étendu en écharpe jusqu'à l'Inde et dont quelques sommets émergeraient encore aux Mascareignes, aux Seychelles, aux Chayos. Cette opinion est basée sur des trouvailles géologiques ; et les grandes profondeurs du canal de Mozambique, les ressemblances de la flore et de la faune de Madagascar avec celles de l'Inde et de l'Indo-Chine, plus certaines qu'avec celles du bloc africain, la corroborent en effet. D'autres savants et entre autres M. Wallace, prétendent que jadis Madagascar fut intimement liée au continent africain. Quoi qu'il en soit, la grande Ile est de très ancienne formation et de tout temps elle fut en relations avec l'Inde et le monde oriental. La flore de Madagascar est très variée, et sur 4.100 espèces végétales connues, 3.800 spéciales offrent de grandes ressemblances avec celles de l'Afrique Australe et de l'Inde. Dans la partie sud, on trouve des terrains plats

et des chaînes de montagnes dans des directions parallèles. Dans le Nord, au contraire, le terrain est bouleversé par de nombreux soulèvements éruptifs. La côte orientale est bordée de récifs et de grandes falaises, et les sables des rivières refoulés par les courants de l'Océan forment des bancs très mobiles qui rendent la navigation difficile et l'abordage parfois dangereux.

Par contre, l'abondance des pluies et l'élévation de la température développent sur cette côte une abondante végétation, et de tout temps les efforts des immigrants se sont portés sur la partie située entre Vohemar et Fort-Dauphin.

La côte occidentale est uniformément basse et sablonneuse, les saisons sont nettement tranchées, et à 6 mois de pluie succède une période de sécheresse. La végétation n'est, par suite de ces circonstances, luxuriante que sur le bord des cours d'eaux. Les pentes étant moins escarpées, l'accès du massif central est plus aisé que du côté est.

Entre ces deux régions côtières si différentes, le centre de l'île est formé d'une série de plateaux, régions montagneuses et tourmentées de l'Imérina, du Betsiléo, dont les hauteurs moyennes sont de 1.000 et 1.200 mètres, et au sud-ouest desquelles s'étagent les vallées fertiles du pays Bara. Les principaux groupements sont, du nord au sud, les massifs d'Ambre avec le sommet de Tsaratanana

(2.883 mètres), de l'Ankaizinina (2.400 mètres), des Ambohimena (1.500 mètres), de l'Ankaratra, formé de chaînons et de pics dont l'un, le mont Tsiafajavona, atteint 2.635 mètres.

Au point de vue orographique, Madagascar est divisée en deux versants principaux : celui de l'Océan Indien à l'est et celui du canal de Mozambique à l'ouest. Le premier est de beaucoup le plus restreint, et, en raison de la faible distance qui sépare les montagnes de la côte et aussi de la configuration du terrain en gradins très accentués, les cours d'eaux forment une série de cascades et non des biefs navigables. Le plus important des fleuves de la côte Est est le Mangoro qui parcourt 280 kilomètres entre deux grandes chaînes montagneuses. A côté de lui on peut néanmoins citer le Mananara du sud (250 kilomèt.) et le Mandrare, (230 kilomèt.) Les autres, quoique fort nombreux, n'offrent que des parcours beaucoup plus restreints et en partie inutilisables pour la navigation.

Les fleuves du versant occidental sillonnent un bassin étendu ; ils prennent leur source dans une région montagneuse éloignée et ont des longueurs relativement considérables. Beaucoup d'entre eux sont très importants et navigables, sans rapides jusqu'à une grande distance de leur embouchure.

Le Sofia (330 kilom.), le Mahajamba (370 kilom.), le Betsiboka (440 kilom.), grossi de l'Ikopa qui ont servi de voie de pénétration pour le corps

expéditionnaire français en 1895, et qui prennent l'un et l'autre leur source dans le plateau de l'Imérina, non loin de Tananarive.

Le Manambolo et le Tsiribihina sont également de puissantes rivières de près de 300 kilomètres de longueur chacune.

L'île de Madagascar comprend un grand nombre d'étangs et de lacs dont certains sont très vastes : le lac Aloatra, dont le niveau fut jadis beaucoup plus élevé et qui mesure encore près de 40 kilom. de longueur sur 10 à 12 de largeur ; les lacs Itosy en Imérina, Tritriva au sud-ouest de l'Ankaratra, d'origine volcanique. Il faut remarquer aussi sur la côte est, à peu de distance de la mer ; entre Fénérive et Parafangana, une série de lagunes parallèles au littoral, séparées les unes des autres par des isthmes de sable appelés *pangalanes*. Il est évident que l'idée de supprimer les pangalanes en y creusant des canaux doit être vieille comme Madagascar. Un souverain, Radama I^{er}, convoqua une corvée dans ce but, et le pangalane de Tanifotsy fut attaqué. L'œuvre abandonnée ne fut reprise que par le Gouvernement français après la conquête. L'accomplissement de cette entreprise fut confiée à une Compagnie privée qui a livré le canal à la navigation. Actuellement, entre Tamatave et Andévorante, une voie de communication de 110 kilomètres de longueur est ouverte ; elle sera du reste vraisem-

blement prolongée vers le sud. Les dangers que présente la navigation sur la côte orientale de Madagascar rendent cette œuvre indispensable, et, loin de menacer le succès d'aucune des entreprises projetées dans l'île, elle les favorisera toutes.

En raison de la vaste étendue de ses côtes, Madagascar offre un grand nombre de rades et d'abris, mais beaucoup, soit par suite des courants marins ou des cyclones très fréquents, surtout dans l'Océan Indien, ne sont pas utilisables. Sur la côte est : Fort-Dauphin, le plus ancien de nos établissements, Farafangana, Tamatave, le port le plus important au point de vue commercial, Maroantsetra au fond de la profonde baie d'Antongil, dernier vestige des établissements français fondés au ^{xvii}^e siècle, sous le nom de Louisbourg. Enfin, à l'extrême pointe de l'île, dans les derniers contre-forts du massifs d'Ambre, la vaste baie de Diego-Suarez. Communiquant avec la mer par un goulet resserré, elle offre un mouillage excellent au milieu d'une admirable rade. Son importance au point de vue militaire a occasionné de grands travaux qui en feront un point d'appui unique pour notre marine.

Sur la côte ouest, les abris, assez bien situés cependant, ne sont pas très sûrs, et à part Helville dans l'île de Nossi-Bé, Analava sur la baie de la Loza, et Majunga le deuxième port de commerce

de l'île, aucun port ne mérite une particulière attention.

Etant donné que Madagascar s'étend du nord au sud sur 1.590 kilomètres, et que son territoire offre des altitudes très diverses, les conditions de température varient énormément d'après les régions, et les études très sérieuses faites depuis la conquête française ont permis d'enregistrer exactement les oscillations barométriques. Les zones côtières chaudes et humides, surtout dans l'est de l'île, sont insalubres pour l'Européen et même pour l'indigène originaire des hauts plateaux. La région montagneuse aux variations atmosphériques moins brusques permet, elle, aux individus de race blanche de s'acclimater et de faire souche.

II. — *Populations de Madagascar*

Madagascar est un pays généralement peu peuplé, par rapport à sa superficie. En 1890-91, pour la première fois, M. le docteur Catat, évaluant la population, la portait à 7 millions et demi. Mais en 1896, au lendemain de la conquête, on reconnut qu'elle était bien moindre et on peut affirmer qu'elle ne dépasse pas actuellement 2 millions et demi dis-

séminés sur 590.000 kilomètres carrés, ce qui représente environ une densité de 4,2 par kilomètre carré. A part certaines villes ou régions, où par suite de certaines circonstances la population est assez agglomérée, l'île est fort peu habitée, alors que la fertilité de son sol et ses richesses naturelles nécessiteraient une abondante main-d'œuvre.

Loin de posséder une unité de races, la grande Ile est un composé de peuplades différentes à tous les points de vue; par les origines, les mœurs, les traditions et même par l'aspect physique. Le degré de civilisation varie d'après ces catégories d'hommes si peu semblables, et, aucun représentant de la race autochtone ne subsistant, on ne peut formuler à son sujet que des conjectures.

La première trace de pénétration étrangère est celle des Arabes au ^x^e, puis au ^{xvi}^e siècle; ils conquièrent la partie nord-ouest de l'île, et les Antankaras, leurs descendants, ont conservé, ainsi que les Antaimoras, la tradition islamique. Les Sakalaves, eux, sont d'origine cafre, et sans nul doute il faut voir chez les Hovas une race de provenance malaise.

Les peuplades de l'extrême sud sont encore restées à la phase de l'état pastoral; elles pratiquent l'échange sous forme de troc et ignorent à peu près complètement l'usage de la monnaie.

Les Hovas. — Les Hovas sont de beaucoup les plus civilisés et ont su répandre l'usage de leur langue dans presque toute l'étendue du territoire. Ils habitent l'Imérina et comptent environ 834.000 représentants. Originaires de Malaisie, ils se sont installés, vers le xv^e siècle, sur le plateau central, et, au xvi^e, ils en ont chassé les autochtones. On connaît la liste des souverains de cette race depuis la fin du xviii^e siècle. Andrian-poinimérina, 1787-1810 ; Radama I^{er}, 1810-1828 ; Ranavalona I^{er}, 1828-1861 ; Radama II, 1861-1863 ; Rasohérina, 1863-1868 ; Ranavalona II, 1868-1883 ; Ranavalona III, 1883-1897. Au nombre des personnages qui ont occupé une place marquante dans les destinées de Madagascar, il faut citer le premier ministre Rainilairivony, qui de 1866 à 1895 a exercé un absolu pouvoir.

D'intelligence supérieure à celle des autres Malgaches, de tous temps les Hovas ont entretenu un mouvement commercial assez intense, et leur prospérité a été due à la force de leur gouvernement, à leur organisation en classes ou même en castes. Comme aspect physique, ils sont petits, malingres et chétifs, et leurs yeux légèrement bridés, leur teint tirant vers le jaune, dénotent leur origine malaise. Peu robustes, ils ne peuvent supporter, tout comme les Européens, le climat de la côte, et en plus de ça, l'hygiène, peu observée, a permis à certaines maladies de régner sur

eux à l'état endémique. Les Hovas possèdent un véritable talent d'imitation et un don d'assimilation remarquable ; ils adoptent aisément nos habitudes et nos procédés, mais, dissimulés et fourbes, ils se défient des Européens, ce qui a souvent rendu très ardue la tâche de nos administrateurs. M. Jean Carol, dans son remarquable ouvrage (1), prétend que rien n'est plus difficile que de faire dire la vérité à un Hova. Inaptes à tout travail nécessitant un effort physique, les Hovas ne travaillent que par intermittence et pour un minime salaire de 0 fr. 30 à 0 fr. 40 par jour. Par contre, ils font preuve d'un goût marqué pour l'étude et le travail sédentaire. La plupart voudraient occuper un emploi de l'Etat qui les mette en relief, et beaucoup poursuivent leurs études supérieures en France.

Les Betsiléos. — D'une mentalité inférieure à celle des Hovas, au nombre de 300.000 environ, ils habitent le sud de l'Imérina. Ils sont d'un naturel docile et peu belliqueux ; les Hovas les eurent vite soumis, et ils ont accepté facilement la domination française. Agriculteurs et pasteurs, habitant dans un pays fertile et bien cultivé, ils peuvent être

(1) Jean CAROL. — Au Pays Rouge. Chez les Hovas.

utiles aux Européens et favoriser le développement agricole de cette partie de l'île.

Les Betsimirakas. — Cette peuplade occupe la côte et la ceinture forestière de l'est, depuis la baie d'Antongil jusqu'au Sakabona. Très paresseux et indolents, les Betsimirakas ne travaillent que dans la mesure strictement nécessaire pour assurer leur existence.

M. Xior (1), dans un article très documenté, les dépeint très exactement, et une citation de lui s'impose : « La nature leur offre tout en abondance ; le ravenalo, le rafia, le bambou leur fournissent les matériaux nécessaires à la construction des cases ; le maïs, le manioc, le riz, la canne à sucre et les produits de la pêche leur donnent une nourriture abondante, presque sans fatigue ; l'élévation de la température les dispense de porter des vêtements ; n'ayant pas de besoins, ils se refusent au travail, précisément dans la partie de l'île où la richesse du sol permettrait des exploitations agricoles productives. »

Les Antaimoronas. — Ce sont des indigènes laborieux, qui vont chercher du travail dans les autres parties de l'île, et qui, en raison de leur

(1) J. XIOR. — La main-d'œuvre à Madagascar (*Revue des questions diplomatiques et coloniales*, 15 septembre 1901).

esprit prévoyant et économe, ont été surnommés les *Auvergnats de Madagascar*. Ouvriers très sobres et très dociles, ils sont très utiles aux entrepreneurs de terrassements qui les emploient volontiers. Ils sont au nombre de 150.000 environ.

Les Antanosy. — Ils habitent principalement la région avoisinant Fort-Dauphin. En contact fréquent avec les Européens depuis deux ou trois siècles ils sont assez facilement assimilables. Leur principale occupation est l'élevage du bétail rendue aisée par l'abondance des pâturages dans cette partie de l'île.

Les Sakalaves. — Jadis ce peuple formait la tribu la plus nombreuse et la plus puissante de Madagascar. Mais, en raison de leur caractère paresseux et pillard, les Sakalaves ont perdu beaucoup de leur importance. Après avoir résisté à la domination des Hovas, lors de notre expédition de 1895, ils ont refusé de nous prêter assistance contre eux et ont opposé fréquemment une farouche résistance à notre pénétration. Leur principale occupation est l'élevage du bétail.

Les Tanalas. — Ils occupent la partie forestière des contre-forts sud-est de la région des hauts plateaux. Population errante, ils ne quittent guère leurs bois et cultivent le riz de montagne. Pour cela faire, ils mettent le feu à la forêt pour en-

semencer sur l'espace ainsi défriché. L'Administration a dû prendre des mesures pour empêcher ces radicales destructions et a essayé de remplacer dans cette région la culture du riz de montagne par celle du riz aquatique. Les Tanalas ne sortent guère de leurs régions et n'aiment point louer leurs services aux Européens.

A côté de ces peuplades qui forment la majorité de la population de Madagascar, il faut citer les **Antankaras**, au nombre de 30.000 environ, qui occupent l'extrême nord de l'île.

Les Tsimihety (35.000).— Race très métissée, sans originalité propre, et qui s'occupe d'élevage et d'agriculture.

Les Antsihanakas (40.000), cantonnés au nord et à l'est du lac Aloatra.

Les Bezanozano. — Habitant la vallée du Mangoro, soumis par les Hovas depuis plus d'un siècle, ils ont accepté en 1895, sans difficulté, la domination française, moins dure que leur ancienne vassalité. Ils n'ont du reste aucun commerce ni industrie.

L'extrême sud de l'île est moins connu. Ce n'est que vers le milieu de l'année 1900 que la pénétration a été entreprise par le général Lyautey (alors colonel), qui l'a menée à bien et terminée au début de 1902. On y trouve les **Bara**, les **Mahafaly**,

les **Antandroy**, sauvages farouches, inhospitaliers et très difficilement soumis à notre autorité. La partie sud de l'île étant des plus fertiles, il est regrettable que les Européens ne puissent en toute sécurité y faire de l'agriculture et du commerce.

Cette énumération de détails géographiques et ethnologiques concernant Madagascar, malgré son aridité et son défaut de nouveauté, était pourtant nécessaire pour faire connaître les conditions dans lesquelles la France a commencé son œuvre de colonisation, les difficultés auxquelles elle s'est heurtée et qu'elle rencontre encore.

La diversité de races qui habitent l'île, l'oisiveté et la paresse qui les caractérisent pour la plupart, sont un sérieux obstacle à la mise en valeur des produits du sol. Et, partant de ce principe, l'opinion générale devrait, eu égard à ces considérations, se moins hâter de blâmer l'œuvre trop lente, à son avis, de certains de nos administrateurs, admirer davantage ce qu'ils ont fait.

Madagascar, comme les quelques passages précédents de notre étude le prouvent, est, par rapport à sa superficie considérable, très peu peuplée, et sauf sur les hauts plateaux, régions les moins fertiles du reste, inhabitable pour les Européens, qui ne peuvent faire qu'œuvre de surveillants.

Le rôle de la France, pour tirer parti de sa con-

qu'elle, devra consister à développer les races déjà existantes, et cela au moyen de l'enseignement de l'hygiène et de mesures énergiques prises contre les maladies à l'état endémique dans ces régions.

Ce n'est qu'à la longue que les résultats de cette salubre influence se feront sentir, et le général Galliéri a puissamment aidé à la diffusion de ces connaissances pratiques inusitées jusque-là.

D'aucuns prétendent qu'à la condition de prendre certaines précautions, le climat de l'île n'est pas plus nuisible aux individus de race blanche que celui du Tonkin ou de l'Indo-Chine, et que Madagascar est parfaitement habitable, et par suite pourrait être colonie de peuplement.

Quoi qu'il en soit, il est à désirer que la population indigène s'accroisse, de façon à nous permettre de ne jouer qu'un rôle de direction. Madagascar, riche en produits divers, nous montrera, dans quelques années, par les statistiques de commerce, si oui ou non la France ne sait plus coloniser.

CHAPITRE II

De la découverte de Madagascar et des tentatives de colonisation faites par les Français avant la conquête.

1^{re} PÉRIODE. — *Des origines à 1811*

Sans la décrire, les anciens ont parlé d'une grande île rapprochée du continent africain : Pline la désigne sous le nom de Cerné, Ptolémée sous celui de Taprobane. Les Arabes, qui depuis les époques les plus reculées, s'étaient adonnés à la navigation côtière, s'emparèrent des Comores au VII^e siècle, et quelques familles d'entre eux se fixèrent sur la côte madécasse. Le géographe arabe Edrésî, qui vivait en l'an 1099 de notre ère, fait mention d'une immigration indo-chinoise ou malaise qui s'était établie un siècle auparavant dans les parages de Zaledj. Les Malais sont devenus les Hovas qui ont peu à peu dominé les

autres peuplades de l'île africaine. Soit qu'ils y fussent conduits pour leur négoce, soit qu'ils fussent les victimes de naufrages, très fréquents dans ces régions, Madagascar, « vrai pays de Robinsonades », recueillit tour à tour des Hindous, des Persans, des Indiens, des Egyptiens, et, bien avant la venue des Européens, ces éléments de populations diverses s'étaient fondus dans la race malgache. Les Arabes surtout imprimèrent leur domination dans l'île et la considérèrent comme une dépendance de leurs colonies des Comores et de Zanzibar. De nos jours encore leur influence se fait sentir très nettement, en particulier sur la côte nord-est. On y rencontre des Silam, nom dérivé d'Islam, et porté par des individus à vêtements et religions mulsulmans. Certains de ces Silam, demeurés attachés à leur patrie d'origine, les Comores, n'ont formé que des comptoirs ; d'autres au contraire, amalgamés aux populations locales, ne sont que des métis malgaches.

Au ^{xiii}^e siècle, le Vénitien Marco Polo, voyageant à travers la Perse et l'Asie centrale, avait souvent entendu parler d'une île située dans l'Océan Indien, près la côte d'Afrique, et avec laquelle les tribus habitant les bords du golfe Persique entretenaient des relations commerciales. Dans ses relations, il donne à cette région le nom de « Madageiscar ».

Il fallut l'effet d'une tempête détachant un navire

portugais d'une flotte en exploration dans l'Océan Indien, pour que deux siècles plus tard, vers l'année 1500, des Européens découvrirent « une terre étendue, habitée par une population nombreuse et de mœurs très douces. » Cette découverte s'étant produite le 10 août, jour de la Saint-Laurent, le nom de ce saint servit longtemps à désigner cette île. Sous le règne d'Emmanuel de Portugal, ce nouveau territoire fut successivement abordé et reconnu vers 1509 par les célèbres amiraux Tristan de Acunha, Lorenzo de Almeida, Lopez de Sequeyra, Alfonso d'Albuquerque.

Dans le courant du xvi^e siècle, un navigateur espagnol, Diego-Suarez, donna son nom à la magnifique rade d'Amtombouk, au nord de l'île. De 1509 à 1540, les Portugais créèrent des comptoirs qui n'eurent guère de succès et disparurent vers 1620. En 1595 et 1596, une flotte hollandaise, sous les ordres de Cornelis de Houtman, débarqua dans la baie de Saint-Augustin et explora les côtes, ainsi que certains navires anglais de la Compagnie des Indes-Orientales. Hollandais et Anglais firent des essais de colonisation, mais attirés par l'Inde et la Malaisie abandonnèrent vite Madagascar.

Les Français abordèrent pour la première fois à Madagascar en 1657, et bien qu'après eux des navires envoyés à cet effet par des armateurs saintongeais et dieppois aient visité l'île à plu-

sieurs reprises, on ne peut fixer le début de notre occupation effective qu'au règne de Henri IV, époque à laquelle elle prit le nom d'Ile Dauphine ou France Orientale. Avant même que l'Europe eût porté son attention de ce côté, un fort y avait été construit par des Français en 1595. En 1602, le « Croissant » et le « Forbin » équipés par des marins bretons séjournèrent quelques mois dans la baie de Saint-Augustin, et, en 1638, d'autres navires visitèrent les Mascareignes et l'île Saint-Laurent. Visitée en 1619 par le commandant d'escadre de Beaulieu, cette île, si considérable par son étendue, par la sûreté et la beauté de ses ports, et surtout par sa situation géographique et son importance maritime, attira l'attention du grand ministre de Louis XIII, Richelieu, et grâce à lui le rôle échu à la France de fixer la première sa domination à Madagascar et d'importer dans cette vaste région les principes de civilisation européenne. Ce fut en 1642 qu'un poste français fut créé et que nos premiers établissements, ébauchés sous Henri IV, furent définitivement organisés. Richelieu cherchant un débouché à la population remuante et dangereuse de la métropole, voulut donner une importance déterminée à cette récente conquête. Sous son patronage et celui du surintendant Fouquet, du maréchal duc de la Meilleraye, de riches banquiers et d'armateurs normands, le capitaine dieppois Rigault obtint

du roi de France, en 1642, le droit exclusif de créer des colonies à Madagascar, et « la Société de l'Orient » fut fondée à cet effet. Le 24 juin 1642, des lettres patentes de Louis XIII déclaraient la souveraineté de la France sur la grande île africaine.

La nouvelle Compagnie créée avait pour mission de prendre possession de l'île au nom du roi, et en échange de ce service rendu obtenait des privilèges particuliers, notamment le monopole du commerce et de la navigation, le droit de juridiction et celui de construire des châteaux-forts.

Quelques mois après, les premiers colons, sous la direction de Pronis, débarquaient à Madagascar et s'installaient dans l'île Sainte-Marie et la baie d'Antongil; les fièvres faisant de grands ravages parmi les immigrants, en 1643, le gouverneur déplaça ses établissements et créa Fort-Dauphin au sud-est de l'île, dans la presqu'île de Taolanara. Les violences de Pronis lui attirèrent l'antipathie générale et les colons révoltés l'emprisonnèrent en 1646. Il ne fut délivré que six mois après par le capitaine d'un vaisseau qui amenait de nouveaux éléments colonisateurs dans l'île. En 1650, il rentrait en France.

A la suite de ces événements, en 1648, la Société de l'Orient avait remplacé son premier gouverneur par Etienne de Flacourt qui nous a laissé une fort intéressante relation sur le pays qu'il

administra. Si de Flacourt fut intègre et bienveillant pour les colons, il avait épousé les préjugés de tous les hommes de son siècle contre les noirs qu'il considérait comme simple marchandise, si bien que, persécutés, les habitants de l'île s'enfuirent dans l'intérieur et se montrèrent rebelles à toute transaction commerciale.

En 1655, la population se révolte, et après avoir repoussé plusieurs attaques dirigées contre Fort-Dauphin, de Flacourt pacifie le pays qui fut contraint de se soumettre et de payer tribut.

« L'Histoire de la grande Isle de Madagascar » nous donne très détaillées les diverses phases de cette révolte, et l'auteur nous expose les motifs de son départ pour la France, lorsqu'en 1655 il eut remis le gouvernement à Pronis renvoyé dans l'île pour y mourir du reste peu après.

« Le sujet de mon retour en France a été que n'ayant reçu des seigneurs de la Compagnie aucune lettre ni ordre, et que les sieurs de la Forest et Pronis m'ayant assuré que les seigneurs intéressés en la Compagnie nous avaient abandonnés, et que, leur concession étant finie, le seigneur duc de la Meilleraye en avait obtenu du Roy la continuation et concession, j'ai voulu passer en France pour en savoir la vérité, et pour cet effet je priais le sieur de la Forest de permettre que le sieur Pronis demeurât en ma place jusqu'à mon retour de France pour commander, en mon

absence au pays, les Français que j'ai laissés au service des seigneurs de la Compagnie ; d'autant que ledit sieur Pronis ayant servi les seigneurs en cette qualité pendant sept années, j'ai jugé qu'il n'y aurait personne plus capable que lui ; je lui laissai par inventaire général entre ses mains tous les effets de la Compagnie en présence du sieur de la Forest qui a consenti qu'il s'en chargeât (1). »

Arrivé en France, de Flacourt se vit suspecté par plusieurs membres de la Société, mais comme il en ressort de son éloge funèbre annexé à son œuvre, « si la meilleure partie des associés aurait incliné à chercher un autre commandant, toutefois la raison et leur propre intérêt leur fit changer d'avis, pour supplier notre de Flacourt d'accepter cette commission, désavouant assez par cette seule action et par un très ample pouvoir qu'ils lui donnèrent, et qui n'avait pas d'autres bornes que celles de sa prudence, toutes les calomnies dont ses envieux avaient tâché de noircir sa réputation (2). »

Alors qu'il regagnait Madagascar avec une flotille

(1) DE FLACOURT. — Histoire de la grande Isle de Madagascar, chap. LXXX, p. 393.

(2) Histoire de la grande Isle de Madagascar (éloge de M. de Flacourt), *in fine*.

et des colons, il fut attaqué et périt en mer le 10 juin 1660.

Durant son gouvernement, de Flacourt put se rendre compte des ressources qu'offrait l'île, et dans la conclusion de son ouvrage il énumère tous les avantages que représente, pour la France, la possession de cette nouvelle colonie. « Il y a mille choses, dit-il, qu'on peut trouver dans cette île, qui seraient de grand profit, dont on n'a point encore fait l'essai ni la recherche, soit à porter aux Indes, soit à apporter en Europe (1). »

L'auteur cite entre autres productions la viande de bœuf, qu'on pourrait saler et transporter en France, avec du riz, du fer, les bois de couleur et de senteur, la cire, les gommes, les bois de construction.

L'île, à son avis, peut nourrir plus d'habitants qu'elle n'en renferme, et des colonies françaises pourraient en grand nombre s'y établir. Vivres, ressources de toutes sortes sont en abondance « avec plus d'avantages que pas une des îles de l'Amérique, ni même les terres fermes du Brésil, de la Floride et du Canada. » Les esclaves humbles et soumis sont tout disposés à cultiver pour le compte des Européens, et il faut pousser à l'immi-

(1) DE FLACOURT. — Histoire de la grande Isle de Madagascar, chap. LXXXI, p. 450 et suiv.

gration dans ce pays. Le système le meilleur serait le transport, au compte de l'Etat, d'ouvriers de toutes catégories, liés par un contrat triennal, qui leur permettrait d'avoir, après, une concession de terres où seraient acclimatées les productions européennes, telles que le chanvre, le lin, le tabac.

Malgré tous ces avantages et l'organisation d'un système d'échanges assez actif avec la métropole, les Comptoirs établis déclinaient et ne se maintenaient qu'avec peine. Durant la minorité de Louis XIV, le Gouvernement n'avait pu s'intéresser que très peu au sort de cette colonie, patronnée par lui pourtant, et il fallut la vente consentie au roi, en 1664, par le duc de Mazarin, fils du maréchal de la Meilleraye, pour voir une tendance colonisatrice nouvelle s'affirmer et agir.

Colbert, s'inspirant des mêmes principes qui avaient guidé Mazarin, soutint de son influence la création de la Compagnie des Indes Orientales, créée à l'instar de celle similaire qui avait donné de si beaux résultats à la Hollande, et destinée à remplacer la Société de l'Orient. Douze syndics, choisis dans le Corps des Marchands de Paris, s'occupèrent de l'organisation de l'Association nouvelle et se chargèrent de faire connaître sa création au commerce français. Les articles furent soumis au roi, et à la date du 13 juin 1664, Louis XIV, par un édit célèbre, contre-signé par Le Tellier, montra l'intérêt qu'il portait à cette

entreprise commerciale. Il invite les syndics à faire connaître à ses sujets « que, comme nous n'avons rien plus à cœur que l'établissement de cette Compagnie, nous nous porterons avec un soin et une application singulière à la protéger en toutes occasions (1). »

La Société fut créée au capital de 15 millions de livres souscrites par la famille royale, la noblesse et les grands personnages du Royaume, et au mois d'août 1664 des lettres patentes en forme d'édit et vérifiées en Parlement, le 1^{er} septembre, concède à la Compagnie les privilèges suivants : la possession à perpétuité de l'île St-Laurent et de toutes les autres terres, îles et places qu'elle pourra conquérir ; le privilège de pouvoir seule naviguer à l'exclusion de tous autres sujets du roi dans toutes les mers des Indes, d'Orient et du Sud durant 50 ans ; d'envoyer des ambassadeurs au nom de Sa Majesté vers les rois des Indes et de faire des traités avec eux.

En revanche, la Compagnie était tenue de rendre au roi et à ses successeurs foi et hommage-lige et d'offrir à chaque mutation de souverain une couronne et un sceptre d'or (2).

(1) Relation de l'établissement de la Compagnie française, pour le commerce des Indes orientales, dédiée au roi. MDCLXVI, p. 13.

(2) *Idem*, p. 64.

L'édit du 1^{er} juillet 1665, en même temps qu'il fixait les droits de la Couronne sur cette colonie, lui donnait le nom officiel d'île Dauphine. La Compagnie des Indes Orientales obtint du roi la nomination d'un gouverneur qui devait avoir : première voix et séance au conseil qui serait établi dans l'île et dans lequel on délibérerait de toutes questions concernant le commerce, la justice, les divers services et exploitation de la colonie. Ainsi fut fait, et le roi désigna le marquis de Mondevergues, qui, à la tête d'une flotille emportant des colons, des fonctionnaires et des troupes, se dirigea vers Madagascar, où il aborda en 1667, à Fort-Dauphin.

Ce gouverneur ne fut guère plus heureux que ceux qui l'avaient précédé dans l'ancienne Société de l'Orient, et calomnié auprès du roi, malgré les progrès très sensibles du commerce dans l'île, il fut rappelé en 1669. Emprisonné à Saumur, il mourut le 21 janvier 1672.

En 1670, la Compagnie des Indes avait vécu, et le roi, administrateur unique de la colonie, envoya à cette époque l'amiral de La Haye, paré du titre de vice-roi des Indes, pour le représenter à Madagascar. L'amiral, assisté de Champmargou jadis envoyé dans l'île par le maréchal de la Meilleraye et de Lacases comme collaborateurs immédiats, tenta une pénétration belliqueuse qui n'eut aucun succès ; il repartit pour la France en 1671,

mais fut fait prisonnier sur la côte de Coromandel par les Hollandais. Pendant ce temps, les colons impatients de faire fortune se livraient au pillage et à la dévastation et s'aliénaient les indigènes. Des révoltes d'indigènes se produisirent et à deux reprises Fort-Dauphin fut attaqué, le 25 décembre 1672 et le 27 août 1674. Champmargou et Lacases périrent dans un combat, et de terribles massacres qu'on put à juste titre surnommer les Vêpres malgaches ayant effrayé la colonie française, ce qui en restait s'embarqua pour la France, le 9 septembre 1674, sous les ordres du gouverneur intérimaire de la Bretesche.

L'évacuation complète de l'île eut lieu à cette date et la France, pendant une longue période, se désintéressa de Madagascar, n'y envoyant aucun fonctionnaire. Cette situation se prolongera jusqu'en 1750. Le Fort-Dauphin tombait en ruine, mais cependant le roi de France n'avait pas cessé de se considérer comme le souverain de la colonie, puisqu'un arrêt du Conseil d'Etat du 4 juin 1686 la réunit solennellement au domaine de la Couronne. « Tout considéré, Sa Majesté étant dans son Conseil, vu la renonciation faite par la Compagnie des Indes Orientales à la propriété et seigneurie de l'île de Madagascar que Sa Majesté a agréée et approuvée, a réuni et réunit à son domaine ladite île de Madagascar, forts et habitations en dépendant, pour que Sa Majesté en

dispose en toute propriété, seigneurie et justice. » En conséquence, l'île, qui avait été concédée en toute propriété à la Compagnie des Indes Orientales, revint à la Couronne et désormais fit partie du territoire français, non seulement sur les points seuls qui avaient été colonisés, mais bien sur toute son étendue. La France garantissait ses droits, et, se mettant à l'abri des entreprises des nations rivales, pouvait remettre en toute sécurité la complète colonisation à plus tard. En attendant que la tentative qui n'avait pas réussi en 1674 fût reprise, des édits de 1720, 1725, 1726, vinrent confirmer celui de 1686 et maintenir les droits de la France.

Le soldat français La Bigorne ayant épousé en 1750 la reine malgache Bety, il devint maître de Foulepointe, et d'une partie de la côte orientale. Il fit don à la France de ses possessions et quelques établissements s'élevèrent de nouveau sur la côte est, des relations se créèrent avec les Mascareignes et la colonisation protégée par l'appui du Gouvernement s'accrut rapidement.

En 1753, les événements sont propices pour la réorganisation de Madagascar. La France venait de céder la plupart de ses colonies à l'Angleterre, il fallait donc songer à tirer parti des territoires qu'elle gardait, d'où l'idée de procéder à la mise en valeur et à l'organisation de la grande Ile. En 1768, le comte de Maudave reprend possession

de Fort-Dauphin avec le titre de commandant pour le roi dans l'île de Madagascar ; au contraire de ses prédécesseurs il fut humain et doux avec les indigènes, mais dut se retirer en 1770, découragé et abandonné par le Gouvernement. Il fut remplacé en 1773 par un aventurier polonais, Bengowski, qui, « en se conciliant la bienveillance, la confiance et l'attachement des naturels du pays », réussit à faire pour le compte de la France la conquête morale des indigènes. Il fut proclamé « ampamso-cabe » par les indigènes, c'est-à-dire chef suprême ; fort de son titre, il se rendit à Versailles à titre de souverain indépendant pour faire hommage de vassalité au roi. La France, qui n'avait jamais cessé de prouver ses droits sur Madagascar, éconduisit Bengowski, malgré les services qu'il avait rendus, et affirma simplement ses droits de propriété. L'aventurier, qui offrait malgré tout les caractères d'un organisateur, se tourna alors vers les Etats-Unis, et demanda à ce pays son appui financier et moral. Une expédition française expédiée à Foulepointe lui livra combat, et il fut tué le 23 mai 1786.

Avec Bengowski prennent fin les tentatives de l'ancienne royauté pour prendre pied à Madagascar. Pendant la Révolution, en vertu de la Constitution du 5 fructidor an III, art. 7, qui avait fixé que les colonies feraient partie intégrante du territoire de la République, et seraient soumises à la

loi constitutionnelle, Madagascar fut comptée au nombre des départements français. En août 1792, Daniel Lescallier, envoyé en mission dans l'île, incita beaucoup la Convention nationale à reprendre la colonisation, et en 1802 un autre explorateur, M. Bory de Saint-Vincent, déclara que l'île était destinée à devenir une des plus importantes colonies du monde, en raison de sa situation privilégiée dans l'Océan Indien. Napoléon nomma un représentant de l'Empire à Madagascar, en 1804. Il avait pour mission de fixer définitivement notre influence, et la création de ce poste s'explique par l'importance qu'elle avait pris pour les habitants de l'île de France et de Bourbon, qui, obligées d'aller s'approvisionner de bétail et de riz, avaient occupé le littoral de Madagascar et y avaient fondé des comptoirs et des plantations.

2^e PÉRIODE. — *De 1811 à 1883*

À la suite des revers de Napoléon I^{er}, Tamatave et quelques autres postes français de Madagascar durent se rendre aux Anglais en 1811, ainsi que l'île Bourbon, et cela parce que le gouverneur anglais, Sir Robert Farquhar, constata qu'administrativement la France considérait Madagascar

comme dépendance de l'île Bourbon. En 1814, le Traité de Paris contient l'indication des colonies qui ne devaient pas nous être restituées : la grande Ile ne figurant pas parmi ces dernières, on pouvait en conclure qu'elle faisait retour à la France. Cependant Sir Robert Farquhar, gouverneur de l'île Maurice, fit occuper militairement Tamatave et Foulepointe, et, écrivant au gouverneur français de Bourbon, réclama au nom de la Grande-Bretagne la possession de Madagascar, en se basant sur l'article 8 ainsi conçu du Traité de Paris : « Sa Majesté britannique, stipulant pour elle et pour ses alliés, s'engage à restituer à Sa Majesté Très Chrétienne, dans les délais qui seront ci-après fixés, les colonies, pêcheries, comptoirs et établissements de tous genres que la France possédait au 1^{er} janvier 1792 dans les mers et sur les colonies de l'Amérique, de l'Afrique et de l'Asie, à l'exception toutefois des îles de Tabago, de Ste-Lucie, de l'île de France et de ses dépendances, « nommément Rodrigues et les Seychelles », lesquelles Sa Majesté Très Chrétienne cède en toute propriété et souveraineté à Sa Majesté britannique » (1).

Cependant il était impossible de prétendre que Madagascar était une dépendance de l'île de

(1) DE CLERCQ. — Recueil des traités.

France, car les seules îles voisines qui eussent quelque importance, Rodrigues et les Seychelles, étaient spécialement désignées. Sir Robert Farquhar affirmait qu'au point de vue de l'Administration, en 1792, Madagascar se reliait à l'Ile de France. Ce raisonnement était absolument erroné; au moment où Bengowski opérait dans l'île malgache, c'est-à-dire vers 1780, les représentants du gouvernement de l'Ile de France n'exerçaient sur les établissements de Madagascar qu'un contrôle purement financier; rien ne pouvait justifier que ce contrôle équivalût à un lien de dépendance de l'une des colonies envers l'autre. D'ailleurs le Gouvernement anglais, devant les vives réclamations de Louis XVIII, ne soutint pas son agent dans ses revendications, et une dépêche de Lord Bathurst, secrétaire d'Etat aux Colonies, donna l'ordre au gouverneur de Maurice de remettre Madagascar aux autorités françaises de Bourbon et de retirer les garnisons qui occupaient certains points de l'île (18 octobre 1816). En octobre 1818, le Gouvernement français délégua une commission qui, en présence d'une réunion de chefs, reprit officiellement possession de l'île et occupa certains points.

La diplomatie anglaise avait été obligée de céder devant nos réclamations légitimes; elle va adopter une tactique différente, et pendant un demi-siècle nous n'allons cesser de nous trouver, indirectement

la plupart du temps, en rivalité avec l'influence britannique. La France, sans qu'aucun acte bien précis lui donnât un droit strict, sans qu'elle ait entrepris de campagne de conquête, avait acquis des droits d'influence sur Madagascar, et sa situation diplomatique privilégiée écartait momentanément une puissance européenne rivale. L'Angleterre va essayer de créer, de développer et de soutenir en toutes occasions, surtout en cas de conflit probable ou existant entre la France et le gouvernement malgache, un pouvoir indigène qui, au point de vue du droit international, remplisse les conditions de souveraineté.

Les Anglais trouvèrent dans les Hovas un peuple qui leur paraissait apte à jouer ce rôle, et ils ne cessèrent de lui prêter assistance. En 1817, ils formaient un royaume dont le chef était Radama I^{er}, qui se montrait désireux d'étendre sa domination sur l'île entière. En même temps que des missionnaires anglicans cherchaient à supprimer les usages inhumains et ouvraient des écoles dans l'Emyrne, Sir Robert Farquhar adressait à Radama I^{er} une mission dirigée par un certain Hastie, qui organisa l'armée hova à l'eupéenne et permit ainsi au souverain de soumettre les autres tribus de l'île. Dans un traité signé avec des délégués du Gouvernement britannique, le 17 octobre 1817, Radama I^{er} était paré du titre de « roi de Madagascar et de ses dépendances. » Sylvain

Roux, représentant de la France, n'avait pas cessé de créer des relations commerciales avec les populations indigènes et avait reçu la soumission de plusieurs chefs, lorsque Radama, sûr de l'appui de la Grande-Bretagne, et fortement armé, grâce à ses agents, sans déclaration de guerre, s'empara de Foulepointe, Titingue et Fort-Dauphin. Ce dernier comptoir, défendu par un officier, M. de Grasse, et quelques soldats malades, fit une héroïque résistance, mais succomba le 14 mars 1825.

Avant d'en venir à ces actes de violence, le souverain hova, au mépris du Gouvernement français, n'avait cessé d'étendre sa domination, et en 1818 notifiait à notre représentant que Madagascar était un Etat indépendant et qu'il avait été reconnu comme tel par le traité anglo-malgache de 1817. En 1823, il conférait à l'Angleterre des droits de police et de surveillance des côtes de Madagascar et accordait aux navires britanniques l'entrée de tous les ports de l'île. Aux protestations du gouverneur de Bourbon qui déclarait le titre de roi illégalement pris et attentatoire aux droits anciens et imprescriptibles de la France, il fut répondu par Radama : « Qu'il reconnaissait comme appartenant en toute propriété à la France l'île de Sainte-Marie, vendue autrefois à cette puissance par les naturels, mais qu'il ne reconnaissait ni à la France, ni à aucune puissance étrangère, de droits à la possession d'aucune partie de la grande

île de Madagascar ; qu'il permettait seulement aux étrangers de toutes nations de venir s'y établir en se soumettant aux lois de son royaume, et qu'à l'égard du titre de roi de Madagascar, il le prenait parce qu'il était le seul dans l'île capable de le soutenir. » La France n'avait pas protesté, et Radama I^{er}, confiant en ses appuis, avait commis ses monstrueuses attaques contre les postes français. La France résolut de venger ses nationaux et de châtier la rébellion. Une expédition fut décidée en 1828, et on débarqua 427 combattants avec 2.000 fusils destinés à armer les peuplades indigènes dévouées à la France. En 1829, l'expédition réalisa le but qu'on s'était proposé, et Titingue et Foulepointe tombèrent entre les mains des Français, et dès réception de renforts nos troupes prirent l'offensive. Le Gouvernement de la Restauration tenait à faire la définitive conquête de l'île pour contre-balancer l'influence anglaise dans la mer des Indes. L'influence de la France se serait réduite sans doute à un sérieux protectorat appuyé sur l'occupation des principaux points de Madagascar.

Mais alors éclata en France la Révolution de Juillet, et le Gouvernement de Louis-Philippe, ne voulant pas froisser l'Angleterre par cette question coloniale, ordonna l'évacuation immédiate de Foulepointe et de Titingue, de Sainte-Marie même. Heureusement l'évacuation de ce dernier point fut indéfiniment ajournée pour des raisons diverses, et

les Français ne se retirèrent point. Cet abandon fut expliqué par les difficultés premières du nouveau Gouvernement, et aussi, s'il faut en croire un passage des Mémoires de M. Guizot opposé à la campagne, parce que, dit-il, « nous avons bien assez d'une Algérie à conquérir et à coloniser. » Dès 1832, la France cherchait à s'établir à nouveau à Madagascar, et cette époque-là le comte de Rigny, alors ministre de la Marine, porta ses vues sur la baie de Diégo-Suarez qui fut visitée en 1833 par un navire envoyé dans ce but, *la Nièvre*.

En 1835, des officiers de marine donnèrent des détails sur le favorable accueil qui leur avait été fait à Tamatave, et l'amiral Duperré, alors ministre, envoya, en 1837, un capitaine de navire pour négocier ; il n'eut point de succès dans sa mission, pas plus qu'un officier qui s'était rendu à Tananarive, dans le but de s'entendre avec la reine. Les Hovas, désireux de rester en dehors de la politique commerciale des étrangers, ne cessaient de se montrer hostiles aux traitants européens, exposés quotidiennement à des vexations et à des persécutions. En 1838, le Gouvernement français envoya deux corvettes, *le Lancier* et *le Colibri*, à Tamatave. La population tenta de mettre le feu à la ville avant de s'enfuir, et sous l'empire de la terreur donna des gages de sécurité aux commerçants européens.

Des Sakalaves vinrent nous fournir l'occasion

de nous fixer dans l'île, et certaines de leurs tribus persécutées par les Hovas et réfugiées à Nossi-Bé demandèrent notre appui. Plusieurs traités signés en 1840 et 1841 nous cédèrent en toute propriété et perpétuité les droits de souveraineté sur la côte occidentale, depuis la baie de Passandova jusqu'au cap Saint-Vincent, de même que les îles de Nossi-Bé, Nossi-Mitsiou, Nossi-Cumba et Mayotte. Au gouverneur d'alors de l'île de Bourbon, l'amiral de Hell, qui envoya un officier pour assurer à la France la possession de ces points très importants, revient le mérite de cette œuvre.

Les Hovas ne tardèrent pas à faire supporter aux Européens les conséquences de cette insoumission sakalave, et tous ceux qui étaient installés à Tamatave furent molestés et persécutés. Onze commerçants français et douze anglais furent dépouillés et expulsés ; cet acte nécessita de la part des Gouvernements français et anglais une démonstration navale, et Tamatave fut bombardée en 1845. Comme conséquence, tous les chrétiens furent massacrés dans l'étendue de l'île et Madagascar restera fermée durant huit ans au commerce étranger.

Trois Français, MM. de Lastelle, Laborde et Lambert, surent gagner, entre les années 1852 et 1855, la confiance de la reine, et réussirent à prendre une grande influence dans le Gouvernement.

Laborde avait fondé de vastes usines qui occupaient plusieurs milliers d'ouvriers ; Lambert, ami du prince héritier Rakoto, lui avait suggéré l'idée de constituer une vaste Société pour exploiter les richesses foncières, commerciales et industrielles de l'île. De Lastelle, enfin, s'occupait de plantations et d'élevage. En 1854, le prince héritier écrivait à Napoléon III, pour lui demander son appui, et le suppliait de faciliter la création d'une Compagnie qui exploiterait l'île et tirerait le peuple malgache de l'abîme. Devenu roi sous le nom de Radama II, il envoya Lambert en France avec les fonctions d'ambassadeur et le titre de duc d'Emyrne. Sa mission principale était de faire établir le protectorat de la France sur Madagascar. L'empereur, désireux de maintenir son alliance avec l'Angleterre, consulta le Gouvernement britannique, et celui-ci, par l'entremise du ministre des Affaires étrangères, Lord Clarendon, répondit que l'établissement du protectorat français à Madagascar serait de nature à impressionner défavorablement l'opinion publique anglaise et qu'il ne pouvait pas l'approuver. Napoléon III, pour ne vouloir mécontenter l'Angleterre, perdit une belle occasion d'établir pacifiquement sur Madagascar nos droits et cela de manière définitive. Elevé au trône en 1861, Radama II continua à être l'ami et le protecteur des trois Français, et Lambert décida, lors de sa mission en France, nos compatriotes à

former une Compagnie de colonisation. M. Laborde avait été nommé consul de France à Tananarive ; le 5 juillet 1862, une mission chargée de représenter le Gouvernement français débarquait à Tamatave, et reçue en grande pompe préparait un traité qui fut signé le 2 septembre par le commandant Dupré. L'article 1^{er} de ce traité reconnaissait officiellement l'existence du royaume malgache. « Il y aura paix et amitié entre la France et Sa Majesté le roi de Madagascar ou prince des Hovas. » D'autres articles reconnaissaient la liberté des cultes, l'accès libre de Madagascar à tous les voyageurs, la faculté pour les Français d'acheter, de vendre, de prendre en bail des terres et des maisons. Le Gouvernement hova avait autorisé la création de la Compagnie de navigation au capital de 50 millions.

Malheureusement Radama II avait été trop favorable aux Européens, et, bien que l'île commençât à être exploitée avec succès, un soulèvement préparé, semble-t-il, par l'influence anglaise amena l'assassinat du malheureux roi en 1863.

Il semblait que la mort de Radama II dût à jamais détruire notre influence dans l'île, et le Gouvernement français songea à venger la mort de notre allié en expédiant des troupes ; il ne put réaliser son projet, sa politique étant toute orientée vers le Mexique à ce moment-là. L'influence anglaise va pouvoir se donner libre cours sans être

gênée par la France, et la veuve de Radama, proclamée reine sous le nom de Rasoherina, signera, le 27 juillet 1865, le traité qui déclare non avenue le règne de Radama II, et le traité de 1862 qui annule les concessions faites à Lambert. Ce traité en plus reconnaît le droit de commerce aux sujets anglais dans l'île toute entière, leur permet d'acheter ou de louer des terres. Les missionnaires anglais deviennent libres d'élever des églises et d'enseigner leur religion, et les commerçants obtiennent le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée. Dans aucun cas les droits de douane perçus sur les marchandises d'importation ou d'exportation ne peuvent dépasser 10 p. 100 *ad valorem*.

En un mot, tous les avantages accordés aux Français par le traité de 1862 leur sont enlevés, et cela au profit de l'Angleterre.

La veuve de Radama II ne survécut guère à son mari, et le Gouvernement français, qui avait tenté un arrangement en 1866, sans succès du reste, se hâta d'envoyer en 1868 un nouveau représentant auprès de la reine Ranavaloa, Mangaka II, cousine de la défunte souveraine et qui lui succéda. Le résultat de cette mission fut le traité du 8 août 1868. Les signataires Ranavaloa et Napoléon III se proposent de rétablir les relations commerciales dans l'intérêt des deux peuples : les Français ont le droit de résider dans le royaume de Madagascar

qui est officiellement reconnu, d'acquérir ou de louer des biens. Toutes les marchandises peuvent être introduites ou exportées ; défense est faite d'introduire des munitions de guerre et de sortir du bétail. Le traitement de la nation la plus favorisée est concédé à la France. Les religieux obtiennent la faculté de pratiquer leur religion, de construire des écoles, des hospices et des hôpitaux ; Ranavalo s'engage, en outre, à abolir la traite des noirs.

Malgré les clauses satisfaisantes pour nous de ce traité, l'influence de la France à Madagascar ne devint nullement prépondérante. En fait, les gouverneurs malgaches empêchaient les indigènes de vendre leurs biens ou de travailler au profit des Français. Les formalités les plus vexatoires étaient imposées pour l'ouverture des églises ; seules les écoles anglaises étaient favorisées. Le Gouvernement français semblait avoir perdu toute puissance aux yeux des Hovas après les désastres de 1870.

La mort de M. Laborde, ancien consul de France à Tananarive, survenue en 1878, nous permit de révéler notre existence et de demander l'application du traité de 1868. M. Laborde mourait, laissant à ses neveux MM. Edouard Laborde et Campan une succession évaluée à plus d'un million en immeubles. Les Hovas mirent les biens en question sous séquestre, violant de la sorte l'article 2 du traité de 1868 : « Les biens des Fran-

çais décédés à Madagascar, ou des Malgaches décédés sur le territoire français, seront remis aux héritiers ou à leur défaut au consul de la nation à laquelle appartenait le décédé. » Cependant, d'après la théorie hova exprimée dans une fameuse loi, la 85^e édictée le 29 mars 1881, la succession de M. Laborde ne pouvait comprendre le terrain sur lequel étaient édifiés ses immeubles ; les héritiers étaient libres d'habiter ou d'enlever les maisons construites sur le sol, mais ils ne pouvaient disposer du terrain dont leur auteur n'avait eu que la jouissance, et qui appartenait à la reine comme tout le sol de Madagascar (1). Ces principes, tout à fait contraires au Traité de 1868, violés de façon flagrante, ne purent émuvoir de suite le Gouvernement français, malgré les avertissements de nos consuls. La Cour hova va nous donner d'autres motifs d'irritation. En 1840 et 1841, la France avait acquis les territoires sakalaves du Boueni; la reine déclara, en 1882, « que la mer devait être les limites de son royaume », et, les 12 et 15 janvier, son drapeau était déployé sur deux points du pays qui nous avaient été concédés. A la suite de ces événements, M. de Freycinet, alors ministre des Affaires étrangères, se décida à prendre les mesures les plus énergiques,

(1) Livre Jaune. Affaires de Madagascar, 1881-1883, p. 240.

et, dans une dépêche en date du 2 mars 1882, affirma « que notre préoccupation est d'assurer la défense de nos intérêts et de nos droits qui n'ont rien que de compatible avec l'indépendance de la nation hova. »

Quelque temps après, M. Duclerc faisait avertir officiellement la reine « que la France avait de sérieux griefs à lui reprocher concernant principalement le droit à Madagascar et l'empiètement progressif des Hovas sur la côte nord-ouest dépendant de notre protectorat. » Le Gouvernement hova, malgré ces avis, ne voulut point enlever ces drapeaux de sur notre territoire, et, en juin 1882, le commandant Le Timbre, chef de la station française dans l'Océan Indien, les fit abattre. De Tananarive, le consulat de France dut, sous peine de mort, se transporter à Tamatave. Le 1^{er} juillet, le Gouvernement hova déclara vouloir envoyer une ambassade qui visiterait le Gouvernement de la République française et les autres Gouvernements amis et solutionnerait les conflits pendants. Les conférences ne tardèrent pas à être rompues à Paris, et l'ambassade, confiante dans le succès qu'elle aurait auprès du Gouvernement anglais, se rendit à Londres. Le chef du Foreign-Office proposa de préparer une reprise amicale de relations entre la France et Madagascar, mais M. Duclerc repoussa avec fermeté cette offre. La France, lasse de ces vaines négociations,

va prendre l'offensive et avec d'autant plus de liberté que le Cabinet de Berlin, en décembre 1882, l'avait informé « de son intention de ne s'immiscer en rien dans les affaires de Madagascar. »

CHAPITRE III

La conquête de Madagascar par la France

1^{re} PÉRIODE. — *De 1883-1885*

L'amiral Pierre fut chargé de prendre la direction des opérations à Madagascar, et la mission qui lui était confiée pouvait se résumer dans ce passage de ses instructions spéciales : « Après avoir déclaré nettement aux Hovas que nous sommes résolus à mettre un terme à leurs tentatives pour s'imposer aux populations de la côte nord-ouest placées sous notre protectorat, vous ferez disparaître les postes qu'ils ont établis chez ces derniers, en commençant autant que possible par ceux les plus récemment fondés, et dont la présence est la plus gênante. » On jugea bientôt que ces opérations ne suffiraient point pour en imposer à la cour d'Emyrne, et l'amiral Pierre

reçut l'ordre, cette première partie de sa tâche accomplie, de s'emparer de Majunga, d'y saisir la douane, de se rendre à Tamatave et de faire parvenir à la reine de Madagascar un ultimatum exigeant :

1° La reconnaissance effective de nos droits conférés par les traités de 1840 et 1841 sur les territoires sakalaves ;

2° Des garanties formelles assurant l'exécution du traité de 1868 (retrait de la loi 85^{me}) ;

3° Paiement d'indemnités dues à nos nationaux (1 million environ).

Le 15 mai, l'escadre française composée de quelques navires, après avoir bombardé les postes hovas de la côte nord-ouest, opération qui s'accomplit sans pertes d'hommes et sans dommages pour les navires, vint mouiller devant Majunga, et un ultimatum fut adressé au gouverneur : il devait abandonner la place ou être canonné.

Une lettre dérisoire fut envoyée en réponse à l'amiral Pierre, et le 16 au matin le bombardement commença. Les forts de Majunga furent vite réduits au silence par le tir de l'escadre, et le 17, après un court combat livré par le corps de débarquement, la ville était occupée.

Le 1^{er} juin, l'ultimatum du Gouvernement français était transmis par les soins de notre consul M. Baudais à la Cour hova, et le premier ministre y répondait en déchirant les traités conclus avec

la France, en expulsant tous nos compatriotes et en exigeant enfin la reconnaissance des droits de la reine sur « tout » Madagascar.

Le refus à l'ultimatum arrivait le 9 à Tamatave, et le lendemain cette ville occupée par nos troupes était déclarée en état de siège.

Notre représentant M. Roffray fut nommé maire, et les consuls étrangers furent avertis que n'étant pas accrédités auprès du Gouvernement français, leurs fonctions avaient pris fin. Cette mesure fut désavouée par le Gouvernement et rapportée peu de temps après. Le prédicant Shaw, accusé de complicité avec les Hovas, fut arrêté, mais relâché avec une indemnité de 25.000 francs sur les réclamations du Gouvernement britannique. Les Hovas cherchèrent à diverses reprises à reprendre Majunga et Tamatave, mais inutilement malgré de fréquentes attaques nocturnes.

L'amiral Pierre venant de succomber, l'amiral Galiber prit le commandement des forces à Madagascar, le 27 septembre 1883. Il reçut comme instructions l'ordre de débarrasser la côte nord-ouest des postes que les Hovas y possédaient encore, de prêter aide et appui aux Sakalaves, et en faisant le tour de l'île de détruire tous les points fortifiés à portée de ses canons.

Le 5 juillet, une nouvelle reine, Ranavalô III, venait de monter sur le trône, et le 15 octobre le premier ministre proposa à M. Baudais l'ouver-

ture de négociations « sur d'autres bases que celles de l'ultimatum. » Notre représentant accepta l'offre, mais en stipulant que les opérations de la guerre ne seraient point interrompues et que les conditions discutées seraient la base des arrangements futurs. Le 17 novembre, deux ministres plénipotentiaires furent désignés par le Gouvernement hova, et des rendez-vous convenus pour le 19 et le 24. Dans la première séance, les envoyés de la Cour d'Emyrne n'avaient aucun titre consacrant la validité de leurs pouvoirs; dans la deuxième ils ne voulurent point admettre notre souveraineté sur la côte nord-ouest et proposèrent de payer une somme d'argent en échange des droits acquis par les traités de 1840, 1841.

Les négociations furent rompues, et bien qu'en janvier 1884 le Gouvernement français ait fait présenter des conditions nouvelles, M. Baudais, en date du 8 avril, fit savoir au président du Conseil que les prétendues négociations étaient des feintes de la part des Hovas, et qu'une action offensive plus vigoureuse aurait seule raison de leur résistance.

L'amiral Miot fut désigné pour succéder à l'amiral Galiber, et il lui fut donné l'ordre, non plus de réclamer des Hovas la reconnaissance de nos droits mais bien de les affirmer en les exerçant. Les conventions ne porteront, lui était-il dit, que sur la question des réparations et indemnités dues à nos nationaux et sur le paiement des indemnités.

A peine arrivé à Tamatave, l'amiral Miot reçut de la part du Gouvernement malgache des propositions tendant à réunir à nouveau des plénipotentiaires français et hovas. Rendez-vous fut pris une fois de plus : on ne put aboutir à rien.

Les opérations militaires devaient donc reprendre, et, ainsi que le conseillait M. Baudais, il eût fallu pouvoir frapper un coup décisif. Malheureusement le Gouvernement français était préoccupé de la campagne qu'il avait engagée au Tonkin, et il ne pouvait disposer pour Madagascar ni de crédits ni d'hommes ; survint l'affaire de Langson qui amena la chute de Jules Ferry, le 30 mars 1885. Le cabinet Brisson, avec M. de Freycinet comme ministre des Affaires étrangères, avait fort à lutter contre une majorité parlementaire hostile à la politique coloniale, et ce n'est que sur la promesse de rester à Madagascar dans le *statu quo*, du moins temporairement, qu'un crédit de 12 millions fut voté pour notre expédition dans la grande Ile.

L'amiral Miot en fut donc réduit à un rôle très minime, et il fit plutôt le blocus de l'île pour empêcher l'introduction d'armes et de munitions, qu'il ne chercha à occuper des points du territoire. Vohemar, Diégo-Suarez et Marovoay furent néanmoins occupés, mais nos troupes essuyèrent un échec à Farafate, près de Tamatave. Après 2 heures et demie d'efforts, on dut se résigner à abandonner l'attaque ; cet insuccès, étant donné l'esprit nette-

ment anticolonial des Chambres françaises, décida le Gouvernement à reprendre les pourparlers avec la Cour malgache, et on aboutit au traité du 17 décembre 1885.

D'après l'article 1^{er}, le Gouvernement français représente Madagascar dans toutes ses relations extérieures ; les Malgaches à l'étranger sont placés sous la protection de la France, qui obtient en toute propriété le port et la rade de Diégo-Suarez, et une indemnité de 10 millions.

Les litiges entre Français et Malgaches devront être jugés par un magistrat français assisté d'un juge malgache. Nos compatriotes délinquants ne relèveront pour la répression de leurs crimes et de leurs délits que de la loi française.

Les autres articles établissent que les Français ne pourront pas acquérir un véritable droit de propriété sur le sol malgache, ils auront la faculté seulement de prendre la terre à bail pour une longue échéance. En ce qui concerne les territoires sakalaves dont la possession était contestée jusque-là par le Gouvernement hova, la reine s'engage à traiter avec bienveillance les indigènes de ces régions et à tenir compte des indications qui lui seront fournies par le Gouvernement de la République. M. de Freycinet entrevoyait dans cette clause assez obscure la consécration de nos droits : la commission chargée d'étudier les mérites du traité estimait au contraire qu'il y avait

là une renonciation à nos prérogatives, car seule la baie de Diégo-Suarez nous était remise en pleine possession. Notre ministre des Affaires étrangères vit dans ce traité l'établissement de notre protectorat sur l'île, et dans les instructions qui furent remises, le 1^{er} avril 1886, à notre premier résident général, M. Le Myre de Villers, il était dit que le traité avait « en quelque sorte placé le peuple malgache sous notre tutelle.

Ce traité du 17 décembre 1885, conclu avec Madagascar, malgré ses imperfections, bien que le mot de protectorat n'y figure pas, établit un véritable protectorat du droit des gens, par lequel un Etat organisé, ayant une existence indépendante au point de vue international, se place sous la protection de la France, qui reçoit en retour la délégation de tous les droits du Gouvernement hova au point de vue des relations extérieures.

Si la France s'abstint de s'immiscer dans la souveraineté intime du Gouvernement malgache, il n'y avait là que la conservation d'une partie de ses droits par le pays protégé, laquelle n'est pas exclusive de la notion de protectorat.

Dans les conventions du 5 août et du 17 novembre 1890, l'Angleterre et l'Allemagne reconnurent du reste formellement le protectorat de la France sur Madagascar, « avec toutes ses conséquences », comme il avait été établi par l'article 11 du traité du 17 décembre 1885.

A la suite de ce traité de protectorat fréquemment invoqué par le Gouvernement hova, la France n'avait point besoin de rappeler les droits historiques qu'elle avait sur l'île, quelle que soit leur évidence. La France n'avait jamais été souveraine de l'île dans son ensemble, mais la création du pouvoir des Hovas permit la signature du traité et l'établissement du protectorat.

2^e PÉRIODE. — *Le Protectorat*

Quelles que fussent les conventions passées entre la France et le Gouvernement malgache, ce dernier avait pour nous la même hostilité et il ne tarda pas à la témoigner.

D'après l'article 8, le Gouvernement de la reine s'engageait à payer une somme de 10 millions de francs, applicable tant au règlement des réclamations françaises antérieurement formulées, qu'à la réparation des dommages causés aux étrangers par le conflit. Le Gouvernement malgache avait essayé, pour se libérer, de contracter un emprunt auprès d'un des principaux agents de la « London Missionary Society », nommé Kingdon.

Contre un prêt de 20 millions, Kingdon réclamait

à son profit un service de 7 p. 100 d'intérêts, et la Société acquérait le monopole de l'exploitation des mines, la frappe de la monnaie, la création d'une banque d'Etat et la perception des droits de douanes. Avec un pareil contrat l'Angleterre avait la main-mise complète sur les finances de Madagascar.

M. le Myre de Villers ne voulut point admettre la création de cette Société et en référa à son Gouvernement, qui déclara qu'il se refusait à considérer comme valables des actes qui sous les apparences de contrat privé avaient en réalité un caractère politique susceptible de porter préjudice à la situation et aux intérêts de la France. Kingdon était avisé de plus qu'en cas de conflit armé entre la France et les Hovas, il n'aurait droit à aucune garantie française. Sous la menace du maintien de l'occupation de Tamatave par les troupes françaises, si le contrat n'était pas résolu, le Gouvernement malgache abandonna ce projet, et le 18 décembre 1886, le Comptoir d'escompte de Paris prêta 15 millions aux Hovas.

Un avenant du 20 juin 1887 fixa les conditions d'amortissement et affecta au remboursement les revenus des douanes de Vohemar, Fenerive, Tamatave, Volomandry, Mananjary et Majunga. Quelques difficultés surgirent au sujet de la délimitation du territoire de Diégo-Suarez, et en août 1886 le Gouvernement français y établit un gou-

verneur. La question plus grave fut celle relative à l'exequatur des agents étrangers. La France s'était réservée de représenter Madagascar dans toutes ses relations extérieures, mais le Gouvernement hova conserva un ministre des Affaires étrangères indigène et ne voulut point admettre le visa de notre résident général. En août 1887, le premier ministre délivra des exequatur aux consuls des Etats-Unis et d'Angleterre ; notre représentant protesta, et une entente passée entre la France et ces deux puissances eut pour résultat la confirmation de nos droits. Sur refus du premier ministre hova d'accepter les exequatur dans ces conditions, une rupture diplomatique faillit se produire ; elle ne fut évitée que grâce à la modération du Gouvernement français.

En plus, quoique la convention signée le 5 août 1890 avec l'Angleterre, celle du 17 novembre de la même année avec l'Allemagne, reconnussent formellement notre protectorat sur Madagascar, le Gouvernement hova violait constamment le traité du 17 décembre 1885. Les Français, en butte à l'hostilité de la population, étaient devenus victimes de violences, de meurtres. La justice malgache, complice de ces attentats, ne les réprimait pas, et les tribunaux mixtes ne purent jamais être organisés.

M. Larrouy, qui avait succédé à M. Le Myre de Villers, signalait, dans le cours de l'année 1893,

à son Gouvernement, les commandes importantes d'armes, de munitions, que la Cour d'Emyrne faisait en Europe, malgré ses protestations, du reste vaines.

Notre flotte du Pacifique fut augmentée pour réprimer, dans la mesure du possible, l'introduction de ces armes, et le meurtre de quelques Français amena, le 22 janvier 1894, une interpellation de M. Brunet, député de La Réunion, à la Chambre, qui, à l'unanimité, vota l'ordre du jour suivant :

« La Chambre, résolue à soutenir le Gouvernement dans ce qu'il entreprendra, pour maintenir notre situation et nos droits à Madagascar, rétablir l'ordre, protéger nos nationaux, faire respecter le drapeau, passe à l'ordre du jour. »

Pendant ce temps, la situation s'aggravait, les Hovas se préparaient à la guerre, et M. Larrouy, le 27 juillet, conseillait l'évacuation de l'île, qui n'offrait plus de sécurité pour les Français. Le Gouvernement français, toujours conciliant, rappela notre résident général, qui quitta Tamatave, et donna mission à M. Le Myre de Villers de tenter une dernière démarche auprès du Gouvernement hova. Sur une fin de non-recevoir au traité proposé par notre représentant, le 27 octobre, tous les Français gagnaient la côte, et le 13 novembre, M. Hanotaux déposait sur les bureaux de la Chambre une demande de crédit de 65 millions, pour

l'envoi d'un corps expéditionnaire de 15.000 hommes à Madagascar. Le 26, la Chambre votait les crédits, par 372 voix contre 135. Le 6 décembre, le Sénat confirmait, par 267 voix contre 3.

3^e PÉRIODE. — *La Campagne de 1895. La Conquête*

L'expédition militaire décidée, deux brigades constituées avec des éléments de troupes métropolitaines et coloniales furent placées sous les ordres du général Duchesne qui s'était fait particulièrement remarquer lors de la campagne du Tonkin. Des fautes graves furent commises à propos du recrutement des soldats et des préparatifs matériels de l'expédition. Bien des morts auraient pu être évitées, et l'on aurait dû user surtout de troupes coloniales plus aptes à résister au climat malsain des côtes de Madagascar. Il avait été décidé que 15.000 hommes seraient envoyés; en août 1895, des renforts qui furent indispensables portaient le nombre de nos soldats à 18.340.

Le 12 décembre, le commandant Bienaimé, chef de notre division navale de l'Océan Indien, occupait Tamatave après un court bombardement, et sauf quelques escarmouches, aux résultats

plutôt minimales, aucun combat sérieux ne vint marquer cette première période de notre expédition. Le 1^{er} mars, le général Metzinger, commandant la première brigade constituant notre avant-garde, débarqua à Majunga, et dans les jours qui suivirent, par une série d'escarmouches, dégagea les alentours de la ville et repoussa les Hovas au delà de Marovoay. La campagne, qui selon toute prévision aurait dû être achevée promptement, eut beaucoup à souffrir des retards imprévus qui s'accumulèrent et immobilisèrent nos troupes dans les marais de l'embouchure de la Betsiboka. Le matériel spécial construit pour l'expédition fut arrêté plusieurs fois au cours de son voyage, et ces retards de plusieurs semaines coûtèrent la vie à 7.000 de nos soldats rongés de fièvre et souvent privés de médicaments.

Malgré cela, la bravoure de notre corps expéditionnaire fut au-dessus de tout éloge, et le général Duchesne débarqué le 6 mai à Majunga, par une série de combats se trouva, le 22 août, à 265 kilomètres de cette ville, à 145 seulement de Tananarive.

Le général avait promis d'occuper la capitale de l'île avant le 1^{er} octobre, et pour tenir sa promesse composa une colonne légère comprenant 5,000 hommes environ dont il prit le commandement. Après quelques combats qui forçaient les Hovas à céder du terrain, en date du 30 septem-

bre nos troupes attaquaient Tananarive. Le bombardement était commencé et les colonnes d'assaut étaient formées lorsque le Gouvernement hova envoya des parlementaires de paix.

Le 1^{er} octobre, le général Duchesne entra dans Tananarive, les couleurs françaises étaient hissées sur l'Hôtel de la Résidence et le projet de traité apporté, signé aussitôt.

La campagne proprement dite était finie, la conquête allait commencer. En vertu du Traité signé, la reine Ranavaloa acceptait le protectorat français avec toutes ses conséquences, et par cet acte renforçait la convention de 1885. Un résident général représentait le Gouvernement de la République auprès d'elle, et par contre elle prenait l'engagement de procéder aux réformes que nous jugerions utiles pour le développement économique de l'île et le progrès de la civilisation. Aucune atteinte n'était portée à la dignité de la souveraine, qui obtenait une escorte de soldats français. Le premier ministre, lui, était gardé à vue en attendant son départ pour l'exil.

Le traité de 1895, tout comme celui de 1885, établissait le protectorat de la France sur Madagascar, en donnant à notre résident des pouvoirs beaucoup plus étendus.

Madagascar cédait à la France l'exercice de tous ses droits d'indépendance extérieure, mais

gardait sa personnalité juridique, et partant son individualité dans les rapports internationaux.

L'article 1^{er} du traité formulait nettement l'idée de protectorat, mais on s'explique moins la rédaction de l'article 6 dans lequel la France déclinaît toute responsabilité pour la dette publique et pour les engagements pris avant la conquête.

Il semblait difficile d'admettre que la France, en sa qualité de tuteur, laissât le Gouvernement malgache en butte aux réclamations des créanciers, alors qu'elle était appelée à diriger l'administration financière du pays.

Cette clause avait pour but sans doute de bien spécifier que les ressources de l'île, et non des subventions de la France, devraient suffire à acquitter les charges de Madagascar.

Le protectorat établi ou du droit des gens devait maintenir la personnalité juridique de l'Etat protégé, sauf sa réduction à la situation d'Etat mi-souverain.

En pratique il était plus simple de déclarer simplement l'annexion de Madagascar que de chercher à définir des expressions de protectorat qui en réalité étaient la main-mise de la France sur l'île. L'Etat malgache devait forcément disparaître comme personnalité juridique dans les rapports internationaux, on ne pouvait admettre que cet état protégé conservât la personnalité de ses rapports avec les autres pays comme avec le

protecteur. Suivre le traité de 1895 obligeait la France à respecter les conventions passées antérieurement à la conquête par l'Etat malgache, et les Français pouvaient se voir refuser des avantages concédés auparavant à des étrangers.

L'opinion publique se montra hostile au traité de 1895 et n'admettait pas qu'on pût traiter avec les Hovas qui si souvent avaient manqué à leurs engagements vis-à-vis de nous.

Le 30 mai 1896, M. Hanotaux, qui arrivait dans le cabinet Méline au ministère des Affaires étrangères, déposa un projet de loi proclamant l'annexion de Madagascar. De son côté, le résident général M. Laroche avait obtenu de Ranavaloa, le 16 janvier 1896, un acte reconnaissant la prise de possession de Madagascar et supprimant la personnalité de l'Etat malgache.

TROISIÈME PARTIE

L'ADMINISTRATION FRANÇAISE A MADAGASCAR

CHAPITRE I. — Rapide examen de l'œuvre du général Galliéni à Madagascar.

CHAPITRE II. — Ressources agricoles de l'île et des éléments nécessaires à leur exploitation.

CHAPITRE III. — La main-d'œuvre à Madagascar avant et après la conquête.

CHAPITRE IV. — Le commerce et l'exportation à Madagascar.

1° Les métaux précieux et le régime minier.

2° Le mouvement commercial.

CHAPITRE V. — Des réformes sociales à Madagascar.

1° La question religieuse et d'enseignement

2° L'assistance et l'hygiène.

3° Des impôts et des réformes à l'étude.

TROISIÈME PARTIE

L'ADMINISTRATION FRANÇAISE A MADAGASCAR

CHAPITRE I

Examen rapide de l'œuvre du général Galliéni à Madagascar

La grande Ile devenue possession française, l'œuvre de colonisation devait être entreprise sans retard, et c'était là une lourde charge pour les administrateurs que notre Gouvernement devait y envoyer tour à tour. Madagascar, en effet, était à beaucoup de points de vue un territoire neuf, dépourvu de tout ce qui peut permettre l'exploitation tant agricole qu'industrielle d'un pays. Les voies de communication n'existaient point, lors de

l'occupation française, et il fallait trois ou quatre mois pour correspondre de la capitale avec certains points de l'île.

De plus, la pacification des peuplades diverses très disséminées sur le territoire devait nécessiter de nombreuses expéditions, et ne se faire qu'à la longue et difficilement.

Une première division en territoires militaires et territoires civils fut effectuée, et les chefs de ces circonscriptions reçurent des instructions sur la ligne politique à suivre. Les renseignements étaient centralisés et permettaient à la direction des affaires civiles de préparer des arrêtés concernant l'administration des provinces, les travaux publics et la comptabilité. Pour arriver à l'application de nos principes de colonisation qui évitent toutes mesures radicales vis-à-vis des indigènes, un bureau spécial fut organisé, pour fournir les renseignements sur les questions intéressant les lois et les coutumes indigènes, la création d'impôts, les missions religieuses et les règlements relatifs à la main-d'œuvre.

Le général Galliéni, un de nos premiers gouverneurs de Madagascar, comprit combien était délicate la tâche qui lui avait été confiée, et, dans de fréquentes circulaires, il ne cessa, surtout dans les débuts, d'indiquer aux commandants de cercles militaires et civils, aux chefs autochtones, ses vues

sur l'administration, en leur recommandant de faire triompher la « politique de race », et de développer l'organisme local. Dans ce but les provinces furent organisées différemment suivant les régions. Le décret du 9 mars 1902 fixa le statut des Hovas en s'inspirant des anciennes lois malgaches et des coutumes indigènes. Un gouverneur principal fut placé à la tête des provinces avec des subordonnés dans les villages. Leur pouvoir fixé et délimité par arrêté du gouverneur général était contrôlé par l'administrateur de la province. Leur mission principale était le recensement de la population et ils devaient de plus s'occuper de la confection des rôles et de la perception des impôts. L'unité de circonscription administrative fut le Faritany ou quartier, dont l'ensemble de la population porta le nom de Fokon-Olona. Un fonctionnaire spécial à chaque quartier, choisi par l'Administration et rétribué par une retenue opérée sur le produit des impôts indigènes, administra le Faritany, et par solidarité ses administrés eurent pour devoir de secourir les vieillards, les infirmes, les femmes, les enfants, soit en leur procurant du travail, soit en leur fournissant des subsistances. Un arrêté du gouverneur général, en date du 3 février 1897, érigea en communes, avec un budget autonome, les villes importantes, telles que Tananarive, Fianarantsoa, Sainte-Marie et Diégo-Suarez. Un administrateur remplissait les fonctions de maire ;

il était assisté d'une commission administrative, chargée d'attributions consultatives, et de donner son avis sur toutes les questions locales. Par suite de l'état de civilisation peu avancée de ceux qui les composaient, ces commissions entrèrent en conflit avec les administrateurs, et il fallut les supprimer.

Un de nos ministres des Colonies, M. Decrais, a déclaré que les gouvernements ne doivent jamais perdre de vue, dans les nuits les plus obscures, l'étoile dont les rayons sont faits de justice et d'humanité. Mais à Madagascar il s'agissait d'évoluer en vue d'éviter un double danger : une organisation trop sévère, une indulgence excessive. Au début, la corvée avait épuisé les habitants ; il s'agissait en effet d'élever des villages, de dessécher des marais et de construire des routes. Les fonctionnaires faisaient travailler les indigènes jusqu'aux extrêmes limites de leurs forces. On ne tarda pas à s'apercevoir que, si ce système offrait des avantages réels au point de vue matériel, au point de vue politique il était désastreux, car la population voyait en nous, non des colonisateurs désireux d'augmenter leur bien-être, mais des persécuteurs. Le 1^{er} janvier 1901, la corvée fut définitivement supprimée. Le général Galliéni, qui avait cru devoir en user dans l'intérêt même de notre dernière conquête, en justifia son emploi par les considérations suivantes développées dans le *Journal officiel* de Madagascar en janvier 1901 :

« On doit à la prestation le relèvement rapide de ce pays qu'avait ruiné l'insurrection ; l'essor inespéré qu'il a pris en quelques années aux points de vue commercial et agricole, et enfin de nombreux travaux dont l'exécution a constitué une œuvre d'humanité et de civilisation. C'est grâce à la prestation qu'on a pu en quelques mois rebâtir d'innombrables villages brûlés par les rebelles, qu'on a construit des hôpitaux et des léproseries malgaches, des voies de communication dans toutes les provinces ; enfin, grâce à elle encore, l'ouverture définitive des grandes routes reliant le plateau central aux côtes est et ouest va soustraire prochainement au métier avilissant de porteurs plus de 50.000 Malgaches dont les bras seront rendus aux travaux agricoles. L'exploitation des mines d'or surtout a tiré de la prestation le plus grand profit et a pu employer ainsi à des conditions très rémunératrices, bien qu'opérant sur des terrains de teneur aurifère assez faible, de nombreux ouvriers qu'il eût été difficile de se procurer alors par les moyens ordinaires, et surtout de payer d'une manière suffisante. »

Quels que soient les avantages que procura à l'Administration française le régime de la corvée, moyen d'intimidation peut-être utile au début de la conquête et aussi aide précieuse pour la grande œuvre à accomplir, elle devait disparaître, et le Congrès international de sociologie coloniale, tenu

en 1900, discuta avec ardeur cette question. Le 31 décembre 1900, au cours d'un diner officiel auquel le gouverneur général l'avait convié, M. Rassanjy, 16 honneurs, gouverneur principal de l'Imérina, remercia le général Galliéni de la promesse qu'il avait faite de supprimer la prestation, et l'assura du plus grand attachement des populations, dont les charges, par le fait de cette réforme, allaient être singulièrement allégées.

Les promesses furent tenues et l'arrêté supprimant la prestation établit un Office général et des Offices régionaux de travail destinés à faciliter aux colons le recrutement de la main-d'œuvre, tant indigène qu'étrangère.

Le même décret rappela aux administrateurs que le régime de la prestation ne fut jamais que provisoire. Destiné à marquer une période transitoire entre le travail servile et le travail libre, il fallait, avant d'arriver à ce dernier, acheminer les Malgaches vers nos méthodes de travail, leur créer des besoins. Ce qui avait rendu le système encore plus odieux avait été souvent le manque de discernement des représentants de l'Administration, qui disposaient abusivement, et pour des travaux souvent inutiles ou du moins superflus, de la main-d'œuvre indigène. Les commandeurs indigènes, se prétendant munis d'un mandat régulier, abusaient de la crédulité des populations et leur imposaient de nouveaux travaux. La sur-

veillance, exercée de très près, à la suite des recommandations réitérées des administrateurs, ne pouvait éviter certains de ces abus, qui rendaient notre gouvernement odieux à certains, toujours victimes de ces exactions.

De plus, aux débuts de la colonisation, pour réunir les ressources nécessaires à l'amélioration du pays, il fallut imposer aux indigènes de lourdes charges financières, et pour se procurer de l'argent on usa de différents moyens, qui eux aussi ne pouvaient être que provisoires, tels que la confiscation des bœufs à demi sauvages qui appartenaient à la collectivité des villages. Puis, pour augmenter les recettes, on infligea des amendes aux indigènes sous les prétextes les plus divers. Les trois cinquièmes de ces sommes étaient expédiées au gouverneur général pour le budget de l'île. Le surplus pouvait être employé par le chef de cercle aux besoins les plus urgents : construction d'un chemin, réparation d'un pont, etc., etc. Ces procédés ont été abandonnés, et un arrêté du 14 mai 1901 a établi des impôts directs auxquels sont assujettis les Malgaches : l'impôt foncier sur les maisons, l'impôt des rizières, l'impôt sur les propriétaires d'animaux, l'impôt sur les célibataires, la taxe spéciale à l'entretien des léproseries.

Un arrêté du 31 décembre 1900 a établi une taxe personnelle et annuelle sur tout indigène âgé de 16 à 60 ans, et cela pour imposer indirectement la

nécessité du travail aux Malgaches, en les obligeant à se procurer des ressources pour acquitter l'impôt et fournir ainsi au budget les sommes nécessaires au fonctionnement des services et à l'exécution des travaux publics. La colonie, très vaste et fort peu peuplée, le général Galliéni eut à cœur de prendre toutes les mesures utiles au développement des nécessités de l'hygiène, destinées à sauvegarder la santé des habitants et à enrayer la dépopulation.

L'alcoolisme faisant de grands ravages, un décret du 29 août 1901 soumit à un contrôle hygiénique les boissons mises en vente ou en circulation dans la colonie. L'assistance organisée avec beaucoup de soins est restée soumise à l'autorité du *Fokon-Olona* comme sous la loi malgache, mais les soins médicaux et les médicaments sont fournis par l'hôpital de Tananarive et les établissements sanitaires fondés avec des bureaux de consultation gratuite par l'autorité supérieure (1).

(1) Paul ADAM. — *Les Impérialismes et la morale des peuples*, 1908, p. 197. « A parcourir les tables de la mortalité on voit combien, depuis les périodes dernières de l'organisation française, le chiffre des décès fléchit à Tamatave par exemple, une des villes réputées les plus malsaines. Donc l'Europe fit là-bas un don réel à ses alliés, le plus précieux, celui qui promet une surabondance d'efforts créateurs par quoi l'aise humaine s'accroitra. »

Une école officielle de médecine fournit chaque année des médecins, et les provinces sont divisées en circonscriptions sanitaires dont chacune possède un hôpital et un dispensaire dirigés par un médecin indigène sous la surveillance de l'officier du corps de santé de service dans la province. Des médecins malgaches doivent accomplir des tournées de vaccine et vulgariser l'hygiène ; des léproseries et des hospices spéciaux pour les varioleux ont été organisés avec obligation pour les malades de ne travailler la terre et de n'ensemencer les rizières que dans les limites de l'établissement pour éviter la contagion.

Le corollaire nécessaire à la pénétration de l'influence française était l'enseignement, et là il semble qu'on soit allé un peu vite en besogne. Dans un compte rendu très détaillé et très étudié de l'œuvre du général Galliéri, M. Depincé (1) juge ainsi ce qui a été fait. « Sous l'influence de la métropole on a appliqué vite le système métropolitain ; Madagascar jouit actuellement de l'instruction laïque, gratuite et obligatoire, système très cher et qui augmentera. Le milieu semble hostile à la diffusion complète des mœurs, langue, instruction, habitudes françaises. Les résultats seront hybrides, d'un vague vernis de culture

(1) Revue politique et parlementaire, octobre 1905.

française dans lequel l'hérédité, le climat et les habitudes séculaires maintiendront l'âme malgache. » Et plus loin : « Mieux eût été un enseignement supérieur pour les classes élevées, pour les autres un enseignement pratique, écoles professionnelles, écoles d'administration. L'assimilation fût venue sans heurt ni secousses, il y eût eu tache d'huile préconisée par le général Galliéni et négligée là. » Quoi qu'il en soit, l'enseignement du français est prépondérant dans toutes les écoles publiques et privées, et l'une des principales, l'école Le Myre de Villers, fondée par arrêté du 2 janvier 1897, joue à peu près le rôle d'une école normale d'instituteurs en France. Fréquentée par un grand nombre de Hovas animés, d'un vif désir de s'instruire et doués de grandes facilités d'assimilation, cette école sera une des causes principales de la diffusion de notre langue, de nos mœurs, un des agents de notre domination basée sur autre chose que la force armée.

A côté, un établissement scolaire à un caractère professionnel plus marqué ; on y enseigne l'art de forger les métaux, la menuiserie, la poterie, et les colons se fournissent volontiers dans cet établissement de ce qui leur est nécessaire.

L'œuvre du général Galliéni mériterait une étude plus approfondie ; les quelques traits principaux de son administration que nous avons relatés permettent de juger un peu de l'étendue de la

tâche qui lui avait été confiée, et par la suite nous pourrons, à l'examen de certaines questions spéciales à l'île, relever la trace de son œuvre qui porta sur tout et créa et organisa dans un pays neuf et arriéré.

Méthode de conquête pacifique admirable d'esprit politique, et caractérisée par sa souplesse et sa facilité à se plier aux différences de tempérament des peuples, telle est la cause de l'origine de notre installation en réalité rapide à Madagascar. Grâce à un heureux mélange de *manière forte* et de *manière douce*, les résultats acquis ont été consolidés au fur et à mesure, et ce qui le prouve, c'est que les révoltes très rares se sont toujours localisées dans une région déterminée et n'ont jamais gagné les provinces voisines. Au point de vue économique, au début quelques hésitations pour l'orientation à donner aux capitaux dans l'île, et quelquefois des espérances excessives et des mécomptes. Maintenant celui qui sera victime de pareils déboires sera seul coupable, car une enquête ininterrompue pendant 9 ans a permis de recueillir tous les renseignements sur la valeur économique de l'île. Madagascar est peut-être mieux connue dans son ensemble que certaines vieilles colonies. Dans toutes les branches de l'activité économique, l'Administration peut donner des indications aux colons et renseigner soigneusement sur ce qu'il y a à faire et

sur ce qu'il ne faut pas entreprendre surtout.

En 9 ans, un travail considérable a été fait, qui d'après les traditions coloniales françaises semblait devoir exiger le double de temps. D'un pays à l'état inorganique, le général Galliéni a fait un pays administré et définitivement, si bien que les derniers mécomptes de son administration ont été fortement exagérés.

Comme nous avons vu précédemment, il y a eu parfois des erreurs, mais on ne peut que rendre hommage à la hardiesse de l'œuvre dont l'ensemble est digne d'éloges.

CHAPITRE II

Des Ressources agricoles de l'île et des éléments nécessaires à leur exploitation

Le sol de Madagascar pris dans son ensemble est loin d'avoir la fertilité que d'aucuns ont prétendu ; il est plutôt pauvre, quoique renfermant ici et là surtout vers les côtes, mais aussi sur les pentes et même sur les hauts plateaux, des parties fertiles et propres à toutes sortes de cultures. Au point de vue purement agricole cette île jouit d'un grand avantage, celui de posséder sous une même latitude trois climats différents qui constituent trois grandes zones de productions végétales ; on peut pratiquer en même temps dans l'île les riches cultures des pays tropicaux et la plus grande partie des cultures de nos climats tempérés. Certains savants, malgré cela, estiment qu'il n'est possible d'exploiter qu'une partie très restreinte du territoire ; l'un d'eux, M. Grandidier,

déclare « qu'une partie des terres argileuses elles-mêmes, grâce à un travail opiniâtre et persévérant et à une modification artificielle de leur nature primaire, pourraient être utilisées; mais pour atteindre ce but il faudrait deux conditions : beaucoup de bras et une abondance d'engrais et d'amendements. »

Or Madagascar est très peu peuplée et ses habitants sont pour la plupart, au moins sur les côtes, paresseux et insoucians. D'après MM. Muntz et Rousseau, l'île est en grande partie constituée par des terres d'une très faible teneur en principes fertilisants qui n'offrent que peu de ressources à la grande culture et sont difficiles à exploiter. Cette observation s'applique surtout aux terres de l'Imérina, à l'exception des fonds des vallées. La région ouest de l'île se présente dans des conditions plus satisfaisantes : elle est traversée par de nombreuses rivières qui arrosent d'immenses plaines surtout propices à l'élevage des bestiaux, mais qui sont pourvues de principes fertilisants et qui, en raison de leur perméabilité, sont d'un travail facile et exploitables. Le sud de l'île semble offrir d'assez grandes ressources et la richesse du sol est due à la formation d'humus apporté par l'intervention de l'eau, par une longue suite de cultures pratiquées par la population indigène. Il sera nécessaire de faire des travaux culturaux pénibles et coûteux pour arriver à des résultats

agricoles satisfaisants dans la plus grande partie de l'île ; mais en dirigeant l'œuvre opérée naturellement par les indigènes, le colon peut obtenir d'heureux succès.

Dans la zone moyenne et la zone centrale, toutes les deux moins chaudes et plus saines, l'Européen peut, grâce au climat tempéré, se livrer pendant une grande partie de l'année à des travaux agricoles, mais le sol est loin d'offrir la même fertilité que les terres du littoral. Malgré tout, certaines régions, même dans ces zones, offrent une nouvelle ressource qui à coup sûr peut devenir un des plus sûrs éléments de richesses pour l'île, à savoir des prairies qui, amendées par une végétation herbeuse de plusieurs siècles, fourniront des terrains d'élevage parfait. Si au début de la conquête toutes les entreprises de colonisation n'ont point répondu aux espérances de ceux qui les avaient fondées, et si de nombreuses ruines sont venues démontrer le danger des illusions que beaucoup s'étaient faits, il ne faut pas croire que ces efforts aient été perdus, et des exemples peuvent prouver que plus de persévérance chez certains colons leur aurait permis de récupérer largement les capitaux qu'ils avaient hasardés. Le sol de Madagascar, avons-nous vu, permet des tentatives de ces cultures spéciales très tentantes en raison de la valeur que représentent leurs

produits sur le marché mondial, mais qui sont aussi très aléatoires.

Par exemple, le café, le cacao, la vanille, après plus de dix ans, ne chiffrent dans les exportations que pour 578.000 fr. dont 457.000 fr. pour la vanille seule.

La culture de cette dernière plante est pourtant, semble-t-il, au point de vue agricole en bonne voie, mais il faut au colon une avance de capitaux considérable pour supporter les frais de culture très délicate en attendant les résultats satisfaisants.

Par arrêté de 1897, le gouvernement général de Madagascar décida la création de jardins d'essai destinés à fournir aux Européens les boutures, les graines et les plants nécessaires à la culture des produits susceptibles d'acclimation dans l'île. La côte est se prêtant à l'épanouissement des plantes tropicales, Tamatave fut choisie pour l'établissement du jardin d'essai le plus remarquable de l'île.

A Nampoa, on s'occupe tout particulièrement du caféier qui à l'état sauvage se rencontre sur différents points de l'île, aussi bien sur les côtes que sur les plateaux. Les principales variétés qui ont fait l'objet de cultures n'ont pas donné les résultats qu'on en attendait, et le peu de récolte recueillie chaque année est de qualité inférieure, et ne peut, pour le moment du moins, faire l'objet d'une exportation régulière.

Dans les jardins de Nohanisana et de Fort-Dauphin, l'Administration a créé à titre d'essai des plantations de théiers : les résultats ont été des plus heureux, et les produits obtenus d'excellente qualité ; ce sera sans doute un des produits qui donneront au colon le plus de satisfaction, et l'on ne saurait trop encourager la culture de cette plante.

A côté de ces cultures qui jusqu'ici ne sont qu'à l'état embryonnaire et sur lesquelles on ne peut compter de façon sûre, il y en a qui ont déjà fait leurs preuves, qui sont acclimatées dans l'île et à même de fournir des revenus certains au colon : le riz et le caoutchouc. La culture du riz a été autrefois beaucoup plus développée qu'elle ne l'est actuellement. Sous le règne de Radama II, les ports de la côte est en exportaient chaque année plusieurs milliers de tonnes ; aujourd'hui la plupart des provinces de la côte produisent à peine la quantité nécessaire à leur consommation et quelques-unes en reçoivent du dehors.

Le riz constituant l'aliment principal de l'indigène est cultivé dans toutes les régions de l'île où la nature du sol comporte l'humidité qui lui est indispensable. Si l'indigène ou le colon voulaient créer des rizières dans des terres actuellement incultes, il y aurait vite une surproduction qui pourrait donner lieu à un commerce important d'exportation ; ce commerce trouverait des débou-

chés faciles et rémunérateurs en Europe, et surtout dans Maurice et Bourbon, jusqu'ici tributaires des Indes, et dans les riches contrées du sud africain. De belles rizières sont déjà créées dans l'étendue de l'île, les indigènes presque partout savent cultiver cette plante. Avec un peu plus de soin, avec des progrès dans la manière de créer et d'entretenir les rizières, on peut à peu de frais développer une des productions les plus rémunératrices qu'il existe (1).

Le caoutchouc existe à Madagascar dans presque toutes les forêts et constitue encore aujourd'hui un des principaux produits d'exportation. Malheureusement l'exploitation des lianes à caoutchouc a été compromise par les indigènes, qui, pour réaliser un gain plus facile et satisfaisant aux nombreuses commandes que leur adressaient les

(1) M. DEPINCE. — Madagascar 12 ans après la conquête. (*Revue politique et parlementaire*, 10 mars 1908). « Parmi les produits agricoles les plus intéressants de Madagascar, il faut citer en première ligne le riz, qui forme la base de l'alimentation des indigènes. Nous avons déjà signalé l'importance de l'avenir réservé à cette céréale. Bornons-nous à ajouter que, par des distributions de semences perfectionnées et par des encouragements de toutes sortes, on a déjà obtenu une amélioration sensible de la qualité du produit, en même temps qu'une augmentation considérable des superficies cultivées. »

commerçants européens, pratiquèrent la coupe des plantes, qui par suite ont disparu de certaines régions, telles que la province de Fort-Dauphin, Fenerive et Foulepointe.

L'Administration s'est préoccupée de la question, et par l'arrêté du 2 juillet 1897, la destruction des plants à caoutchouc a été interdite.

Des saignées ne peuvent être pratiquées sur les arbres et lianes avant qu'ils aient atteint une taille déterminée, et l'exploitation est soumise à certaines règles qui ont peut-être eu pour résultat momentané de diminuer dans l'île l'importance du commerce du caoutchouc, mais ont empêché la disparition de ce végétal.

Comme les terrains favorables à la culture du caoutchouc sont très nombreux à Madagascar, il y aura intérêt pour les colons à développer la culture de cette plante qui compte un grand nombre d'espèces et qui réussit à peu près dans toute l'étendue de l'île. En 1906, le caoutchouc a tenu la tête dans le commerce d'exportation avec un chiffre de 7.537.000 francs pour 1.267 tonnes.

A côté de ces cultures de première importance, les dernières statistiques (1) qui nous sont fournies

(1) Ces chiffres nous sont fournis par M. Depincé dans son article précédemment cité (*Revue politique et parlementaire*, 10 mars 1908).

nous indiquent la marche ascendante suivie par d'autres produits qui tendent à prendre une place de plus en plus grande dans les exportations annuelles.

Avec le sud africain, Madagascar fait un commerce de légumes secs qui atteint environ 500.000 francs. Le coton paraît devoir réussir dans la région nord-ouest où d'intelligents essais ont donné des résultats de bonne augure. La soie, dont l'industrie est très en faveur auprès des indigènes, prend une grande importance dans le commerce local, et la nature a permis l'élevage d'une race indigène de vers à soie et la culture du mûrier. Grâce à l'enseignement séricicole qui est donné dans des écoles spéciales, on peut espérer à bref délai l'exportation des soies grèges sur le marché français.

Le tabac, cultivé presque partout, est de bonne qualité, et avec des soins plus éclairés pourrait facilement faire concurrence aux produits similaires d'Europe et d'Algérie. Il est à considérer que le Gouvernement français fait annuellement des achats à l'étranger, et que du jour où il pourrait s'approvisionner directement dans nos colonies, et à Madagascar en particulier, il y aurait une source constante et assurée de bénéfices pour les colons.

Comme nous l'avons exprimé au début même de ce chapitre, il est une ressource agricole à Madagascar qui n'est point à l'état de promesse,

mais bien de réalité, et qui, au moyen de certaines mesures faciles à prendre, est appelée à chiffrer pour la part la plus grosse dans le total de son chiffre annuel d'affaires, et cette ressource est l'élevage du bétail, du bœuf en particulier.

Le troupeau malgache ne peut être évalué à moins de 6 millions de têtes ; il comprend une race particulière : le bœuf zébu ou à bosse, et nos races européennes qui, acclimatées, ont donné les meilleurs résultats, surtout au point de vue de la reproduction.

Madagascar approvisionne déjà en grande partie Maurice, La Réunion, et le marché du sud africain, qui absorbe beaucoup. Pendant un certain laps de temps, il semblait que notre colonie allait prendre la place de l'Australie ou de l'Argentine pour l'alimentation de ces marchés si importants, et, en 1902, le chiffre de l'exportation de bœufs malgaches avait atteint la somme de 4.400.000 fr. avec 40.000 têtes. Malheureusement, en 1906, l'exportation est tombée à 16.829 têtes valant seulement 944.000 francs. Quelle était la cause de ce ralentissement dans le chiffre d'affaires ? Il était provoqué par la mauvaise organisation des transports entre Madagascar et le sud africain, et aussi par la mauvaise foi des exportateurs qui avaient expédié des bœufs malades, d'où interdiction par les autorités du Natal de l'introduction de viande sur pied provenant de la grande Ile. Cette

déconvenue, évidemment momentanée, peut être évitée à l'avenir par un choix meilleur du bétail exporté et aussi par des ententes avec les pays voisins qui peuvent nous fournir certaines productions qui nous font défaut, en échange desquelles nous expédierons à notre tour ce que nous produisons en excès.

A côté de ces produits proprement agricoles que nous venons d'énumérer rapidement, il faut citer certaines ressources naturelles et de nature végétale qui prennent place parmi les marchandises d'exportation très prisées et à juste titre : le copal, qui pourrait être exploité avec plus de succès ; le crin végétal, et enfin les bois qui sont en abondance dans l'île et d'une exploitation des plus faciles.

Certaines forêts sont pour ainsi dire à pied d'œuvre puisqu'elles affleurent au bord de la mer, comme par exemple vers la baie d'Antongil. Les essences les plus variées abondent et on pourrait exporter aussi bien des bois de construction que les essences les plus recherchées par l'ébénisterie, comme l'ébène et le palissandre. En 1906, pourtant, l'exportation des bois ne s'élève qu'à une somme de 217.000 fr.

Madagascar offre donc au colon une infinité de ressources et permet la création de cultures de différents genres, et, selon le capital dont il peut disposer, il pourra se livrer à des spécialités qui

ne donneront qu'au bout de plusieurs années des résultats appréciables, ou bien à des cultures ordinaires, qui, elles, le récompenseront de ses efforts dans le plus bref délai. L'Administration a même eu l'idée de créer des concours avec des prix en argent pour développer chez les indigènes le goût de la culture des plantes européennes qu'on cherche à acclimater à Madagascar.

Malheureusement, avons-nous vu, la population, très clairsemée à Madagascar, ne fournit pas à l'agriculture les ressources dont elle aurait besoin. Les Français, eux, sont en petit nombre, et, d'après une statistique dressée pour 1900, le mouvement d'immigration dans l'île se répartissait de la façon suivante : 625 Français, 486 Européens d'autres nationalités et 5.456 Asiatiques. En 1900, 70 colons seulement ont obtenu pour se rendre à Madagascar le concours de l'Etat, qui du reste n'est accordé qu'aux émigrants en possession d'un capital minimum de 5.000 fr. La somme en effet est trop minime et ne permet point à un colon de se suffire dans un pays neuf ; mieux vaudrait la création de sociétés puissantes qui s'établiraient dans le pays et soutiendraient les efforts des nouveaux immigrants.

Pour arriver à une rapide colonisation de Madagascar, l'État français a employé le système des concessions dont, il faut le dire, on n'a point fait abus comme dans certaines de nos colo-

nies, le Congo par exemple. La plus vaste de ces concessions comprend 3 millions d'hectares environ, cinq de nos départements comme étendue, et se trouve dans la province de Farafangana et le cercle annexe de Fort-Dauphin. Un des plus vastes territoires qui aient été concédés est celui que s'est chargée d'exploiter « La Compagnie coloniale et des Mines d'or de Subervieville et de la côte ouest. » Étant donné le rôle actif que son fondateur M. Subervie (1) a joué dans l'île et les services qu'il a rendus à la cause française avant

(1) Les journaux, à l'occasion de la mort de M. Subervie. A Toulouse vient de mourir un homme dont une ville fondée par lui porte le nom à Madagascar, M. Léon Subervie, le colon courageux et opiniâtre qui depuis plus de 30 ans a consacré sa grande énergie et son esprit d'initiative à la réalisation de travaux qui ont puissamment contribué à la prospérité de notre colonie. Il en fut le premier pionnier et fut utile à notre influence auprès de la reine Ranavolo et de son premier ministre avec lequel il s'était lié d'amitié.

Ses premiers travaux ont été entrepris sur l'Ikopa, dans l'ouest, à 250 kilomètres de Majunga. C'est l'agglomération de ses établissements, ateliers, usines, magasins, hôpital, centre d'une exploitation aurifère, sans cesse accrue, qui a formé Subervieville. Il creusa un canal latéral à l'Ikopa aboutissant à la mer ; il créa la première usine, la première force hydraulique, exploita le premier l'or à Madagascar, mit le premier bateau à vapeur sur un fleuve et apporta la première application de l'énergie électrique.

notre prise de possession effective, l'importance de cette concession n'a rien d'exagéré.

Les concessions qui sont ainsi données ont pour objet l'exploitation et l'aménagement des forêts et l'élevage des bestiaux. La recherche des mines et un privilège à ce sujet au moins pendant dix ou quinze ans peut y être compris. La propriété soit des indigènes en tant que particuliers, soit de villages, est formellement respectée, et la concession n'est octroyée qu'à charge, si besoin est, de rétrocéder une partie des terres, soit à l'élément indigène, soit à l'immigration européenne. De petites concessions de faible étendue, 90 hectares en moyenne, sont distribuées annuellement, et en décembre 1899 leur nombre s'élevait à 123 pour une superficie de 7.381 hectares (1).

En plus de cette colonisation qui nécessite l'immigration de cultivateurs français, le Gouvernement a essayé du système colonisateur militaire, et un arrêté du 21 avril 1899 a fixé les conditions dans lesquelles on devait opérer. Tout militaire désireux de s'établir à Madagascar reçoit pendant deux années une somme prélevée sur un crédit inscrit à cet effet au budget local et dont le maximum est 4.500 francs. Le bénéficiaire prend l'engagement

(1) Paul LEROY-BEAULIEU. — De la colonisation chez les peuples modernes, t. II, p. 219.

d'habiter sa concession trois ans et de la mettre en valeur. Dès que les bénéfices pourront le lui permettre, il devra rembourser sa subvention, et il s'engage à reprendre du service si des besoins urgents l'exigent.

A la fin de l'été 1900, 18 militaires avaient profité des avantages de l'arrêté du 21 avril 1899, et avaient touché 36.300 francs de subvention, soit deux annuités, et occupaient 1.489 hect. 31 ; 18 autres n'avaient touché qu'une annuité et occupaient 1.691 hect. 51. Les concessions octroyées à ces soldats comprennent principalement deux genres de cultures : 1° des rizières et des champs de manioc qui permettent de réaliser des bénéfices immédiats ; 2° des plantations de vanille et de café qui après quatre ans de culture donnent de bons résultats. Il semble qu'on puisse augurer très favorablement de cette colonisation militaire qui a porté ses fruits au Canada.

Les éléments colonisateurs que l'on emploie dans ce cas sont au courant de tous les avantages et des inconvénients de l'île, et de plus sont accoutumés au climat, aux procédés de culture, familiers avec la langue et les mœurs des indigènes. Mais trop rares sont les soldats qui profitent de ces concessions. Madagascar a besoin d'un sérieux courant d'immigration, et pour le développer il serait urgent que le Gouvernement français fasse les sacrifices en rapport avec les

frais de toutes sortes auxquels il s'est astreint pour opérer la conquête. Les forçats semblent avoir plus de droits que nos colons, et le décret du 18 janvier 1895, qui règle le régime des concessions, a accordé dans les colonies pénitenciaires aux condamnés, à titre d'avance remboursable, une première mise d'outils aratoires, d'effets de couchage et d'habillement.

Le forçat a droit de plus à une ration de vivres ou à une indemnité représentative variable suivant le nombre de personnes qui composent sa famille. Le colon ne bénéficie pas du même traitement, et dès son arrivée dans la colonie on lui réclame de lourds impôts. Cependant le général Galliéni, dans une de ses circulaires, a proclamé que « nous devons faire de la grande Ile une colonie de colons où les Français trouveront, non seulement un débouché pour leur commerce, mais encore une nouvelle patrie où l'agriculture et l'industrie nourriront les hommes énergiques désireux de venir s'y établir.

CHAPITRE III

La Main-d'œuvre à Madagascar avant et après la conquête

Avant d'étudier les diverses évolutions et transformations de la question du travail à Madagascar, sous la domination française, il est bon de jeter un coup d'œil en arrière et de se rendre compte de l'organisation qui a régi la main-d'œuvre dans l'île avant la conquête.

Sous l'ancien Gouvernement hova, l'organisation du travail reposait sur deux institutions : la corvée et l'esclavage. La corvée était l'utilisation gratuite de la main-d'œuvre pour tous les besoins du Gouvernement (1). C'était de tous les impôts le plus impopulaire, car il était très lourd et dû à plusieurs personnes :

(1) A. MARTINEAU. — Madagascar.

1° Au Gouvernement, par les habitants des terres de la Couronne ;

2° Aux titulaires de certains fiefs donnés en apanage aux trois premières castes de la noblesse ;

3° Aux Européens titulaires de concessions dans l'île.

Cette corvée était fort arbitraire, quant à sa durée, et si au début elle n'était exigible que tous les huit ans pour le même individu, à la veille de notre conquête on estimait que sa durée atteignait près de deux mois par an. La corvée, instituée pour l'intérêt général et pour la confection de travaux indispensables, tels que routes, digues, etc., ne tarda pas à changer de caractère, et le Hova, devenu corvéable à merci, dut se soumettre à toutes les exigences des grands personnages et fonctionnaires.

Les travaux privés, souvent inutiles et de pure vanité, furent exécutés au moyen de la corvée dont on ne pouvait se libérer que moyennant finances. Les indigents ne pouvaient verser des sommes en général élevées et subissaient le lourd impôt plusieurs fois pour remplacer les fortunés qui avaient pu se décharger. Institution caduque, elle devait sinon disparaître aussitôt après la conquête, — car elle était indispensable, et comme moyen de transformation et comme moyen de répression, — du moins être atténuée progressive-

ment et réglementée sévèrement. Des décrets successifs ont accompli cette œuvre.

Quant à l'esclavage, il a existé à Madagascar jusqu'en 1896 : profondément entré dans les mœurs malgaches il constituait la base de l'organisation du travail dans l'île. Divisés en deux grandes catégories : les esclaves privés *andevo* qui appartenaient aux particuliers, et les esclaves de la Couronne *tsiarondahy*, les individus de cette condition constituaient la troisième classe de la société. L'esclavage dérivait de plusieurs sources : de la conquête — de certaines dispositions de la loi — de la traite. La première de ces sources fut celle qui fournit le plus de main-d'œuvre, et si les Hovas furent les plus puissants des habitants de l'île, ils ne durent cette prédominance qu'à leur richesse en esclaves, résultat de combats heureux.

Les premiers codes malgaches, jusqu'à la promulgation de celui de 1881, condamnaient à la peine de l'esclavage les individus coupables de certains crimes ou délits. Très différent de l'esclavage antique, l'esclavage malgache était essentiellement familial. A l'abri de la corvée gouvernementale, du service militaire, des impôts, l'esclave avait place au foyer du maître, jouissait de certaines tolérances qui lui étaient légalement interdites. En définitive, son sort offrait plus de sécurités que celui de beaucoup de

citoyens libres, et c'est ce qui a fait dire à M. Jean Carol : « Tout Malgache pouvait s'enrichir, mais il pouvait aussi mourir de faim ; l'esclave, lui, avait la faculté d'acquérir, mais il ne pouvait pas mourir de faim. » Constituant l'élément de richesse d'une famille, l'esclave était aussi le seul élément laborieux, et ses fonctions nettement délimitées lui permettaient de se spécialiser, de se rendre indispensable à son maître qui l'autorisait souvent à se créer un petit pécule ou à cultiver pour lui-même une rizière.

La traite, très florissante au XVIII^e siècle, permit l'exportation de nombreux Malgaches, soit en Afrique, soit à la Réunion. Au cours du XIX^e siècle, soit l'Angleterre en 1817 et en 1820, soit Napoléon III en 1868, signèrent des traités avec les souverains malgaches pour faire cesser le commerce des esclaves, et en 1877 le premier ministre Rainilairivony proclama l'abolition de la traite. Le Code de 1881 interdit enfin le commerce des esclaves dans l'intérieur de l'île. Cette prohibition ne fut pas partout respectée, et il fallut notre établissement à Madagascar pour faire appliquer ces mesures humanitaires.

Pendant la durée du protectorat de la France sur Madagascar, les questions de l'abolition de l'esclavage et de la réglementation du travail ne s'étaient point posées. Les institutions du pays protégé étaient respectées, et nos seuls efforts se

bornèrent, et encore dans une mesure assez étroite étant donné les moyens dont nous disposions, à réprimer les faits de traite qui se pratiquaient dans certaines régions de l'île. La conquête de 1895 achevée, le 19 mars 1896, la Chambre des députés approuvait la déclaration faite à la reine Ranavaloa, le 18 janvier, déclaration par laquelle Madagascar devenait possession française.

Dès lors la question se posa, à savoir quelle serait la conséquence de l'abolition de l'esclavage. Certains membres du Parlement craignaient qu'une mesure aussi radicale ne vint compromettre nos intérêts dans l'île qui était encore loin d'être pacifiée, et beaucoup préconisaient, à la place d'une suppression radicale et immédiate de l'ancien système, des mesures transitoires et progressives. Le 19 mars 1896, au cours de l'interpellation discutée à la Chambre et émanant de MM. Francis Charmes, Deville et Turrel, M. Charmes (1) déclara hautement quel était son avis dans cette question si délicate et en ces termes : « Sans doute l'esclavage doit être aboli dans un temps donné, et il faut le dire dès maintenant afin d'en faire entrer la conviction dans les prévisions des Malgaches ; mais une réforme aussi profonde ne peut

(1) *Journal officiel de la République Française*, 20 mars 1896.

être faite qu'avec des précautions, des tempéraments, par une série de mesures successives et non pas par un coup de baguette que l'on aurait tort de croire magique. »

M. d'Estournelles déclara également à la tribune de la Chambre que cette mesure si brusque et si inattendue de la population malgache pourrait avoir les conséquences les plus graves pour notre domination, et que l'œuvre qu'on voulait accomplir, humanitaire en apparence, était inhumaine en réalité. Après ces discussions, le Gouvernement fut chargé de solutionner la question et de prendre les mesures qu'il croirait compatibles avec la dignité de notre autorité et le souci des mesures humanitaires. Des ordres furent donnés à Tananarive, et une commission composée de hauts fonctionnaires et d'anciens colons fut réunie le 8 août 1896, sous la présidence du résident général, pour examiner la question. Le résultat de la délibération fut soumise au Gouvernement, et l'émancipation immédiate et universelle de tous les esclaves dans la nouvelle colonie fut décrétée. Dans la nuit du 26 au 27 septembre 1896, des affiches apposées à Tananarive notifièrent aux Malgaches la fin de l'esclavage (1). L'article 1^{er} du décret déclarait que tous les habitants de Mada-

(1) *Bulletin officiel* de Madagascar, 1896, p. 222.

gasgar étaient personnes libres, du jour de la promulgation.

Le commerce des esclaves était interdit, à peine d'une amende de 500 à 5.000 fr. et d'un emprisonnement de 2 mois à 2 ans. Madagascar jouissait, à partir de ce moment, du régime de liberté. Un changement aussi brusque nécessitait une foule de mesures à prendre pour la nouvelle réglementation du travail, et une série de décrets vint fixer la condition nouvelle de nos sujets.

En vertu de cet acte du Gouvernement, 500.000 individus étaient devenus libres du jour au lendemain, et la situation qui en résultait au point de vue du recrutement de la main-d'œuvre ne fut pas sans causer quelques préoccupations à l'administration locale. Pour ce qui concernait les anciens propriétaires d'esclaves, la situation n'était point alarmante, car, comme nous avons vu précédemment, les rigueurs de la loi malgache s'étaient atténuées avec le temps, et les esclaves bénéficiant des mesures bienveillantes ne semblaient point devoir abandonner leurs maîtres. Mais deux questions autrement sérieuses se posaient. Dans quelles conditions l'indigène travaillerait-il pour le compte des colons ? Comment l'Administration française pourrait-elle réunir les bras nécessaires pour l'accomplissement des grands travaux d'utilité publique qui étaient indispensables dans ce

pays neuf? Deux arrêtés vinrent fixer ce nouveau régime.

L'arrêté du 21 octobre 1896 rétablit sous forme de prestation et en la régularisant l'ancienne corvée hova, mais en lui donnant le caractère d'un impôt en nature égal pour tous, d'une durée limitée et ne s'appliquant qu'à des travaux d'intérêt général. Un arrêté du 19 janvier 1897 vint modifier certaines parties du premier arrêté, mais le Hova dut annuellement 50 jours de prestation, de 16 à 50 ans. Le rachat fut autorisé en espèces, suivant un tarif déterminé et pour certaines catégories d'individus seulement. La prestation locale donna droit à une indemnité journalière de vivres de 0 fr. 20.

D'abord appliquée au ravitaillement du corps d'occupation et aux travaux d'intérêt local, la prestation ne tarda pas à être employée pour les grands travaux, et en principe pour la création des routes. L'Administration, par la force des choses, fut amenée à puiser dans la région la plus peuplée de l'île, dans l'Imérina, et cette charge énorme pesa presque entièrement sur les Hovas. L'abolition de la prestation ne tarda pas à s'imposer, et un arrêté du 31 décembre 1900 remplaça cette mesure devenue si lourde par une majoration d'impôt au titre de la taxe personnelle. Depuis cette époque, les travaux et transports exécutés pour le compte de l'Administration furent assurés au moyen de la

main-d'œuvre recrutée librement et payée d'après le cours normal des salaires payés par les particuliers. L'arrêté du 31 décembre 1900 éleva le taux de la taxe personnelle précédemment fixée à 5 francs, dans des proportions énormes, et certains habitants payèrent jusqu'à 20 et 30 francs, comme dans la circonscription de Tananarive-ville, et le territoire de Diégo-Suarez par exemple. Le général Galliéri ne se dissimulait pas la gravité des mesures qu'il venait de prendre, et dans les instructions qui faisaient suite à l'arrêté du 31 décembre, il s'exprimait en ces termes : « La suppression des prestations est une mesure d'une importance considérable ; elle va modifier profondément la condition de nos sujets malgaches, et elle opérera une véritable révolution dans la vie politique et économique de la colonie. »

Il était à craindre en effet que ce nouveau changement dans les conditions du travail à Madagascar ne produise une perturbation dans l'exécution des travaux entrepris. Pour prévenir ou du moins atténuer cette crise probable, le Gouvernement, avons-nous vu, éleva le taux de la taxe personnelle, espérant que l'indigène travaillerait davantage et louerait ses services pour se libérer envers le fisc.

Pour ce qui concerne la main-d'œuvre nécessaire aux colons, son recrutement fut établi par un premier arrêté du 27 décembre 1896. Cet arrêté

contenait deux ordres de dispositions bien distinctes : d'une part, il posait le principe du travail obligatoire pour tous ; d'autre part, il portait réglementation obligatoire des contrats de travail.

Tout individu de 16 à 60 ans devait faire la preuve de ses moyens d'existence, en indiquant qu'il faisait partie de l'une ou de l'autre des catégories nettement délimitées :

1° La catégorie des commerçants, patentés ou producteurs ;

2° La catégorie des employés, domestiques ou fonctionnaires. *

Les individus de la première catégorie possédaient la patente ou la carte d'identité, ceux de la deuxième le livret individuel.

Les indigènes non munis de l'une de ces cartes étaient considérés comme vagabonds et passibles de peines corporelles variant de 3 mois à 6 mois de prison. L'arrêté du 27 décembre 1896 donnait une plus grande extension à la définition du vagabondage tel qu'il est défini par l'article 270 du Code pénal.

Pour ce qui concerne les contrats de travail, l'arrêté en prévoyait de deux sortes :

1° D'un an ou moins ;

2° D'un an ou plus, avec maximum de cinq années renouvelable au gré des deux parties.

Ils devaient prévoir :

- 1° La durée de l'engagement ;
- 2° Le salaire mensuel ;
- 3° Le mode et le délai de paiement.

L'employeur était soumis à une série de conditions qui rendaient le contrat révocable en cas de non-exécution des clauses, et l'employé, sous peine de retenues de salaires et de peines sévères, devait remplir ses obligations.

Seules avaient été réglementées les conventions intervenues entre un patron européen et un indigène ; restaient, en dehors de ces prescriptions, les contrats conclus entre indigènes ou entre Européens et des individus non indigènes. Par arrêté du 29 avril 1897, l'émigration des travailleurs malgaches hors de Madagascar avait été réglementée. L'île n'étant pas assez riche en bras pour en fournir à d'autres pays, il était nécessaire de prendre des précautions pour conserver un noyau de travailleurs dans notre colonie.

Aux termes de deux arrêtés, l'un du 31 août 1897, l'autre du 29 octobre 1898, des avantages furent accordés aux étrangers d'origine asiatique ou africaine, au service, soit de colons, de fonctionnaires ou de négociants français, soit d'établissements français publics ou privés. Sous certaines conditions, ces individus furent exemptés, les premiers des cinquante jours de prestation et même du service militaire, rendu obligatoire, en Imérina,

par un arrêté du 26 mai 1898 ; les seconds de la taxe de séjour de 25 francs. Ces décrets eurent pour résultat d'encourager les indigènes à désert-ter les chantiers étrangers pour travailler au profit des Français, au moins dans l'Imérina. Cependant la main-d'œuvre faisait encore défaut dans la plupart des provinces, et l'on dut s'efforcer d'organiser une réglementation préférable, par les deux arrêtés du 16 janvier 1900, qui visent, l'un les contrats d'engagement pour les entreprises privées, l'autre les contrats de travail pour les services publics.

Le premier concerne les conventions passées par les indigènes avec tout Européen ou assimilé, ayant pour objet le louage d'ouvrage, de service ou d'industrie. Le contrat, rédigé obligatoirement par écrit, doit stipuler la nature du travail à exécuter, le nombre des journées de travail qui ne sauraient être inférieures à 50, le taux et les conditions du salaire, la durée de l'engagement qui ne peut dépasser deux ans, le point de départ de l'engagement et enfin son acceptation par les parties. Les contrats doivent être visés et enregistrés par le chef de la circonscription ou son délégué. De cette manière, le travail n'est plus forcé et les parties peuvent aussi conclure des contrats de droit commun en dehors du présent arrêté. D'autre part, étaient considérés comme contrats de travail pour les entreprises publiques

les conventions de louage d'ouvrage conclues avec les indigènes, par un officier ou un fonctionnaire, au nom des services publics de l'Etat, de la colonie ou des communes. Pour éviter que les indigènes ne soient exploités par les colons, l'arrêté du 26 février 1900 a décidé que le salaire ne pourrait être inférieur à 0 fr. 40 dans les campagnes, ni à 0 fr. 60 dans les centres tels que Tananarive, Fianarantsoa, Tamatave et Majunga.

Quand on examine les résultats du travail de prestation, on constate qu'il se résume dans la construction des routes de l'est et de l'ouest. La route de l'est, de Tananarive à Tamatave, a été entreprise vers le milieu de 1897; elle fut achevée le 1^{er} janvier 1901. Parallèlement a été poursuivie l'exécution de la route de l'ouest, de Tananarive à Majunga, qui fut commencée aussi vers le milieu de 1897 et achevée en même temps que la route de l'est.

Nous avons vu comment ce régime de prestation dut être supprimé et remplacé par des impôts (1).

(1) Les journaux, mai 1908 : « Un arrêté du gouverneur général régleme la cession de la main-d'œuvre pénale aux particuliers et aux services publics. Désormais, aucun condamné ne pourra être employé à titre gratuit.

» Quand ils devront payer leurs domestiques, nos fonctionnaires cesseront de les recruter à la prison. »

La mesure à prendre relativement à la main-d'œuvre nécessaire aux colons était plus délicate : on eut l'idée de créer un Office du Travail et des renseignements économiques pour vulgariser la connaissance des ressources de Madagascar, tant dans le but de faciliter l'installation des colons et l'emploi de la main-d'œuvre, qu'en vue d'assurer des débouchés avantageux aux productions de la colonie. Il comprend un Office central à Tananarive et des offices régionaux dans chaque province ou cercle. Les demandes de main-d'œuvre doivent être adressées par les colons aux Offices de la province, rendues publiques par voie d'affiches, et sont en plus insérées dans un journal bimensuel rédigé en français et en malgache, qui paraît à Tananarive, Majunga et Tamatave.

La suppression des prestations a-t-elle été en soi une mesure commandée par les circonstances ? On peut en douter. Malgré leurs inconvénients, les prestations avaient pour elles l'avantage de parer à toutes les nécessités de l'entretien des routes et des voies de communication. Le jour où de grands travaux de réfection seront nécessaires, il est douteux qu'on trouve la main-d'œuvre suffisante. D'autre part, depuis cette suppression, les indigènes, sachant qu'ils sont libres de travailler ou de ne rien faire, refusent la plupart du temps leurs services, et la main-d'œuvre étant devenue rare est en outre très chère.

Aujourd'hui, il n'est pas possible d'employer un salarié à moins de 1 fr. dans l'Imérina, de 1 fr. 50 à Diégo-Suarez et à Tamatave; ces prix sont élevés, si on considère la faible productivité du travail malgache. Les colons ont eu toutes les peines du monde à conserver leurs engagés et surtout à en trouver de nouveaux.

Quant à l'Office du Travail, il n'a donné jusqu'à présent que des résultats négatifs, parce que s'il y a des demandes de main-d'œuvre en général il n'y a pas d'offres. Le Malgache ne se décide que sous l'empire d'une nécessité pressante à aller chercher du travail, en s'inscrivant aux bureaux de la province pour une demande d'emploi. Pour ce qui est de l'espoir que l'élévation du taux de la taxe personnelle pousserait les indigènes à travailler, il est resté chimérique. L'indigène préfère emprunter, à des intérêts usuraires, souvent aux fonctionnaires malgaches chargés du recouvrement de l'impôt, la somme dont il est redevable envers le fisc. D'ailleurs, les difficultés de perception et le nombre des cotes irrecouvrables augmentent chaque année. Aussi, dès le début de l'année 1901 (1), l'Administration a été obligée, pour faciliter le recouvrement de la taxe person-

(1) Circulaire du 10 janvier 1901 (*Bulletin officiel*, 1901, p. 16).

nelle, d'accorde aux contribuables la faculté de se libérer en journées de travail. C'est le rétablissement de la prestation sous une autre forme.

En ce qui concerne la main-d'œuvre privée, pour mettre en harmonie les arrêtés du 16 janvier 1900 avec le nouveau régime de la liberté du travail, un arrêté du 7 mars 1901 (1), qui n'a pas d'effet rétroactif, décide que pour qu'un contrat d'engagement soit revêtu du visa de l'Administration, il doit stipuler la nature du travail à exécuter par l'engagé, le taux et les conditions du salaire, le nombre des journées de travail à fournir par mois, par semaine ou par an, avec l'indication de la durée du travail quotidien, la durée de l'engagement qui ne peut excéder deux ans, enfin l'acceptation par les parties des conditions du présent arrêté. La rédaction par écrit n'est pas exigée. Cet arrêté ne prévoit plus ni minimum de journées de travail par semaine ou par mois, ni minimum de salaire. C'est conforme au régime de la liberté de travail.

La circulaire du 22 avril 1901 est revenue en arrière, en stipulant que tout contrat convenant d'un nombre de journées de travail inférieur à 15 par mois ou d'un nombre d'heures inférieur à 5 par jour ne pourrait être revêtu du visa de l'Administration (2). En outre, les contrats d'engagement

(1) *Bulletin officiel*, 1901, p. 155.

(2) *Bulletin officiel*, 1901, p. 310.

passés même entre indigènes pourront, avec l'autorisation du gouverneur général, être soumis au visa de l'Administration, et par suite recevoir une sanction pénale.

Depuis cette réglementation, la situation est devenue un peu plus satisfaisante, mais la main-d'œuvre est encore insuffisante. On a essayé d'y remédier en recourant aux étrangers, mais ces essais n'ont pas été toujours heureux. Dès la fin de 1895, 500 coolies chinois ont été employés sur les chantiers de la route de l'est, mais la mortalité fut telle chez eux qu'on dut rapatrier les survivants en 1898.

On a tenté de recruter des noirs africains sur la côte du Mozambique, mais le Gouvernement portugais s'y est opposé. Des terrassiers italiens employés en 1901 n'ont pu supporter le climat et ont dû être rapidement rapatriés. Des Chinois et des Hindous ont été recrutés pour Madagascar en 1901. Beaucoup furent employés aux chantiers du Chemin de fer de Tamatave, mais là encore la déception fut complète, et, moins de 10 mois après leur débarquement, les Chinois et les Hindous quittèrent l'île.

Madagascar ne peut donc compter que sur elle-même pour sa main-d'œuvre, et ce n'est pas par l'importation de bras étrangers, mais par une utilisation plus rationnelle de la population indigène, que celle-ci pourra être améliorée. Dès le

début de l'occupation française, on a pris des mesures nécessaires pour empêcher l'exode de nos nouveaux sujets, et lorsqu'en 1896 les colons de la Réunion voulurent engager des Malgaches, l'Administration soumit les autorisations d'émigration à des règles sévères et à de sérieux contrôles. Le 29 avril 1897, un arrêté imposa une autorisation expresse du gouverneur pour celui qui recrutait des travailleurs pour le dehors et exigea un fort cautionnement. Un décret du 6 mai 1903 encore plus étroit rend l'émigration difficile et exige des formalités plus nombreuses et aussi plus coûteuses pour l'entrepreneur.

De toutes les races qui peuplent Madagascar, la race hova peut nous être du plus grand secours pour l'accomplissement de notre œuvre économique. Le général Galliéni reconnut dès le début les ressources que pourraient offrir pour nous ce peuple, et il s'exprima ainsi à son sujet (1) : « C'est la race hova qui est la race supérieure de Madagascar, qui par ses instincts commerciaux, ses besoins de bien-être, son amour du gain, ses aptitudes au travail, est appelée à se répandre de plus en plus dans l'île entière, à absorber les autres peuplades et à donner à nos colons des

(1) Général GALLIÉNI. — Instructions du 15 juin 1898 (*Bulletin officiel*, 1898, p. 249).

auxiliaires intelligents et disciplinés si nous savons les intéresser à nos entreprises et si nous prenons dès maintenant toutes les mesures nécessaires pour encourager le développement de cette population.

Pour permettre une expansion plus rapide de la population hova, des mesures ont été prises, soit en vue de l'abaissement de la mortalité, soit en vue de l'augmentation de la natalité (1). En vertu de cet arrêté, les mariages sont régulièrement constatés et enregistrés, une application rigoureuse est faite des lois malgaches, abolissant la répudiation et punissant les avortements et les voies de fait sur les femmes enceintes ; de plus, on applique rigoureusement l'institution malgache, en vertu de laquelle les biens des individus décédés, sans héritiers directs, font retour à l'Etat. Les lois interdisant le mariage entre castes différentes ont été abrogées ; tout individu marié et père d'un enfant est exempté du service militaire ; des secours sont accordés aux pères de famille ; un impôt sur les célibataires a été créé. Enfin, une fête annuelle des enfants, avec récompense aux familles les plus nombreuses, est célébrée chaque année, au début d'avril, dans les principaux centres de l'Imérina, et notamment à Tananarive.

(1) Arrêté du 15 juin 1898 (*Bulletin officiel*, 1898, p. 246).

CHAPITRE IV

Le Commerce et l'Exportation à Madagascar

I. — *Les Métaux précieux et le Régime minier*

Nous avons vu qu'au point de vue agricole, Madagascar offrait, soit aux indigènes en les faisant profiter de nos enseignements, soit aux colons, une très grande variété de produits facilement exploitables et d'un rendement certain.

Il est en plus une autre source de richesses qui de bonne heure a attiré l'attention des immigrants et qui, pour avoir été peut-être un peu exagérée, n'en constitue pas moins un des éléments les plus appréciables du commerce d'exportation de l'île, à savoir les pierres précieuses, les métaux précieux et l'or en particulier.

Avant que la France eût établi sa domination à

Madagascar, le Gouvernement malgache possédait seul les mines et en interdisait l'exploitation aux indigènes. Jean Laborde obtint des concessions pour la recherche de minerais, mais son œuvre ne lui survécut point. En 1886, le premier ministre autorisa M. Léon Suberbie, qui fit tant pour l'établissement de notre influence à Madagascar, à exploiter les mines d'or de la côte ouest, et se réserva 10 % sur le produit brut de l'exploitation. Depuis 1896, une foule de prospecteurs s'est occupée de la recherche de gisements de minerais, et l'exploitation de l'or s'est accrue dans de notables proportions. L'examen des statistiques du commerce, de 1896 à 1903, le prouve surabondamment. En 1896, l'île exportait 112.206 fr. d'or ; en 1903, elle en exporte pour 5.856.778 fr. ; en 1904, 7.692.000 fr. Cette production s'est abaissée, il est vrai, à 6.785.000 fr. en 1905 et à 6.765.000 en 1906 (1), mais la cause de cette diminution provient non de l'appauvrissement des gisements, mais d'autres raisons sur lesquelles nous reviendrons.

Dès la conquête, l'Administration française s'occupa de créer un régime minier spécial. Pour l'or,

(1) Chiffres fournis par M. Depincé. — Madagascar 12 ans après la conquête (*Revue politique et parlementaire*, 10 mars 1908).

les métaux précieux et les pierres précieuses, un décret du 17 juillet 1896, remanié par un acte semblable du 20 février 1902, est venu fixer les conditions d'exploitation. Pour les autres minerais, un décret du 20 juillet 1897 règle la matière. Les différents décrets déterminent dans quelles conditions un prospecteur ou une Compagnie pourra se livrer à des recherches, et exigent dans tous les cas un permis de l'administration des mines. Les permis sont délivrés moyennant le paiement de taxes renouvelables et peuvent être transformés en concessions d'exploitation. Les mines ne peuvent point devenir la propriété définitive des particuliers, mais leur titre est transmissible et peut être grevé de droits réels dans les conditions du décret du 16 juillet 1897, qui réglemente la propriété foncière.

Si le propriétaire d'une concession jouit de certains avantages lui facilitant l'exploitation de ses gisements, il est tenu de se conformer à des règles très étroites, relatives par exemple aux troubles de jouissance ou aux dépréciations que son industrie pourrait occasionner aux propriétaires de la surface. De fortes peines sont prévues par les règlements, et les administrateurs exercent un très sérieux contrôle sur leurs agissements. Pour ce qui concerne la recherche de l'or, l'Administration exige de la part du porteur de permis une redevance de 10 % *ad valorem*, sur le produit de

sa concession, et toute fraude dans ses déclarations peut faire annuler l'autorisation accordée. Le concessionnaire est, de plus, astreint à une surveillance rigoureuse de la part de l'Administration, et de très fortes pénalités (jusqu'à trois ans d'emprisonnement et 25.000 francs d'amende) peuvent être appliquées pour violation des règles prescrites.

Le service des mines est rattaché à la direction des travaux publics par arrêté ministériel du 18 juin 1900, et plusieurs bureaux situés dans diverses régions de l'île s'occupent de la délivrance des permis et du contrôle de l'exploitation. Ce qui prouve bien le développement qu'a pris dans l'île l'exploitation des métaux précieux, ce sont les chiffres des recettes de l'administration minière qui s'élevaient en 1898 à 49.387 fr. pour passer à 205.242 fr. 31 quelques années après, et chiffrer à 400,000 fr. en 1904. En 1902, il y avait 97 exploitations d'or ouvertes pour 47.979 hectares ; en 1903, 136 pour 84.079 hectares 60 ares. Pour les métaux autres que l'or, en 1903 il y avait 12 exploitations pour 9.922 hectares 34 ares.

L'or prend une place de plus en plus considérable dans le commerce d'exportation de notre grande colonie, et il est regrettable que l'arrêté du gouverneur, en date du 3 juin 1905, complété par celui du 23 juin, soit venu modifier malencontreusement celui du 20 février 1902. Ce

décret a arrêté le mouvement de prospection, et ce n'est que grâce à l'application de mesures revenant à peu de choses près aux dispositions libérales de la législation antérieure, que le mal a pu être enrayé (1).

(1) Décret portant dispositions complémentaires au décret du 20 février 1902, réglementant la recherche et l'exploitation de l'or, des métaux précieux et des pierres précieuses à Madagascar.

23 juin 1905.

Le Président de la République Française,

Vu l'arrêté en date du 3 juin, par lequel le gouverneur général de Madagascar a, par application de l'article 6 du décret du 20 février 1902, interdit les travaux de recherches et d'exploitation de l'or, des métaux précieux et des pierres précieuses dans les terrains restant actuellement libres sur toute l'étendue de la colonie ;

Considérant qu'il y a lieu, toutefois, de maintenir le droit de priorité que leurs explorations peuvent valoir aux prospecteurs pour l'obtention ultérieure de permis de recherches.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les demandes de permis de recherches de gîtes naturels d'or, de métaux précieux et de pierres précieuses à Madagascar, formulées dans les conditions du titre II du décret du 20 février 1902, seront, nonobstant les stipulations contenues dans l'arrêté du gouverneur général de Madagascar, en date du 3 juin 1905, reçues et enregistrées ainsi qu'il est stipulé à l'article 12

L'or se trouve en alluvions dans un assez grand nombre de rivières et surtout dans la rivière *Amposary*, à l'est d'*Ambositra*, qui fournit de 3 à 4 grammes d'or par mètre cube.

La grosse question, capitale pour l'industrie aurifère dans l'île, est de savoir si le précieux minéral se trouve à l'état de filons ; quelques gisements ont été découverts au cours de ces dernières années, et, bien que leur richesse ne soit pas comparable à celle qu'offre ceux du Transvaal, leur exploitation donne quand même un résultat appréciable.

du décret précité, mais n'auront d'autre effet que de fixer la priorité des demandes et le droit éventuel pour les demandeurs à l'obtention de permis de recherches, suivant les dispositions de la nouvelle réglementation à intervenir sur la matière. Il ne sera statué sur ces demandes de permis de recherches qu'après la promulgation à Madagascar de ladite réglementation.

ART. 2. — L'arrêté du gouverneur général de Madagascar, en date du 3 juin 1905, est réformé en tout ce qui est contraire aux dispositions de l'article 1^{er} du présent décret.

ART. 3. — Le ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 juin 1905.

Emile LOUBET.

P. le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,

CLÉMENTEL.

L'île renferme des richesses minières dans toute son étendue, et, de l'avis de prospecteurs autorisés, certaines régions non exploitées encore réservent des surprises aux futurs concessionnaires. Des gisements ont été découverts dans la région de *Sahapaka*, *Sakaleona*, et dans le district de *Marolamba* ; d'autres sont exploités dans le sud, vers la vallée de *Matitanana*. Dans la région sakalave, la Compagnie lyonnaise possède l'important gisement de *Dabolava*.

Les exploitants paient leurs travailleurs de la manière suivante : ou bien 60 fr. les 27 grammes en percevant une taxe variant entre 0.03 et 0.05 par jour et par homme, ou bien sans retenir de taxe d'aucune sorte, mais dans ce cas le taux est moins élevé et ne dépasse pas 50 fr. les 27 gram. ; le mode de paiement n'empêche pas la convention d'être un véritable contrat d'engagement. Les travailleurs des exploitations aurifères se recrutent presque exclusivement parmi les Betsiléos, mais les régions aurifères sont difficilement ravitaillées et des plus malsaines.

Les modes d'exploitation et de traitement du minerai d'or sont encore très rudimentaires à Madagascar, et il serait à souhaiter que, pour obtenir un meilleur rendement, les concessionnaires emploient un matériel plus moderne et plus économique.

MM. Meurs et Boussand ont substitué à l'ancien

procédé de la *battée*, employé de tout temps par les indigènes, l'emploi du *sluice*, très en faveur en Californie, dans les Guyanes et en Australie. 15 hommes travaillant à la sluice produisent le même résultat que 600 utilisant la battée (1).

Les recherches, jusqu'à ces dernières années, s'étaient portées vers les gisements alluvionnaires, plus aisés à exploiter et de découverte plus économique. Les résultats, tantôt bons, tantôt médiocres, ont décidé quelques puissantes compagnies à diriger leurs recherches scientifiquement et à relever les gisements de roches aurifères dont l'usure produit les alluvions (2). Quelques importantes découvertes ont couronné ces efforts, et

(1) Les journaux, mai 1908. « Les nouvelles qui parviennent des placers sont satisfaisantes. Les prospecteurs des régions de Mananjary et d'Ambositra sont parvenus à imposer aux indigènes ennemis de tous progrès l'emploi des procédés industriels. A la battée on a substitué un nouveau procédé, et il en est résulté une diminution appréciable dans le coût de la main-d'œuvre et une augmentation sensible dans le rendement. »

(2) DEPINCÉ. — Quinzaine coloniale (*Revue politique et parlementaire*, 10 juillet 1906).

« Tout condamne cette colonie pour de longues années encore à la médiocrité, à moins que la découverte de quartz aurifère ne se confirme et ne vienne lui donner un coup de fouet qui détermine son essor. »

dans un de ses tout récents discours à Lyon, le gouverneur général de Madagascar, M. Augagneur, a indiqué la marche à suivre pour obtenir des succès sinon immédiats, du moins à brève échéance. Quelques extraits de son discours expriment bien son opinion :

« On a fait croire qu'à Madagascar il n'y avait qu'à se baisser pour ramasser des pépites d'un volume énorme. Il y a eu des désillusions et le zèle s'est ralenti, trop ralenti ; il y a de l'or à Madagascar, beaucoup d'or, mais ce qui manque ce sont les capitaux pour le mettre en valeur et des prospecteurs compétents pour le trouver.

» Il existe de l'or à Madagascar. Les alluvions en contiennent, et récemment à Diégo, dans l'espace d'un mois, un prospecteur a trouvé 400 kilogrammes d'or, ce qui représente une somme de un million environ.

» Il y a à faire à Madagascar ; il faut pour se lancer dans cette voie faire des recherches pendant des mois, des années, avec des capitaux, avec des machines spéciales permettant des recherches vraiment scientifiques, au lieu des voies empiriques et insuffisantes dans lesquelles on s'est égaré jusqu'à présent. »

Indépendamment de l'or, certaines pierres précieuses se trouvent en grande abondance dans l'île, notamment la tourmaline, le béryl et le saphir qui ont tenté à juste titre les recherches

de nombreux exploitants et constituent une richesse évidente.

Le fer, la houille, tous deux de bonne qualité, se trouvent sur plusieurs points de Madagascar, et il est à croire que leur exploitation, jusqu'ici négligée, sera reprise et développée lorsque les progrès économiques et sociaux de l'île en permettront l'utilisation sur les lieux mêmes. On trouve aussi du cuivre, du plomb, du soufre, du nickel, mais ce ne sont point encore des produits d'exportation.

Pour longtemps encore, l'or sera la seule richesse minière qui fera l'objet d'une exportation suivie, et les statistiques nous montrent bien l'importance qu'acquiert son exploitation.

II. — *Le Mouvement commercial*

Le commerce, sous condition d'observer les prescriptions spéciales, est libre, à Madagascar, et n'a cessé d'augmenter de 1896 à 1902. En 1896, le chiffre total s'élevait, tant en importations qu'en exportations, à la somme de 17.593.882 francs ; en 1902, à 55.433.476 francs, et cette progression, faite sans à-coups, prouve bien le développement

rationnel de la production agricole et de l'industrie locale.

L'aiguillon des besoins nouveaux, nés au contact de la civilisation, se fait sentir, et la paresse invétérée des habitants de l'île, réveillée, ils font appel aux produits jusque-là pour eux inutiles et que leur fournit l'industrie métropolitaine.

Il est vrai de dire que les chiffres d'importation donnés pour les années 1900, 1901, 1902 et même 1903, ne doivent être acceptés qu'avec une certaine réserve, car pendant ce laps de temps l'administration de la guerre et des travaux publics a importé une grande quantité de matériel, et pour la mise en état de défense de l'île, et pour l'exécution des grands travaux, tels que le chemin de fer et les créations d'appontements.

A partir de 1903, une chute brusque dans le total des transactions s'est produite, et cette décroissance, qui atteint la somme de 9 millions, fournit aux adversaires de notre colonie un argument en apparence irrésistible, alors qu'il était aisé de voir sa faiblesse. Le chiffre de 1905, comparé à celui des années antérieures à 1900, représente la plus-value normale.

De plus, si au début de la conquête le marché de Madagascar était aux mains des Anglais, des Allemands et des Américains, maintenant, grâce à l'application du tarif des douanes, notre industrie a su s'implanter et prendre le premier rang.

Jusqu'à la loi d'annexion du 6 avril 1896, les marchandises françaises furent frappées, comme les importations étrangères, d'un droit d'entrée de 8 % *ad valorem*. Elles ont été ensuite admises en franchise dans les postes occupés par le service des douanes. Une loi enfin, du 16 avril 1897, a placé Madagascar sous le régime de la loi française du 11 janvier 1892.

Actuellement la part de la France dans l'importation des marchandises est de 86 %, celle des colonies françaises de 5 % et celle de l'étranger de 9 %.

Le commerce s'est développé beaucoup par suite de l'ouverture des voies de communication, et si au début les échanges et les transactions ne se faisaient que sur les côtes seules, maintenant les chemins de fer et les routes étendent le mouvement commercial dans l'intérieur des terres.

Pour la même raison on peut expliquer en partie la décroissance du chiffre des importations que nous avons énoncées précédemment. La création de voies de communication, jointe à la sécurité qui faisait défaut dans le pays avant l'établissement de notre domination, a permis aux habitants de faire des échanges dans l'intérieur même de l'île et de ne plus s'adresser pour l'achat de certaines denrées, telles que le riz, aux pays voisins.

La France entre pour la plus grosse part dans

le total seul des importations, et elle a su prendre pour certaines productions telles que les tissus de cotons, à l'importance desquels se mesurent l'activité économique de l'île et le pouvoir d'achat des habitants, la première place en 1905. 13.173.000 fr. dépassant de plus d'un million le chiffre de 1900, le plus élevé jusqu'alors.

Là encore la France a pris la situation jusque-là occupée par l'Angleterre et l'Amérique. Sur un chiffre total de 10.999.141 la métropole fournit 9.865.128.

La France importe encore des vins, des eaux-de-vie, des ouvrages de métal, de la houille, des céréales. Beaucoup de ces produits diminuent chaque année par suite de l'acclimation graduelle des mêmes produits dans l'île ou l'installation d'industries similaires.

Après les hésitations du début, les approvisionnement de toute nature faits en trop grande quantité, — tout à fait en désaccord avec les besoins du moment, — en résumé après la crise qui a causé les déboires de plusieurs maisons de commerce, le tassement, peut-on dire, s'est fait, et en 1906 l'équilibre normal a fini par s'établir. Cette année les importations chiffrent pour 36.500.000, et les exportations passent de 3.600.000 fr. en 1896, à 28.120.000 fr. en 1906.

En 1896 les importations représentaient 79 %.

du mouvement commercial total contre 21 % seulement pour les exportations.

En 1906 la part des importations n'est plus que de 58 %, tandis que celle des exportations s'élève à 42 %.

Ces chiffres par eux-mêmes assez éloquents montrent combien sensible est l'éveil de la population indigène à notre activité commerciale, et aussi combien justifiées sont les espérances que le Gouvernement avait fondées sur les richesses économiques de Madagascar. Il est juste de dire que les efforts de certains colons et aussi de producteurs de la métropole ont singulièrement influé sur les destinées du commerce de Madagascar, et tout semble indiquer que le mouvement d'accroissement économique ne fera que s'accroître.

Les ports, du moins certains, prennent chaque année une importance de trafic plus considérable, et si Tananarive capitale n'est plus, au point de vue commercial et agricole, que d'une importance secondaire, Tamatave, par contre, port des plus animés, est le point de l'île qui, par ses échanges de marchandises, occupe au point de vue économique le premier rang ; Tamatave, port qui est loin d'être parfait au point de vue maritime, et qui peut être plutôt considéré comme une rade foraine exposée à tous les vents du nord, est l'exutoire naturel de toutes les opérations commerciales de la partie orientale de l'île, et c'est pourquoi, après

des hésitations, cette ville a été choisie comme points terminus de la ligne de chemin de fer de Tananarive à la mer.

Majunga et Diégo-Suarez ont un commerce de plus de 5 millions, Nossi-Bé et Mananjary 2 millions, Andevorante 1 million. Cette dernière ville, qui semblait devoir prendre un essor considérable étant donné son port naturel à l'embouchure de l'Yaroka, a dû être abandonnée : la barre qui le sépare de la mer aurait nécessité des travaux considérables que le voisinage de Tamatave florissant eût peut-être rendu inutiles.

Les exportations se font surtout du port de Majunga, d'où s'expédient de grandes quantités de bœufs, et l'exploitation des mines d'or de l'ouest de l'île accroîtra encore l'importance de cette ville maritime. En 1903 le chiffre des exportations s'élevait à 2.700.000 fr.; la même année Tamatave exportait pour 8 millions et Vohemar pour 1.200.000 fr.

Les gouverneurs généraux de Madagascar ont porté tous leurs soins sur les mesures de nature à favoriser le développement du commerce de l'île, et dès le début de la conquête, par arrêté du 7 novembre 1896, des « Chambres consultatives de commerce et d'industrie » ont été créées. Leur but était d'étudier toutes les questions économiques, de représenter en toute occasion les intérêts commerciaux et industriels, et de donner enfin

leur avis sur toutes modifications nécessaires en urgentes à apporter aux règlements et arrêtés en la matière.

Un arrêté du 26 février 1906 a modifié sur certains points celui du 7 novembre 1896.

Des musées commerciaux ont été organisés dans les principales villes de Madagascar pour permettre aux négociants de toutes catégories de se rendre compte, et d'une part des productions que peut fournir la colonie, et d'autre part des marchandises métropolitaines qui peuvent aisément trouver des débouchés.

Dès notre installation dans l'île, notre système métrique décimal a été rendu obligatoire et divers arrêtés ont créé des bureaux de vérification des poids et mesures.

La conséquence de l'introduction de ces institutions a été de faire disparaître tous les moyens d'échange précédemment usités, et, sauf dans quelques régions très isolées, les transactions commerciales se font comme dans la métropole.

Par décret du 15 octobre 1902, il a été imposé aux commerçants d'avoir des livres de commerce tenus régulièrement, et deux décrets du 28 octobre 1902 et du 19 février 1903 donnent aux marques de fabrique et de commerce et aux brevets d'invention la protection légale dont ils jouissent en France.

En conclusion, Madagascar possède de nom-

breux éléments de transactions diverses, et nous avons vu qu'au point de vue agricole elle est à même de fournir à notre pays des produits qui jusqu'à ces dernières années nous faisaient les tributaires de colonies étrangères.

Le sud africain peut nous fournir ce qui nous manque, principalement le charbon, et en revanche, l'exportation du bétail malgache ne peut qu'augmenter. Des conventions strictement établies et surtout des communications régulières seront tout à l'avantage des deux pays.

L'élan commercial est donné, et en bonne voie ; il faut souhaiter que l'esprit d'initiative et l'activité de nos colons sachent parachever l'œuvre entreprise (1).

L'esprit des indigènes s'est fait aux notions commerciales, et sous l'influence de nos colons et du développement des moyens de communication, ils ont reconnu les avantages qu'ils pouvaient

(1) *La Dépêche coloniale*, 22 janvier 1908. « Madagascar a fait une année exceptionnellement bonne, et si tous les résultats obtenus ne paraissent pas encore définitivement acquis pour l'avenir, il est certain que 1906 aura marqué un progrès réel. C'est à l'augmentation de l'exportation de tous les produits, sauf l'or, qu'est dû principalement cet état de choses, et cette généralité dans le progrès est un indice rassurant pour les années futures. »

retirer de l'exploitation rationnelle et raisonnée des produits que l'île fournit en abondance.

Le Comité de Madagascar que nous avons déjà cité et qui a pris pour tâche de faire connaître aux Français la grande Ile méconnue si longtemps, par les détails nombreux qu'il a fournis aux colons et aux commerçants, a su remettre au point les exagérations autant dans le sens optimiste que dans le sens pessimiste.

A lui pour une grande part la France sera redevable de la prospérité de Madagascar.

CHAPITRE V

Des Réformes sociales à Madagascar

I. — *La Question religieuse et d'enseignement*

On prétend que, lors de la conquête de l'Annam, nos troupes pénétrant dans un village découvrirent au fronton d'un temple cette inscription bien caractéristique :

« Les lois, la force, enchaînent pour un temps,
L'enseignement seul enchaîne pour jamais. »

Cette maxime semble avoir inspiré toujours les conquérants français, qui, au contraire de la race saxonne appelée par Sir Charles Dilke « The only extirping race », ont cherché à s'assimiler la population indigène, et dans ce but n'ont cessé de développer l'enseignement qui par la propagation de

la langue et des procédés de travail inculque aux peuples soumis l'amour de la France et de sa civilisation. Champlain, pour inspirer « un courage français » aux indigènes, leur enseignait la langue française.

Ce procédé, s'il fait honneur à nos sentiments humanitaires, n'est pas sans présenter souvent de réels dangers pour le pays conquérant, et il offre des inconvénients qu'il est difficile d'éviter.

Trop instruits, les indigènes s'assimilent mal les rudiments très multiples et d'ordres divers d'instruction que nous leur inculquons, ce qui n'empêche que pleins de fatuité ils se croient très rapidement supérieurs en connaissances à leurs éducateurs.

Leur savoir leur sert à attiser autour d'eux la haine de l'étranger et souvent même à prêcher la révolte.

On a reproché au général Galliéni d'avoir appliqué trop vite, à Madagascar, les principes de notre enseignement laïque et obligatoire, tel qu'il est organisé dans la métropole, et on a dit que ce système très cher semble déplacé dans ce milieu indigène encore hostile à la diffusion complète des mœurs, langue, instruction, habitudes françaises, et dans lequel encore longtemps l'hérédité, le climat, les habitudes séculaires maintiendront l'âme malgache.

Le reproche qui a été fait à notre ancien gou-

verneur général en ce qui concerne la grande Ile a été prévu pour l'Algérie, quand s'est également posé tout dernièrement le problème d'un enseignement général à donner aux populations.

Le sens intime de beaucoup de nos connaissances échappe, dit-on, aux indigènes, et dans leur esprit se produit le heurt de deux systèmes si opposés qui ne s'entament réciproquement qu'à la longue, à savoir celui qui héréditairement a dominé depuis des siècles et celui que nous voulons importer, et qui est plus conforme à notre culture intellectuelle développée.

Actuellement, le nombre des écoles existantes est de 385 sous le contrôle officiel et de 295 créées par les missions religieuses ; il semble que pour le moment l'instruction soit assurée par des services largement suffisants, étant donné surtout que nous ne pouvons songer à éduquer que les populations assez développées pour comprendre la nécessité de notre enseignement et en saisir les subtilités. Pour l'instant, les Hovas seuls sont à même de profiter de nos écoles ; pour ce qui concerne les autres populations, leur mentalité inférieure les met en dehors de notre rayon d'action pour de longues années encore.

Des maîtres indigènes sous la direction d'Européens assurent le service d'enseignement en grande partie et sont formés dans une Ecole normale instituée à Tananarive.

On s'est rendu compte de la nécessité qui s'imposait de développer l'enseignement professionnel, et chaque école primaire possède son enseignement spécial sous la direction de contre-maîtres indigènes et de maîtresses de couture.

Mais à la question de l'enseignement proprement dit s'en rattache une autre d'une grande importance dans l'île, et qui ces derniers temps surtout a suscité d'importantes et d'acharnées discussions dans les sphères gouvernementales et coloniales : c'est la question religieuse et d'enseignement religieux.

De tout temps, bien avant notre conquête, Madagascar semblait avoir été la terre d'élection des diverses missions religieuses qui, bien qu'on ne puisse nier de manière générale les progrès qu'elles ont fait réaliser à l'idée de civilisation, n'avaient point tardé à faire de la politique et auprès du gouvernement local et auprès des populations.

Toutes les difficultés que nous avons eu à vaincre auprès de la cour d'Emyrne nous ont été en grande partie suscitées par les missions évangéliques anglaises, et la haine du Français a été toujours attisée par ces œuvres à allures religieuses et à but politique.

La conquête opérée, dans l'intérêt de la sécurité de notre domination et pour prévoir à tout jamais le retour de pareilles difficultés, il était nécessaire

dé régler et étroitement les questions d'enseignement missionnaire.

A quelle confession qu'ils appartenissent, les missionnaires français ont toujours été au-dessus de tout soupçon, mais les autres pays européens, protestants surtout, ont souvent fait œuvre anti-française.

La religion protestante pouvait créer de grandes difficultés à notre Gouvernement par les principes de recrutement du clergé indigène. Des Hovas pouvaient, étant nommés prêtres, nommer eux-même de nouveaux desservants, et souvent en tel nombre qu'il dépassait les besoins du culte.

Cet excès de prêtres pouvait à un moment donné fournir les éléments d'une agitation religieuse et amener des soulèvements en forme de guerre sainte.

Placés loin de la surveillance directe et temporisatrice des prêtres européens, ces prêtres indigènes, par leurs excès de langage et de religiosité, pouvaient acquérir une grande influence, et il fallait éviter les dangers de l'éthiopianisme de l'Afrique du Sud, où les prêtres de race blanche ont été expulsés des édifices religieux.

Les églises étaient devenues des lieux de réunions et le gouverneur général a proclamé l'interdiction de réunions qui n'étaient point justifiées pour des raisons cultuelles, et de celles aussi qui avaient lieu dans les maisons privées ou en plein air,

même avec un but religieux. M. Augagneur donne lui-même, dans une de ses récentes conversations, l'explication de sa politique à ce sujet.

« Oui, je crains que les églises protestantes indigènes ne se transforment en centres d'agitation politique. Nous avons nui aux intérêts de l'aristocratie hova, nous l'avons dépouillée de ses esclaves, de ses fonctions, de ses privilèges. Cette aristocratie très intelligente s'est efforcée partout de garder du moins son influence morale, et elle a cru y réussir en s'emparant de la direction réelle de la prédication religieuse. N'oublions pas que toute cette aristocratie était protestante avant la conquête ! Je pourrais montrer des rapports de chefs de province prouvant que la crainte que j'exprime n'est pas sans fondement. Donc, donner la liberté de réunion aux indigènes se réclamant d'une religion occidentale serait aussi imprudent que l'accorder aux indigènes groupés autour de leurs sorciers. Il se peut que le prosélytisme en éprouve quelques difficultés : nous ne sommes pas allés à Madagascar pour assurer ce prosélytisme. »

Pour conséquence, en vue de ces dangers, des mesures ont été prises pour limiter le nombre des édifices religieux qui s'élevaient à 3.400 églises ou temples dont 3.145 pour 700.000 chrétiens. Loin de vouloir empêcher les pratiques religieuses que chacun est libre de suivre à sa guise, le gouver-

neur général a réglementé seulement l'exercice des diverses confessions.

Les missions avaient acquis une importance trop considérable dans l'esprit des indigènes, qui par suite étaient souvent détournés du travail manuel ; il a fallu restreindre l'empiètement exagéré des croyances sur le domaine utile et matériel de la vie indigène.

Les écoles confessionnelles créées en beaucoup trop grand nombre ont été restreintes, et les catéchismes ont dû céder le pas devant les écoles officielles. Les écoles particulières réglementées ont dû, comme en France, fournir des directeurs munis de brevets et de diplômes. Ce n'est point, comme on a dit, une manœuvre d'anticléricalisme qui a été menée à Madagascar, mais on a prouvé qu'au delà des mers aussi bien que dans la métropole, il n'y avait qu'un genre d'enseignement, celui qui est soumis aux règles légales.

II. — *L'Assistance et l'Hygiène*

En examinant l'œuvre du général Galliéri à Madagascar, nous avons vu que la question d'assistance et d'hygiène avait été, dès la conquête, une

des principales préoccupations de l'Administration française.

On estima tout d'abord que le système, tel qu'il avait été conçu, était disproportionné avec les ressources du pays, et qu'au point de vue financier, il eût mieux valu lui donner moins d'ampleur, sauf à le développer progressivement.

Quoi qu'il en soit des mesures prises au début, l'œuvre mise au point de nos jours permet de se rendre compte qu'il ne faut point regretter un peu de prodigalité, lorsque des résultats comme ceux que l'on a pu et que l'on peut constater journellement viennent par des faits glorifier l'œuvre accomplie.

L'œuvre d'assistance offrait à Madagascar une importance particulièrement considérable, en ce sens que du relèvement physique de cette race, si déprimée et si affaiblie par les maladies, dépendaient le relèvement moral des habitants et la force future de l'île.

Madagascar, pour une superficie de près de 600.000 kilomètres carrés, comptait à peine 2.000.000 d'habitants, et, bien que la natalité y fût considérable, les mauvais soins donnés à l'enfance, les maladies endémiques et surtout l'alcoolisme, maintenaient à l'état stationnaire ou à peu près le chiffre total de la population.

Un double intérêt devait donc guider les efforts de nos administrateurs au point de vue sanitaire :

le sentiment d'humanité et le souci d'accroître les forces économiques de notre grande colonie.

En quelques mots nous pouvons reprendre ce qui fut fait par le général Galliéni au début de la conquête.

Comme sous la loi malgache, le *Fokon-Olona* assura l'assistance médicale, mais c'était l'hôpital de Tananarive et les établissements sanitaires qui donnaient des consultations gratuites sous le contrôle de l'Administration et fournissaient les médicaments.

Une école officielle de médecine fut chargée de former des médecins, et chaque circonscription de province possédant un hôpital fut mise à même d'assurer le service sanitaire sous la haute surveillance de l'officier du corps de santé.

La vaccine fut déclarée obligatoire surtout pour les enfants en bas âge, et des hospices de lépreux et de varioleux créés à l'effet d'isoler les contagieux permirent d'annihiler ou du moins d'atténuer les effets de ces maladies si communes chez les indigènes.

Pour le moment, Madagascar, qui a encore étendu et perfectionné ses divers services d'assistance, peut être citée comme le modèle du genre et possède des écoles de médecine et de sages-femmes, un institut Pasteur, des formations sanitaires de tous genres dispersées sur toute l'étendue de l'île.

Les dépenses occasionnées par ces divers services s'élèvent pour ces dernières années à 1.115.000 francs fournis par des taxations spéciales à ce destinées et qui sont payées sans difficultés par les habitants. L'entrain mis par les Ilovas à payer cet impôt encore assez lourd, et surtout l'empressement qu'ils mettent à user des services médicaux et des soins qui leur sont fournis, prouvent surabondamment le cas qu'ils font de notre assistance.

S'il a été facile de constater une légère diminution dans le nombre des cas de certaines maladies, on ne peut encore juger des résultats que produiront, dans le chiffre de la mortalité par exemple, les services d'assistance. Dans quelques années, les statistiques fourniront des chiffres éloquents.

III. — *Des Impôts et des Réformes à l'étude*

Une des réformes qui préoccupe le plus le gouvernement général de Madagascar, et qui réalisée serait un des plus sûrs moyens de s'attacher les populations, est la réforme du système fiscal.

Les populations sont astreintes au paiement de

très lourds impôts, et les plus pauvres eux-mêmes sont souvent taxés au delà de leurs ressources. La capitation figure au nombre des bénéfices de l'île pour la plus grande part (12.672.000 francs pour 1905). Au budget de 1907, cet impôt figure dans un total de recettes de 23.484.000 francs pour 11.686.000 francs.

En plus de la capitation, nous trouvons la taxe d'assistance médicale (1.150.000 fr.) et l'impôt foncier 110.000 francs. Il est vrai de dire que ces impôts varient avec les régions, mais ils pèsent de manière inégale sur les populations puisqu'on ne se base pas sur les ressources réelles de chaque contribuable.

L'Administration s'est si bien rendue compte des inégalités choquantes qui sont réalisées par l'application de ces divers impôts, que des études sont faites pour faire payer les taxes d'après les ressources de chacun. Pour commencer, des dégrèvements ont été opérés pour alléger les charges de certains, et ils ne s'élèvent pas à un chiffre inférieur à 1.200.000 pour 1907.

Quoi qu'il en soit, le maximum de ce qui peut être demandé à chaque contribuable est atteint, et sous peine de voir s'épuiser les ressources des revenus de l'île et peut-être de voir se produire des soulèvements, on ne peut augmenter les charges annuelles.

La situation financière de l'île est excellente

pour le moment; et, bien que depuis 1903 la métropole ait supprimé la subvention annuelle qu'elle fournissait, notre jeune colonie se suffit entièrement à elle-même, et ses budgets se soldent même par des excédents. Madagascar possède une réserve importante de fonds qui lui permettront de faire face aux obligations qui lui sont imposées par ses grands travaux sans recourir aux emprunts.

Des économies importantes sur les divers services de l'île et les traitements des fonctionnaires ont été réalisés ces derniers temps, et M. Augagneur augure de ces nouvelles réformes un accroissement du mouvement économique. Il dit lui-même tout récemment, lors de son dernier voyage en France :

« Les impôts rentrent sans difficulté, la culture s'étend dans de grandes proportions sur le plateau central. Un fait est démonstratif : au lieu d'exiger l'impôt en un terme, j'accepte le paiement par tiers. Résultat : augmentation du rendement ; réduction de plus de 50 % dans les mesures fiscales répressives. Financièrement, la situation est nette, nos recettes dépassent de beaucoup nos dépenses, et nous pourrons, comme je vous l'ai dit, terminer le chemin de fer sans nouvel emprunt. »

Eviter des emprunts et subvenir aux divers besoins de l'île avec les ressources locales, voilà le but que semble s'être proposé le gouverneur

général et qui permettra à l'île de faire valoir ses propres ressources et d'augmenter la richesse publique.

En plus des ressources que nous avons énumérées et qui sont soumises à des réformes indispensables au point de vue social, le budget local a des sources de revenus importantes, telles que les revenus des mines, 760.000 fr.; les patentes, 530.000 fr.; l'impôt sur les rizières, 470.000 fr.; l'impôt sur les propriétaires d'animaux, 1.350.000 francs; la taxe de consommation sur les marchandises importées, 3.200.000 fr.; les recettes postales et télégraphiques, 642.000 fr. (1), etc.

Le chiffre fourni par les douanes est très minime, et c'est peut-être dans l'organisation du régime commercial imposé par la métropole à la colonie qu'il faut chercher la cause des charges fiscales excessives qui pèsent sur les indigènes.

Les consommateurs malgaches sont obligés de s'approvisionner sur le marché de la métropole, et ce système, qui rappelle les vieux principes de commerce entre colonie et pays souverain seulement, devrait être, sinon supprimé complètement, du moins rendu moins sévère et moins strict. Il est évident qu'il y a là empêchement

(1) Chiffres fournis par M. DEPINCE. — *Revue politique et parlementaire*, 10 mars 1908.

pour la colonie de voir ses ressources augmenter dans de fortes proportions, plusieurs millions peut-être. Il est à croire que maintenant que la sécurité de la colonie ne laisse plus à désirer, que surtout le commerce français ayant pris de beaucoup la première place n'a plus rien à craindre de la concurrence étrangère, ces barrières douanières seront abaissées pour le plus grand bien de la colonie et le bien-être des indigènes allégés de certains impôts dès ce jour.

CONCLUSION

CONCLUSION

Dans une rapide étude nous avons cherché à montrer que, quelles que soient les opinions trop répandues dans un certain milieu, la France n'a jamais perdu les brillantes qualités de colonisatrice, qui depuis les origines de son histoire ont fait sa gloire.

La France, plus peut-être que toute autre nation, a toujours eu le goût des expéditions lointaines, et si ces dernières années elle a eu moins d'occasions de faire la preuve de son tempérament aventureux, nos plus récentes expéditions coloniales ont prouvé qu'elle savait organiser et développer, économiquement parlant, ses conquêtes.

Notre étude sur Madagascar vient à l'appui de notre opinion, et il suffit d'examiner l'œuvre accomplie dans la grande Ile depuis la conquête, pour ne plus douter du génie colonisateur français. Nous avons vu à la suite de combien de tâtonnements et d'hésitations notre pays s'était décidé à

prendre possession, de manière définitive, de Madagascar.

Peut-être plus par les événements qu'à la suite d'un projet résolu depuis longtemps, nous avons été amenés à réaliser cette œuvre coloniale ; mais il est certain que dans un bien court laps de temps, de la conquête à nos jours, nous avons fourni pour cette colonie de bien plus grands efforts que pour toute autre.

Dans cette vaste île peu peuplée et dont la plupart des habitants, hostiles à notre domination, ignoraient tout de notre civilisation, deux gouverneurs à méthodes peut-être différentes, mais à but identique, ont créé des services administratifs complets, tracé des routes et des voies ferrées, implanté des industries et développé le commerce.

Tant au point de vue matériel que moral, Madagascar a été dotée des perfectionnements les plus récents et a profité de toutes les expériences coloniales tentées depuis de longues années.

Nous avons été, il est vrai de le dire, singulièrement aidés dans notre tâche par le naturel éminemment pacifique des populations, mais la France de son côté a fait preuve une fois de plus de son aptitude colonisatrice.

Les Hovas veulent être traités avec bienveillance, et à condition qu'on respecte leurs institutions, leurs mœurs et leurs coutumes, sont facilement gouvernables.

La politique suivie à Madagascar a sagement évité toute dangereuse tentative d'assimilation, et dans la mesure du possible les vieilles coutumes administratives hovas ont été conservées sous le contrôle de nos administrateurs.

Sauf quelques révoltes dont certaines ont causé des inquiétudes au Gouvernement, l'île est depuis quelques années tout à fait calme et pas un coup de fusil n'a été tiré en 1907, ce qui prouve la sécurité que notre conquête offre aux colons et aux voyageurs.

L'importance de Madagascar a été tour à tour, ou considérablement augmentée ou dépréciée à l'extrême ; il faut savoir prendre une juste mesure, et sans crainte de se tromper on peut dire qu'au point de vue colonial Madagascar est une bonne colonie qui ne peut qu'augmenter d'importance par la suite.

Nous avons vu que ses sources de richesses, soit agricoles, soit minières, étaient nombreuses, et les statistiques commerciales sont en continue croissance.

Lorsque les voies ferrées, encore pour la plupart en construction ou en voie d'achèvement, seront finies, sans nul doute le commerce extérieur de l'île augmentera et les produits du pays trouveront un sûr écoulement jusqu'ici impossible.

En résumé, Madagascar est en bonne voie de

développement, mais il faudrait faire connaître aux Français les éléments divers qu'elle renferme. Comme le disait récemment M. Augagneur, la grande Ile ne sera jamais une colonie de peuplement, l'immigration de travailleurs français n'y est pas possible, mais nos compatriotes peuvent exercer là-bas le rôle de surveillants, de directeurs de travaux, et exploiter de la sorte les richesses nombreuses qu'offre Madagascar.

VU: LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE.

Montpellier, le 12 mai 1908.

M. MOYE.

Montpellier, le 13 mai 1908.

VU : Le Doyen,

VIGIÉ.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Montpellier, le 14 mai 1908.

Le Recteur,

Ant. BENOIST.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	7
 PREMIÈRE PARTIE. — INTRODUCTION SUR LA	
COLONISATION FRANÇAISE EN GÉNÉRAL	13
 CONSIDÉRATIONS HISTORIQUES SUR LA COLONISATION	
FRANÇAISE.	13
I. Des origines à 1815	13
II. — De 1815 à 1870	25
III. — De 1870 à nos jours	32
IV. — Des caractères de la colonisation fran- çaise aux débuts du xx ^e siècle.	40
 DEUXIÈME PARTIE. — DES DIFFÉRENTES PHASES DE	
L'OCCUPATION FRANÇAISE A MADAGASCAR . . .	67
 CHAPITRE I. — Description géographique de l'île de	
Madagascar. Populations qui l'habitent . .	67
 CHAPITRE II. — De la découverte de Madagascar et	
des tentatives de colonisation faites par les	
Français avant la conquête.	82
1 ^{re} Période : Des origines à 1811	82
2 ^e Période : De 1811 à 1883	96
 CHAPITRE III. — La conquête de Madagascar par la	
France	111

	Pages
1 ^{re} Période : De 1883 à 1885.	111
2 ^e Période : Le protectorat	118
3 ^e Période : La campagne de 1895. La conquête .	122
TROISIÈME PARTIE. — L'ADMINISTRATION FRAN-	
CAISE A MADAGASCAR.	129
CHAPITRE I. — Rapide examen de l'œuvre du général Galliéni à Madagascar. . . ,	129
CHAPITRE II. — Ressources agricoles de l'île et des éléments nécessaires à leur exploitation. . . .	141
CHAPITRE III. — La main-d'œuvre à Madagascar avant et après la conquête	156
CHAPITRE IV. — Le commerce et l'exportation à Madagascar	175
I. — Les métaux précieux et le régime minier.	175
II. — Le mouvement commercial	184
CHAPITRE V. — Des réformes sociales à Madagascar.	193
I. — La question religieuse et d'enseignement.	193
II. — L'assistance et l'hygiène	199
III. — Des impôts et des réformes à l'étude .	202
CONCLUSION.	209
